



**ORLÉANS**  
MÉTROPOLÉ

**CONTRAT régional  
DE SOLIDARITÉ  
territoriale**

**Région  
Centre-Val de Loire**

# CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

**Orléans Métropole**

**2015 – 2021**

*Avenant n°1 - Bilan à mi-parcours*



Plus qu'une Région, une chance pour les territoires

[www.regioncentre-valde Loire.fr](http://www.regioncentre-valde Loire.fr)

**Région  
Centre-Val de Loire**

# **CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE ORLEANS METROPOLE**

**2015 – 2021**

## **AVENANT N°1**

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1,  
représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité  
par délibération de la CPR n°18.09.26 du 17 octobre 2018

Et

La Métropole d'Orléans, représentée par Monsieur Olivier CARRÉ, Président, dûment  
habilité,

La Ville d'Orléans, représentée par Monsieur Olivier CARRÉ, Président, dûment habilité,

**VU :**

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant  
délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente  
régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le  
règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec  
les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre  
d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

La délibération CPR n° 14.09.26.120 du 17 octobre 2014 des « Ambitions 2020 » pour le  
bassin de vie d'Orléans,

Le Contrat approuvé par la CPR n° 15.07.26.93 du 3 juillet 2015,

La délibération CPR n°18.09.26. du 17 octobre 2018 relative à la décision de la Région sur le  
bilan à mi-parcours d'Orléans Métropole,

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :**

**Le Contrat tel qu'il résulte de sa signature initiale et de ses éventuels avenants est intégralement remplacé par les articles suivants, prenant en compte les ajustements opérés lors du bilan à mi-parcours et le nouveau cadre d'intervention adopté en décembre 2017 :**

### *Article 1 : OBJET*

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale d'Orléans Métropole définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

### *Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES*

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

#### **LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :**

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose de **services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux Initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

## **LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :**

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

### **En termes de moyens d'animation du Contrat :**

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maîtres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

### **En termes de suivi du Contrat :**

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

### **En termes de limitation des surfaces artificialisées :**

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maîtres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

### **En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :**

- Les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maîtres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.



- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

#### **En termes de financement :**

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

#### **LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :**

**Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé** par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

### Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

Communes	Boigny sur Bionne	2189
	Bou	902
	Chanteau	1398
	Chécy	8 840
	Combleux	494
	Fleury les Aubrais	20 791
	Ingré	8 460
	La Chapelle Saint Mesmin	10 117
	Mardié	2 597
	Marigny les Usages	1 316
	Olivet	21 192
	Orléans	114 977
	Ormes	3 875
	Saint Cyr en Val	3 255
	Saint Denis en Val	7 386
	Saint Hilaire Saint Mesmin	2 959
	Saint Jean de Braye	19 804
	Saint Jean de la Ruelle	16 415
	Saint Jean le Blanc	8 281
	Saint Pryvé Saint Mesmin	5 372
	Saran	15 686
	Semoy	3 243

\* Population municipale au 1<sup>er</sup> janvier 2017, recensement INSEE 2014

### Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 3 juillet 2021.

**Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.**

**Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.**

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 3 juillet 2022, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

## **Article 5 : LE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS**

### **5-1 : Montant et contenu du contrat après bilan à mi-parcours**

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 40 310 000 € répartie après bilan à mi-parcours entre les priorités régionales selon le tableau figurant en annexe et qui sera intégré au programme d'actions en lieu et place du tableau précédent.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...).

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID »).

Il est précisé que le financement régional du programme de rénovation urbaine et du projet de Liaison par câbles dans le quartier Interives s'opèrera au titre de 2 Contrats successifs, de la façon suivante :

- Rénovation Urbaine : de l'ordre de 7 500 000 €, dont environ 1 500 000 € à inscrire au prochain Contrat, le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine n'étant pas stabilisé fin 2018
- Liaison par câbles quartier Interives : de l'ordre de 3 000 000 € dont 1 700 000 € au titre du présent CRST (par transfert de crédits depuis l'enveloppe fongible) et 1 300 000 € au titre du prochain contrat.

### **5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

#### **a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail

« Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

#### **b – Engagement des crédits par la Région**

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

#### **5-3 : Versement des crédits**

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

#### **5-4 : Modalités de contrôle**

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

### *Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT*

#### **6-1 Evaluation**

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.



## Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le 15 novembre 2018

Le Président du Conseil régional

A blue ink signature of François BONNEAU, featuring a large, stylized 'F' and 'B'.

François BONNEAU

Le Président d'Orléans Métropole

A blue ink signature of Olivier CARRÉ, consisting of several horizontal strokes.

Olivier CARRÉ

Le Maire d'Orléans

A blue ink signature of Olivier CARRÉ, consisting of several horizontal strokes.

Olivier CARRÉ

*Annexe : Programme d'actions modifié, intégrant le tableau financier récapitulatif modifié et les règles de financement régional et modalités communes*

# CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

## Règles de financement régional et modalités communes

### Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

#### **A – à considérer dès la conception du projet**

##### **A - 1 : CONDITIONNALITES**

###### ❖ **Conditionnalités énergétiques**

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m<sup>2</sup>/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an

###### ❖ **Bio-conditionnalités :**

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

###### ❖ **Conditionnalités sociales :**

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

##### **A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES**

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

**Ne sont éligibles que :**

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1<sup>er</sup> septembre 2015).

- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

**Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées** (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

### **A - 3 : NIVEAUX D'AIDE**

#### **❖ Subventions et taux planchers**

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

#### **❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique**

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

#### **❖ Bonifications**

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
  - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
  - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
  - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
  - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

*NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.*

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m <sup>2</sup>	9 kg/m <sup>2</sup>
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m <sup>2</sup>	18 kg/m <sup>2</sup>

#### ❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

## **B – à considérer pour le versement de l'aide régionale**

### **B - 1 : COMMUNICATION**

**Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire.** Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site [www.regioncentre.fr](http://www.regioncentre.fr) (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional.**

### **B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS**

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*



## **B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT**

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

### **a) en fonctionnement**

#### **Ingénierie externalisée :**

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission\* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.*

#### **Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :**

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission\* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.*

\* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

#### **Animation territoriale transversale :**

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

### **b) en investissement**

#### **❖ Dossiers concernant le logement social :**

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information<sup>1</sup> sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.*
- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information<sup>1</sup> sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements  
*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.*
- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** : Versement en deux fois :

<sup>1</sup> Conformément au point B - 1

- Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
- Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.

*En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.*

- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.

*En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.*

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2 <sup>ème</sup> versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	<b>en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée</li> </ul>		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	<b>Acompte de 50% sur présentation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...),</li> <li>- de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région.</li> </ul>		<b>Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>
Supérieure à 500 000 €	<b>Acompte de 30 % sur présentation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...)</li> <li>- de la photographie du panneau d'information<sup>4</sup> sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région</li> </ul>	<b>50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>	<b>Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique</li> <li>- le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.</li> </ul>

**L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.**

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

\*\*\*

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, à l'inauguration de l'opération.

**Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers**, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

	Investissement	Fonctionnement	TOTAL	% de la dotation totale
<b>PRIORITÉS THEMATIQUES</b>				
<b>A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE</b>	<b>11 925 600</b>	<b>10 000</b>	<b>11 935 600</b>	<b>29,6%</b>
<b>Axe A2 : Accueil des Entreprises</b>	<b>4 075 600</b>		<b>4 075 600</b>	<b>10,1%</b>
02 : Fonder économique	850 600		850 600	
Acquisitions foncières et aménagement de la place Danton	850 600		850 600	
03 : Création de locaux d'activités	3 000 000		3 000 000	
LABO' - pépinière numérique	3 000 000		3 000 000	
03-3 : Réhabilitation du site Miramon en vue d'accueillir un hôtelier-restaurateur	225 000		225 000	
<b>Axe A3 : Economie agricole</b>	<b>200 000</b>	<b>10 000</b>	<b>210 000</b>	<b>1%</b>
04 : Développement de l'agriculture biologique	76 200		76 200	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	80 000		80 000	
05-1 : Remise en état des terres agricoles	40 000		40 000	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé		10 000	10 000	
06 : Développement et structuration des filières locales territorialisées	3 800		3 800	
<b>Axe A6 : Economie touristique</b>	<b>6 450 000</b>		<b>6 450 000</b>	<b>16%</b>
10 : Tourisme à Vélo	50 000		50 000	
10-1 : Création d'un itinéraire Nord Loire à Vélo	400 000		400 000	
14-4 : CO'Met - création d'un centre de congrès	6 000 000		6 000 000	
<b>Axe A7 : Locaux de formation et plateforme technologiques</b>	<b>1 200 000</b>		<b>1 200 000</b>	<b>3%</b>
03-1 : AgreenTech valley - Vallée numérique du végétal	1 200 000		1 200 000	
<b>B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL</b>	<b>7 074 900</b>	<b>20 000</b>	<b>7 094 900</b>	<b>17,8%</b>
<b>Axe B1 : Services à la population</b>	<b>2 313 700</b>	<b>20 000</b>	<b>2 333 700</b>	<b>6%</b>
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures (hors QPV)	1 094 900		1 094 900	
MSP Saint Marceau à Orléans	293 000		293 000	
MSP Fleury les Aubrais	262 400		262 400	
MSP La Chapelle Saint Mesmin	272 000		272 000	
MSP Saint Jean de Braye	267 500		267 500	
15-1 : Projets locaux de santé		20 000	20 000	
15-2 : Locaux médicaux-sociaux	556 000		556 000	
Création d'une salle d'activités pour la Maison des Sourds du Loiret	56 000		56 000	
Restructuration du Relais orléanais	350 000		350 000	
Création d'une maison des parents MOME à Orléans (CHRO)	150 000		150 000	
19 : Structure d'accueil petite enfance				
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	575 800		575 800	
Réhabilitation de la Maison pour tous Jean Villat à Fleury les Aubrais	110 000		110 000	
Création de l'aire d'activité périscolaire à Combleux	110 300		110 300	
Création d'un local périscolaire au groupe scolaire des Sablonnières à Saran	86 300		86 300	
Extension du pôle accueil périscolaire à Saint Hilaire Saint Mesmin	161 400		161 400	
Création d'un accueil périscolaire à Chanteau	107 800		107 800	
21 : Soutien au commerce de proximité	87 000		87 000	
Extension du commerce de Marigny les Usages	87 000		87 000	
<b>Axe B2 : Développement de l'accès à la culture</b>	<b>2 435 500</b>		<b>2 435 500</b>	<b>6%</b>
16 : Salles de spectacle support d'une programmation culturelle	980 000		980 000	
Réhabilitation de la salle culturelle à Olivet (Yvermont)	980 000		980 000	
17 : Equipements de lecture publique	294 600		294 600	
Requalification de la médiathèque de Saran	141 600		141 600	
Aménagement d'une médiathèque à Saint Pryvé Saint Mesmin	120 000		120 000	
Création d'une médiathèque à Saint Hilaire Saint Mesmin	33 000		33 000	
18 : Equipements liés à l'enseignement artistique	360 900		360 900	
Réalisation d'une école de musique municipale à Ormes	195 300		195 300	
Création d'un équipement culturel à Saint Cyr en Val	165 600		165 600	
18-1 : MOBE à Orléans	800 000		800 000	
<b>Axe B3 : Sport</b>	<b>2 325 700</b>		<b>2 325 700</b>	<b>6%</b>
22 : Equipements sportifs et de loisirs	2 325 700		2 325 700	
Création d'un terrain de football synthétique à Fleury les Aubrais	375 000		375 000	
Rénovation du stade Paul Bert à Saint Jean de la Ruelle	388 000		388 000	
Construction d'un gymnase à Chécy	352 100		352 100	
Création d'un complexe sportif à La Chapelle Saint Mesmin	100 000		100 000	
Construction d'un équipement dédié à la gymnastique à Saint Denis en Val	300 000		300 000	
Réhabilitation du gymnase de la Montjoie à Saint Denis en Val	79 400		79 400	
Equipements sportifs de la Vallinière à Semoy	150 000		150 000	
Extension du tennis couvert à Ingré	234 600		234 600	
Réfection des cours de tennis de La Trésorerie à Saint Pryvé Saint Mesmin	27 200		27 200	
Création d'un parcours de santé à Saint Cyr en Val	8 700		8 700	
Création d'un city stade à Saran	28 200		28 200	
Création d'un équipement sportif à la Carisaille à Saint Jean le Blanc	275 000		275 000	
Mise aux normes de l'éclairage des gymnases à Ormes	7 500		7 500	
22-2 : Equipements nautiques				



	Investissement	Fonctionnement	TOTAL	% de la dotation totale
<b>C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL</b>	<b>10 851 700</b>		<b>10 851 700</b>	<b>27%</b>
<b>Axe C0 : Paysages</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0%</b>
22-3 : Mise en valeur des paysages du Val de Loire				
<b>Axe C1 : Aménagement d'espaces publics</b>	<b>577 100</b>		<b>577 100</b>	<b>1%</b>
23 : Aménagement d'espaces publics	577 100		577 100	
Aménagement du centre-bourg de Boigny sur Bionne	47 000		47 000	
Aménagement de la place de l'église à Bou	119 300		119 300	
Aménagement du parvis du théâtre à Orléans	400 000		400 000	
Création d'un jardin aromatique à Saint Jean le Blanc	10 800		10 800	
<b>Axe C2 : Foncier</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0%</b>
23-1: Requalification des friches urbaines				
23-5: Revitalisation des centres villes et centres bourgs				
<b>Axe C3 : Habitat - Logement</b>	<b>3 228 100</b>		<b>3 228 100</b>	<b>8%</b>
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	700 000		700 000	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	2 045 000		2 045 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	28 100		28 100	
écoquartier du Champ prieur - études	28 100		28 100	
27 : Rénovation thermique du parc public social	405 000		405 000	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	50 000		50 000	
<b>Axe C4 : Rénovation urbaine</b>	<b>6 046 500</b>		<b>6 046 500</b>	<b>15%</b>
29 : Rénovation urbaine La Source (Orléans)	2 050 500		2 050 500	
Réhabilitation thermique	945 000		945 000	
Résidentialisation	800 000		800 000	
Aménagements	305 500		305 500	
29 : Rénovation urbaine Argonne (Orléans)	1 614 000		1 614 000	
Réhabilitation thermique	684 000		684 000	
Résidentialisation	360 000		360 000	
Aménagements	370 000		370 000	
Création de locaux d'activités	200 000		200 000	
29 : Rénovation urbaine Les Chaises (Saint Jean de la Ruelle)	910 000		910 000	
Réhabilitation thermique	520 000		520 000	
Aménagements	150 000		150 000	
Aménagements (MSP)	240 000		240 000	
29 : Rénovation urbaine - Andriillons / Ormes du Mail (Fleury les Aubrais)	526 000		526 000	
29 : Rénovation urbaine - Trois Fontaines (St Jean de la Ruelle)	176 000		176 000	
Trois Fontaines: La Prairie (St Jean de la Ruelle)	68 000		68 000	
Trois Fontaines: plateau scolaire (St Jean de la Ruelle)	108 000		108 000	
29 : Rénovation urbaine - Pont Bordeau (St Jean de Braye)	325 000		325 000	
29 : Rénovation urbaine - Dauphine (Orléans)	445 000		445 000	
<b>Axe C5 : Mobilité durable</b>	<b>1 000 000</b>		<b>1 000 000</b>	<b>2%</b>
30 : Vélo utilitaire				
30-3 : ouverture à l'ouest de la gare des aubrais				
30-3bis CO'Met- création station de tramway	500 000		500 000	
30-4 Acquisition de bus électriques	500 000		500 000	
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture				

	Investissement	Fonctionnement	TOTAL	% de la dotation totale
<b>PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE</b>			<b>8 215 200</b>	<b>20%</b>
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"		10 000	10 000	
<b>D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE</b>	<b>2 269 000</b>	<b>96 300</b>	<b>2 365 300</b>	<b>5,8%</b>
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	1 715 000	77 100	1 792 100	
MOBE - préservation des collections et aménagements pédagogiques	530 000		530 000	
Inventaire de la biodiversité à Semoy		18 000	18 000	
Inventaire de la biodiversité à Olivet		20 000	20 000	
Inventaire de la biodiversité à Saint Jean de Braye		20 000	20 000	
Inventaire de la biodiversité à Saran		19 100	19 100	
Plaine de jeux de Belneuf à Orléans	147 600		147 600	
Nature en ville à Orléans	24 900		24 900	
Préservation de la faune sauvage à Ingré	12 500		12 500	
Parc de Loire	1 000 000		1 000 000	
31-1 : Autres actions en faveur de la biodiversité	325 400		325 400	
Réhabilitation de la mare de l'Azin à Ingré	30 000		30 000	
Acquisition d'une miellerie mobile à Saint Jean de Braye	6 000		6 000	
Aménagement d'un parc paysager dans un écoquartier à Chécy	289 400		289 400	
32 : Gestion alternative des espaces publics	178 600	19 200	197 800	
Acquisition de matériels à Saint Jean le Blanc	12 500		12 500	
Plan de gestion différenciée (Saint Jean de Braye)		19 200	19 200	
Acquisition de matériels (La Chapelle St Mesmin)	2 700		2 700	
Acquisition de matériels (Saran)	11 300		11 300	
Acquisition de matériels (Fleury les Aubrais)	7 400		7 400	
Acquisition de matériels (Saint Jean de Braye)	30 000		30 000	
Ecopâturage (Orléans)	14 700		14 700	
Acquisition de matériels (Orléans)	100 000		100 000	
33 : Biodiversité domestique				
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	50 000		50 000	
<b>E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL</b>	<b>5 829 900</b>	<b>10 000</b>	<b>5 839 900</b>	<b>14,3%</b>
35 : Plan Isolation bâtiments publics et associatifs	5 683 200		5 683 200	
Plan Isolation des bâtiments communaux Saint Jean de Braye	284 500		284 500	
Plan Isolation des bâtiments communaux Saint Cyr en Val	200 000		200 000	
Isolation de l'école Jean Bonnet à Saint Jean le Blanc	55 000		55 000	
Isolation du gymnase de l'Armandière à Saint Jean le Blanc	100 000		100 000	
Plan Isolation des bâtiments communaux Orléans	850 000		850 000	
Plan Isolation des bâtiments communaux Semoy	75 000		75 000	
Plan Isolation des bâtiments communaux Fleury les Aubrais	231 600		231 600	
Plan Isolation des bâtiments communaux Ingré	150 000		150 000	
Plan Isolation des bâtiments communaux La Chapelle Saint Mesmin	112 100		112 100	
Plan Isolation des bâtiments communaux Marigny les Usages	50 000		50 000	
Plan Isolation des bâtiments communaux Saint Pryvé Saint Mesmin	400 000		400 000	
Plan Isolation des bâtiments communaux Saran	175 000		175 000	
Isolation du complexe nautique de La Source à Orléans	1 700 000		1 700 000	
Isolation des Vinalgreries à Orléans	700 000		700 000	
Rénovation thermique de la salle de spectacle à Saint Jean de la Ruelle	600 000		600 000	
35-1 : Forfait Energétis		10 000	10 000	
35-2 : Bonification climat énergie	146 700		146 700	
Isolation Saint Jean de Braye	15 500		15 500	
Isolation Fleury les Aubrais	131 200		131 200	
35-3 : Eclairage public				
36 : Filière bois énergie				
36-4 : Géothermie sur sondes verticales				
<b>PLAN URGENCE INONDATIONS</b>	<b>29 700</b>		<b>29 700</b>	
<b>ENVELOPPE FONGIBLE *</b>	<b>1 782 900</b>		<b>1 782 900</b>	<b>4,3%</b>
<b>SOUS-TOTAL HORS A VOIR ID</b>	<b>39 763 780</b>	<b>146 300</b>	<b>39 910 080</b>	
<b>F : A VOS ID</b>			<b>400 000</b>	<b>1%</b>
<b>ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT</b>			<b>40 310 000</b>	

\* les crédits de l'enveloppe fongible sont prioritairement fléchés pour :  
l'ouverture à l'ouest de la gare des Aubrais, le plan isolation

## **Eléments d'évaluation à mi-parcours**

- **61** opérations ont été soutenues.
- **397** logements sociaux créés.
- **79** logements sociaux rénovés.
- Consommation d'énergie économisée par an grâce au plan isolation de bâtiments publics : **414 438 kWh**.
- Emission de GES évitée par an grâce au plan isolation de bâtiments publics : **70 635 kgeqCo<sup>2</sup>**.
- **335 emplois créés au Lab'O depuis son ouverture en juin 2016.**



## AXE A2 : Accueil des entreprises

### ***Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***

- Renforcer l'attractivité de la métropole Orléanaise vis-à-vis des entreprises.
- Susciter le développement d'une économie créative
- Développer une action économique coordonnée entre l'agglomération orléanaise et son bassin de vie
- Accompagner le maintien et le développement des pôles économiques et industriels existants

Le développement économique, facteur d'attractivité et de création d'emplois, est une des priorités du projet de mandat. Le territoire de la Métropole dispose de nombreux atouts et les projets à venir doivent permettre de renforcer le positionnement stratégique du territoire aux portes de Paris et à proximité des châteaux de la Loire.

La stratégie économique élaborée et mise en œuvre dans le cadre du précédent projet d'agglomération a permis au territoire orléanais de bien résister dans un contexte économique national qui ne cesse de se dégrader.

Il est nécessaire non seulement de poursuivre et d'amplifier l'ensemble du travail d'accompagnement et de développement des entreprises mais en plus de se doter des moyens permettant le développement de filières porteuses sur notre territoire, soit en accompagnant les acteurs les plus dynamiques soit en en faisant émerger - ou venir - de nouveaux. L'objectif est que cette création de valeur se traduise par une nouvelle dynamique d'emplois durables et ce, quel que soit leur qualification.

Au vu des éléments de diagnostic, la stratégie retenue vise donc à :

- faciliter la vie des entreprises implantées sur notre territoire ;
- miser sur les secteurs « atouts » ;
- faire connaître la Métropole par les qualités de son territoire (marque Loire&Orléans) et par des initiatives uniques en France ;
- lever les freins à l'embauche notamment des jeunes et des seniors.

La méthode consistera par conséquent à :

- proposer aux entreprises une offre de service consolidée à partir de l'offre du GIP Loire&Orléans Eco et de celle de l'ensemble des acteurs de l'écosystème, communes comprises ;
- développer et faire vivre nos parcs d'activités ;
- positionner l'agglomération orléanaise dans le réseau numérique de la French Tech ;
- travailler au plus près des employeurs pour lever les freins à l'embauche ;
- engager la création d'un second campus universitaire et trouver des partenaires de rang mondial.

## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 02

Développement des parcs d'activité de l'agglomération			Action supprimée aucune action n'ayant été engagée mi 2018
Maître d'ouvrage : Agglomération Orléans Val de Loire			
Dépense subventionnable : 1 600 000 € HT	Taux : 50 %	Subvention : 800 000 €	
Dans un contexte de forte pression foncière et en cohérence avec les orientations stratégiques définies par sa politique économique, l'agglomération souhaite développer l'offre de foncier à vocation économique en accompagnant l'initiative privée dans la requalification de friches économiques, en aménageant de nouvelles zones d'activités économiques, en complémentarité des zones existantes, et de leur requalification.			
L'objectif est de développer une offre foncière qualitative et environnementale, à travers la recherche d'une densification optimale dans le respect des règles d'urbanisme, en incitant les porteurs de projet à intégrer une approche durable dans la conception des bâtiments, et dans la gestion des chantiers de construction. L'Agglomération a recours à un AMO spécialisé pour garantir l'approche durable dans la conception des zones.			
Les zones concernées sont notamment les suivantes :			
<ul style="list-style-type: none"><li>- ZAC des Guettes à Ingré,</li><li>- Extension Est de la Saussaye à Saint Cyr en Val</li></ul>			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			
Echéancier prévisionnel des travaux : 2015-2020			

Déplacement de la pépinière de Saint-Jean-de-Braye			Opération abandonnée
Maître d'ouvrage : Agglomération Orléans Val de Loire			
Dépense subventionnable : 2 500 000 € HT	Taux : 20 %	Subvention : 500 000 €	



Acquisitions foncières et aménagement de la place Danton sur le quartier INTERIVES			Action réalisée
<b>Maître d'ouvrage : Agglomération Orléans Val de Loire</b>			Soldé à hauteur des engagements réalisés, soit 850 600€ (credits engagés), correspondant à la 1ère tranche des travaux
Dépense subventionnable : <b>8 000 000 € HT</b>	Taux : <b>20 %</b>	Subvention : <b>1 600 000€</b>	
<p>Le site Interives, de part sa situation à proximité du centre urbain d'Orléans et sa bonne accessibilité présente un potentiel certain pour le développement d'une activité économique métropolitaine diversifiée. Le dynamisme du site et l'enjeu de développer une ville des courtes distances reposent entre autres sur la mixité économique très large du site, d'où la définition des enjeux ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer un nouveau quartier dynamique sur le territoire Orléanais, support d'une activité économique riche et variée</li> <li>- Compléter l'offre économie par une économie locale, sociale et solidaire</li> </ul> <p>Il s'agit de développer sur le site Dessaux-Les Aubrais un nouveau quartier d'affaires métropolitain. Cet ambitieux projet se développera progressivement sur 110 ha entre la RD2020 et la voie ferrée (au nord de l'agglomération) avec un programme prévoyant à 20-30 ans la réalisation de plus de 200 000 m<sup>2</sup> de bureaux et d'environ 3 000 logements avec les équipements publics nécessaires pour la vie de ce nouveau quartier.</p> <p>Dès sa conception, ce quartier sera marqué du double signe de l'innovation et du développement durable. Ainsi, le quartier favorisera les modes de déplacements doux, le site accueillant une coulée verte, espace vert aménagé et protégé, tout le long de l'ancienne voie ferrée au milieu de la zone, ainsi que des solutions intelligentes pour les réseaux d'électricité ou de chaleur, type « smart grid ».</p> <p>A l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, l'architecte P. Chavannes a été désigné pour accompagner l'Agglomération dans la mise en œuvre opérationnelle de ce projet.</p> <p>L'Agglomération a notamment inscrit les priorités suivantes pour ce mandat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Réalisation de réserves foncières stratégiques</b> pour la poursuite de l'aménagement de la 1<sup>ère</sup> ZAC. Une procédure de DUP va être lancée prochainement.</li> <li>- <b>L'aménagement de la place Danton et ses extensions</b>, véritable centralité de quartier et pôle d'échange multimodal. L'AggLO s'engage, à l'été 2015, dans un lancement de concours de maîtrise d'œuvre des espaces publics de la future ZAC. Cette place a vocation à devenir un véritable lieu de rencontre, de partage et d'échanges pour toutes</li> </ul>			Acquisitions foncières et aménagements de la Place Danton

<p>les structures économiques implantées sur la zone. Ainsi, au-delà d'un simple aménagement urbain, autour de cette place seront notamment implantés des lieux de convivialité (café, restaurant...) où se retrouveront tout au long de la journée les occupants des bureaux et les visiteurs. Sa localisation en cœur d'îlot en fera un lieu privilégié à l'écart des nuisances du trafic. Sa proximité avec la gare d'arrivée ouest des télécabines et une offre hôtelière haut de gamme contribueront à cette dynamique.</p> <p>Ces investissements sont indispensables pour réaliser une 1<sup>ère</sup> ZAC sur le cœur de quartier et permettre à compter de 2017 les premières opérations de bureaux et de commerces en pied d'immeuble.</p> <p>Echéancier prévisionnel des travaux : 2017-2018</p>	
---	--

### Mesure 03

LAB'O : pépinière numérique (FAMAR)			Action réalisée
<b>Maître d'ouvrage : Agglomération Orléans Val de Loire</b>			
Dépense subventionnable : <b>15 000 000 € HT</b>	Taux : <b>20%</b>	Subvention : <b>3 000 000 €</b>	
<p>L'Agglomération orléanaise s'est résolument engagée dans le développement du numérique, visant à positionner Orléans dans la boucle des grandes agglomérations innovantes.</p> <p>Aussi, un pré-dossier de labellisation French Tech a d'ores et déjà été déposé auprès de l'Etat, associant l'ensemble des forces vives du territoire.</p> <p>Quatre points forts de l'écosystème seront particulièrement développés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'agriculture numérique</li> <li>- la logistique/le e-commerce</li> <li>- l'économie de l'environnement</li> <li>- la cosmétique.</li> </ul> <p>Dans ce cadre, la reconversion de l'ancien site industriel de la société FAMAR, situé en centre-ville d'Orléans, accueillera un incubateur de très grande taille qui sera une référence nationale et constituera le TOTEM de cette démarche globale ; son aménagement va en faire l'accélérateur de strat-up, véritable incubateur d'entreprises numériques dans lequel 4 niveaux de services seront proposés.</p> <p><b>Le projet prévoit dans un premier temps des travaux d'aménagement qui permettront d'y accueillir des entreprises en création et en développement avec les services communs nécessaires (salles de réunion, espaces de co-working, cafétéria...).</b></p> <p>Démarrage prévisionnel des travaux : 2016</p>			<p>48 entreprises installées + 335 emplois créés au Lab'O depuis son ouverture en juin 2018</p> <p>Crédits engagés : 3 000 000 €</p>



**Foncier économique**  
**Crédits réservés : 850 600€**

<b>Régimes d'aide</b>	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</li> </ul>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en :</li> <li>• limitant les risques de concurrence entre les territoires</li> <li>• donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant</li> <li>• assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au SRDEII</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans</li> <li>• Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre</li> <li>• Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)</li> <li>• Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace - Energie - Chantier », « Biodiversité - Eau - Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Requalification et densification du parc existant</li> <li>2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans</li> </ol> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...)</li> <li>- Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises.</li> <li>- Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme</li> <li>- Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)</li> </ul>

<b>Maitres d'ouvrage</b>	EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégués
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour le maître d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local).</li> <li>- Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40%</li> <li>- AMO Démarche de développement durable : 80%</li> <li>- Réserve foncière économique à long terme : 20%</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises</li> <li>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> <li>✓ <b><u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u></b></li> </ul> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique)</li> <li>✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs.</li> </ul> <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire.</li> <li>✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans,</li> <li>✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire</li> </ul>

## **Création de locaux d'activités**

**Crédits réservés : 3 000 000€**

<b>Régimes d'aide</b>	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</li> </ul>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes.</li> <li>• Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au SRDEII</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans</li> <li>• Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre</li> <li>• Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans)</li> <li>• Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier</li> </ul> <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI et leurs délégataires éventuels



## Financement régional



### Dépenses éligibles :

- L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment.
  - Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles
- Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,

### Reste à charge = Dépenses – recettes (subventions et loyers)

- ✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions
- ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite :
  - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail
  - du montant de l'option d'achat
  - ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions
- Subvention minimum 2 000 €
- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
  - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
  - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
  - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

## Modalités

- ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage).
- ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail
- ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant: atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m<sup>2</sup>/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

## Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés sur le territoire
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb d'entreprises accueillies
- Dont nouvellement implantées sur le territoire

CADRE SPECIFIQUE

**Réhabilitation du site Miramion en vue d'accueillir un hôtel –  
restaurant**

**Crédits réservés : 225 000 €**

<b>Contenu</b>	<p>Le projet consiste en la mise en valeur d'un bien immobilier acquis par la ville en 2013, situé en centre-ville, « Le Clos du Miramion », d'une surface totale de 61 189 m<sup>2</sup>, composé d'un bâtiment principal accompagné de ses dépendances et d'un parc boisé d'une surface de 23 250 m<sup>2</sup> «espace boisé classé». Il s'agit de créer un espace récréatif et de loisirs à destination du public, animé et valorisé par les associations locales, <b>complété d'un équipement de restauration et d'hôtellerie</b>. Les enjeux sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Donner un espace de respiration au nord du Centre-Ville de Saint Jean de Braye</li> <li>• Préserver le patrimoine bâti et boisé</li> <li>• Favoriser le développement économique</li> <li>• Créer une couture urbaine et paysagère entre le centre-ville et cet espace</li> </ul>
<b>Maître d'ouvrage</b>	Ville de Saint Jean de Braye
<b>Financement régional</b>	<p>La subvention régionale portera sur la réhabilitation du « château » en vue de le mettre à disposition d'un hôtelier – restaurateur dans le cadre d'un bail commercial ou d'un autre dispositif à préciser (étude en cours avec la CCI).</p> <p>Les seuls travaux de restauration de la maison principale et de ses abords en vue d'accueillir un hôtelier – restaurateur sont éligibles à la subvention régionale.</p> <p><b>La subvention sera accordée sur la base du reste à charge de l'opération pour la ville de Saint Jean de Braye, au taux de 50 % maximum.</b> <b>Le reste à charge est estimé à ce stade à 450 000 €, soit une subvention prévisionnelle de 225 000 €</b></p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>Avis de la CCI sur le projet</b></li> <li>✓ <b>Carence de l'Initiative privée</b></li> <li>✓ <b>Tarifs pratiqués ne déstabilisant pas la concurrence établie sur l'agglomération</b></li> <li>✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur.</li> <li>✓ Cumul d'aides publiques ne devant pas conduire à un enrichissement sans cause de la collectivité.</li> <li>✓ Maintien de l'usage des locaux d'activités destinés à la location pour une durée minimum de 10 ans ; en cas de revente avant le terme de 10 ans, la subvention sera reversée au prorata temporis.</li> <li>✓ Durée d'amortissement a minima de 9 ans (sur la base de la durée d'un bail commercial et hors subvention).</li> <li>✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant: atteinte de la performance BBC rénovation*, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 kWh/m<sup>2</sup>/an et atteignant la classe C.</li> </ul> <p>Possibilité de majoration de taux de 10% (bâtiment neuf ou existant) si :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> <p><small>* Cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</small></p>



## AXE A3 : Economie agricole

***Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***

- Favoriser le développement et la reprise des exploitations agricoles de cultures spécialisées situées dans le Val de Loire
- Soutenir le développement de circuits alimentaires de proximité
- Accompagner le développement et la structuration des filières agricoles territorialisées

L'agriculture est encore très présente dans la métropole orléanaise, en s'étendant sur un tiers du territoire et avec une production riche et diversifiée, et constitue indéniablement une force pour l'agglomération. Mais certaines contraintes ou menaces pèsent sur ce secteur d'activité, notamment le développement de l'urbanisation et les incertitudes quant à la transmission des exploitations. Dès lors, il est primordial d'infléchir la tendance actuelle et d'intégrer le secteur agricole comme composante essentielle du développement de l'agglomération. La Charte agricole de l'agglomération orléanaise, adoptée en 2012, ambitionne de soutenir une agriculture urbaine durable sur le territoire.

Cet objectif pourra être atteint, en complément de la structuration de filières locales et innovantes et de politiques plus ciblées, à travers le soutien aux exploitants dans leur activité quotidienne et par la structuration de circuits courts alimentaires, qui représentent dans cette optique un levier majeur.

## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 06

Filière agricole locale AOC Orléans et Orléans-Cléry	Action réalisée
Maître d'ouvrage : Viticulteurs de l'AOC Orléans et Orléans Cléry	Projet réalisé à Chêcy « Les Amis de la Vigne » plantation de 23 ares de Pinot noir
Subvention : 50 000 €	
Le Syndicat des Vins AOC Orléans – Orléans Cléry s'est engagé fin 2014 - début 2015 dans l'élaboration d'une démarche de filière agricole locale avec l'appui de la Chambre d'Agriculture et le soutien de la Région dans le cadre du contrat de Pays Sologne Val Sud. Une ligne est prévue pour permettre de soutenir les producteurs de l'appellation, en fonction du programme d'actions de la filière qui sera défini d'ici fin 2015 début 2016.	
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015	



## ***Développement de l'agriculture biologique***

***Crédits réservés : 76 200€***

<b>Régime d'aide</b>	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional</li> <li>- Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages</li> <li>- Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre</li> <li>- Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%)</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 000 € minimum</li> <li>- 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle</li> <li>- 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective</li> </ul>
<b>Modalités</b>	Attestation de certification AB de l'année
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Surfaces concernées en conversion et en maintien</li> </ul>



***Diversification agricole et développement  
des circuits alimentaires de proximité  
Crédits réservés : 80 000 €***

<b>Régime d'aide</b>	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional</li> <li>- Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques</li> <li>- Limiter le transport des productions agricoles</li> <li>- Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs</li> <li>- Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation)</li> </ul> <p>Bonification de 10 points pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nouvel installé depuis moins de 5 ans</li> <li>- agriculteur biologique</li> </ul> <p>... dans la limite de 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure)</li> </ul> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 000 € minimum</li> <li>- 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle</li> <li>- 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p><b>Investissements éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme</li> <li>- Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>

**CADRE SPECIFIQUE**

***Soutien à la remise en état des friches agricoles***

***Crédits réservés : 40 000 €***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir l'usage des terres agricoles</li> <li>- Favoriser les retours en exploitation</li> <li>- Faciliter l'installation de jeunes agriculteurs</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>La Métropole envisage de mettre en place une couveuse d'entreprises agricoles sur son territoire, selon un principe d'accueil des couvés chez les exploitants. A terme, il s'agit de faciliter l'implantation des agriculteurs issus de la couveuse sur l'agglomération.</p> <p>Pour cela, la Métropole pourra encourager la remise en culture des terres abandonnées. Pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une étude sera menée pour identifier les friches agricoles et leur intérêt agronomique. Il conviendra de dissocier les secteurs en friche des secteurs en gel et de recouper ces informations avec les PLU des communes.</li> <li>- Des propositions de valorisation des parcelles seront faites aux propriétaires concernés</li> <li>- Un fonds de soutien sera mis en place pour la remise en état des terrains agricoles au bénéfice des jeunes agriculteurs contre un bail rural de 9 ans. Le coût de remise en état d'une friche agricole est estimé à 1000€/ha.</li> </ul> <p><b>Calendrier :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes : année 2015</li> <li>- Remise en état des terrains agricoles : à partir de 2016</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Orléans Métropole
<b>Financement régional</b>	<p><u>Investissements éligibles et taux d'intervention :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Etude pour l'identification des friches, de la valeur agronomique des sols, et des priorités d'intervention : 80 %</b> (étude estimée à 20 000 €)</li> <li>- <b>Remise en état des terrains agricoles : 40 %</b> (montant d'investissement estimé à 60 000 € sur 4 ans)</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p><b>Modalités de financement des opérations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Validation du cahier des charges de l'étude par les services du Conseil Régional ;</li> <li>- Association du porteur de la Couveruse Agricole à la BGE ISMER / Mature Entreprise, qui gère la couveuse de l'espace test des Prés d'Amont à Blois et est en charge, dans le cadre du CAP de la coordination des projets à l'échelle régionale ;</li> <li>- Choix des terrains à remettre en lien avec les préconisations de l'étude</li> <li>- Présentation succincte de la parcelle à remettre en état, localisation et justificatifs de travaux à fournir, et projet de bail avec l'agriculteur en projet d'installation</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre d'ha remis en état</li> <li>• Nombre d'installations nouvelles</li> <li>• Nombre d'installations en bio</li> </ul>

**Projet alimentaire de territoire et**  
**Système Alimentaire Territorialisé**  
**Crédits réservés : 10 000 €**

**Sens de  
l'action  
régionale**

- **Accompagner la création de PAT, puis de SAT**, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous :

- \* Mise en place d'un PAT
- \* Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire
- \* Mise en place de la gouvernance d'un SAT

- **Maintenir et développer l'emploi local non-délocalisable, et développer la valeur ajoutée des exploitations agricoles**

- Promouvoir l'**image des territoires** à travers des **produits de terroir**
- Répondre à l'attente des citoyens en matière d'**alimentation durable et de santé**
- Concourir à la **préservation de terres arables** dans les zones péri-urbaines, à la lutte contre le **réchauffement climatique**, à la **préservation de la biodiversité** via des modes de production agro-écologiques et respectueux

*La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :*

- *la restauration collective, levier de changement*
- *la gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région*
- *les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle*
- *l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable*
- *les systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires*

**Types de  
projets  
ciblés**

- **ingénierie** accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID

- **investissements** visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) - y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant.

*NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.*

**Financement  
régional**

**Maîtres d'ouvrages** : Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique  
Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)

**Dépenses éligibles :**

- ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient.
- dépenses de communication et d'animation





*Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support*

- investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique, légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...)

**Taux d'intervention :**

- 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de trois ans
- 40 % investissements
- Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €

En cas de projet immobilier :

- ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
  - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
  - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
  - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

**Conditionnalités spécifiques :**

Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet

<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> <li>✓ L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</p> <p>Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)</p>

**Développement et structuration  
des filières locales territorialisées**

**Crédits réservés : 3 800€**

*Fiche désactivée à l'occasion du bilan à mi-parcours*

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir l'emploi agricole (non délocalisable)</li> <li>- Favoriser la création de valeur ajoutée dans les exploitations</li> <li>- Maintenir et développer des productions identitaires du territoire régional pour valoriser le patrimoine culturel local (valorisation touristique notamment)</li> </ul>	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements de production, transformation, commercialisation, expérimentation, communication</li> </ul> <p>Les investissements éligibles seront déterminés dès lors que les démarches de filières seront abouties et les programmes d'actions validés par la Commission permanente régionale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- AMO menée en amont de la démarche de filière</li> </ul>	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude préalable : structure collective, organisation professionnelle, EPCI, chambre d'agriculture</li> <li>- Programme d'actions : Exploitants agricoles, structures collectives, CUMA, organisation professionnelle</li> </ul>	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- AMO menée en amont de la démarche de filière : 50%</li> <li>- Investissements : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 25% (exploitants individuels)</li> <li>- bonification de 10% pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tout nouvel installé</li> <li>- agriculteur biologique</li> </ul> </li> <li>... dans la limite de 40%</li> <li>- 35% pour les CUMA, structures collectives : la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</li> </ul> </li> </ul> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle ou collective</p>	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque filière locale devra présenter une démarche organisée s'appuyant sur la méthodologie régionale (état des lieux, enjeux, objectifs, programme d'actions)</li> <li>- Actions collectives obligatoires</li> <li>- La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : Avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide</li> <li>- Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</li> </ul>	
Indicateurs d'évaluation	<p><b>INDICATEURS TRANSVERSAUX</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> </ul>	<p><b>INDICATEURS SPECIFIQUES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de démarches de filières engagées</li> <li>• Nombre d'exploitations concernées</li> <li>• Nombre de conventions signées (programmes aboutis)</li> </ul>



## AXE A6 : Economie touristique

### ***Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***

- Elaborer une stratégie de développement touristique à l'échelle de la destination orléanaise
- Organiser et promouvoir l'offre touristique pour assurer une complémentarité à l'échelle du bassin de vie
- Développer et qualifier l'offre touristique d'itinérances douces

Qualité de vie et magie de la Loire sauvage au cœur de la ville font partie des atouts économiques de la Métropole. Forte du succès du programme Loire Trame Verte mis en œuvre sur les deux derniers mandats, la Métropole entend poursuivre les efforts fournis sur la mise en valeur de ce patrimoine, classé par l'UNESCO.

Le projet Loire Trame Verte 2014-2020, dont l'un des objectifs porte sur la mise en valeur, par l'accessibilité aux modes doux, d'un patrimoine naturel, permettra ainsi la poursuite des actions entreprises sur les deux mandats précédents, et notamment les actions sur les cheminements (sentier des Tourelles, coulée verte Loire Loiret) et sur le patrimoine fluvial (perrés).

## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 10

Création d'une coulée verte Loire-Sologne			Projet non maintenu
Maître d'ouvrage : <b>Agglomération Orléans Val de Loire</b>			
Dépense subventionnable : <b>625 000 € HT</b>	Taux : <b>40 %</b>	Subvention : <b>250 000 €</b>	
Ce projet s'inscrit dans la continuité de la coulée verte Loire/ Loiret en cours de réalisation et programmée dans le cadre du mandat 2015-2020. Le tracé en cours d'étude sur le territoire d'Olivet, a été établi à partir d'un pré- itinéraire identifié par la commune. Il débute au niveau du sentier des prés pour se terminer au niveau du domaine du Donjon. Sont envisagées les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Création d'itinéraires de voie verte en site propre</li><li>- Aménagement de tronçons en site partagé</li><li>- Aménagements paysagers</li><li>- Jalonnement</li><li>- Mise en place de mobilier</li></ul>			
Démarrage prévisionnel des travaux : 2017			

**Tourisme à vélo**  
**Crédits réservés : 50 000€**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen</li> <li>- Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 véloroutes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires</li> <li>- Equiper et mettre en tourisme les véloroutes</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional.</li> <li>• Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclotouristique régional.</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes stratégiques de type « Pays ou Agglo à vélo », selon le cahier des charges régional</li> <li>• Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires découlant de l'étude <u>préalable</u> : des études et acquisitions foncières à la signalétique</li> <li>• Aménagements de services connexes aux itinéraires : aires de repos ou de services vélos (stationnements vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, points d'eau, consignes bagages, stations de gonflage et de réparation autonomes, toilettes...), équipements des sites touristiques labellisés ou en vue d'une labellisation « Accueil Vélo »</li> </ul> <p>supports de communication et de promotion dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique à l'échelle de l'itinéraire ou du réseau de boucles aménagé</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<p>- Itinéraires Pays / Agglo à vélo :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Etude de faisabilité : EPCI / PETR / Syndicat de Pays</li> <li>⇒ Aménagements des itinéraires : EPCI/PETR et Syndicat de Pays</li> <li>⇒ Support de communication et de promotion : EPCI / PETR / Syndicat de Pays / regroupement d'EPCI / Office de tourisme</li> </ul> <p>- <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u>: Collectivités, EPCI, PETR, Syndicats, communes, propriétaires ou gestionnaires privés de sites touristiques situés sur les itinéraires vélos</p>
<b>Financement régional</b>	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagement des itinéraires : 40% des dépenses d'investissement – 50% dans le cas d'une véloroute prioritaire (en l'absence d'autre financement régional)</li> <li>• Aménagements connexes : MOA publics : 40%, MOA privés : 25%</li> <li>• Etudes de type « Pays/Agglo à vélo » : 80%</li> <li>• Support de communication et de promotion : 50 %</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p>
<b>Modalités</b>	<p>Les maîtres d'ouvrage se conformeront aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Guide technique d'aménagement du Schéma régional des Véloroutes</li> <li>- Guide de la signalisation cyclotouristique</li> <li>- Préconisations sur la conception des supports de communication</li> <li>- Référentiels « Accueil Vélo » (hébergeurs, loueurs de vélos, sites de visite, OT, réparateurs)</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Linéaires cyclotouristiques aménagés en nb de kilomètres</li> </ul>

CADRE SPECIFIQUE

***Création d'un itinéraire Loire à Vélo en rive Nord  
Crédits réservés : 400 000€***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser un doublement de l'itinéraire Loire à Vélo situé en rive Sud de la Loire, entre Saint Denis de l'Hôtel et Orléans, desservant ainsi les communes de Saint-Jean de Braye, Combleux, Chécy, Mardié et Bou.</li> <li>- Il s'agit là d'un enjeu important au regard de l'intérêt patrimonial, culturel et paysager de ces communes et de leur volonté de structurer sur leur territoire les flux de cyclotouristes qui parcourent « La Loire à Vélo » en préférant opter pour une itinérance au Nord du fleuve, un cheminement qui existe déjà via les chemins de halage et de bords de Loire, de façon plus ou moins continue mais sans réelle cohérence.</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Réalisation des aménagements cyclables sur le périmètre de l'Agglomération entre le Pont d'Orléans et le Pont de Jargeau.
<b>Maitres d'ouvrage</b>	- Aménagement de l'itinéraire : Agglomération, communes
<b>Financement régional</b>	- Aménagements et études liés à la création de l'itinéraire nord Loire à Vélo : 50% - 400 000 € (investissements estimés à 800 000 €)
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Avis de la Région Pays de la Loire, co-proprétaire de la marque Loire à Vélo</li> <li>⇒ Association du Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire et de la commune de Saint Denis de l'Hôtel au projet pour la cohérence de l'itinéraire jusqu'au pont de Jargeau, où il rejoint l'itinéraire actuel en rive Sud.</li> <li>⇒ Association des services de la Région (Direction du Tourisme) à l'élaboration du projet</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Evolution du linéaire aménagé Loire à Vélo</li> <li>• Fréquentation des itinéraires et évaluation des retombées économiques en lien avec le CRT</li> </ul>



## CADRE SPECIFIQUE

**CO'Met :**

**Création d'un centre de congrès et d'un parc des expositions**

**Crédits réservés : 6 000 000 €**

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer l'attractivité du territoire de la Métropole</li> <li>- Renforcer et développer l'économie locale touristique</li> <li>- Développer le tourisme d'affaire</li> <li>- Augmenter l'attractivité touristique du territoire départemental et régional</li> </ul> <p>Le projet global comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un <b>centre des congrès</b> avec notamment une salle plénière de 1000 places, des salles de commission et un espace restauration,</li> <li>- Un <b>parc des expositions</b> de 16 000 m<sup>2</sup>,</li> <li>- Une salle sportive répondant aux cahiers des charges des fédérations internationales de sport en salle avec une jauge jusqu'à 10 000 places.</li> </ul> <p>Seul le centre des congrès et le parc des expositions seront proposés à un cofinancement régional.</p>
<b>Contenu</b>	L'ensemble des dépenses liées à la création d'un Centre de congrès, des études préalables (opportunité, faisabilité ...), à la livraison de l'équipement.
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Orléans Métropole
<b>Financement régional</b>	<p>Taux d'intervention : 10%</p> <p>Subvention : 6 000 000 €</p> <p>(2 000 000€ supplémentaires seront inscrits dans le cadre du prochain contrat)</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Association de la Région au comité de pilotage du projet</li> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>- Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Fréquentation du centre de congrès</li> </ul>





## AXE A7 : Locaux de formation et plateformes technologiques

### ***Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***

- Renforcer les filières existantes et les filières porteuses à l'international
- Soutenir les démarches de recherche et d'innovation des entreprises
- Susciter le développement d'une économie créative
- Renforcer la visibilité de l'Université d'Orléans
- Renforcer et affirmer les spécificités du bassin de vie en matière de recherche

Considéré comme un des grands secteurs technologiques des années à venir, le végétal dispose d'un potentiel de développement national et international très important. Afin de saisir au mieux les opportunités ainsi offertes il est indispensable de maîtriser les technologies numériques au cœur de ces évolutions et d'en assurer la promotion en fédérant l'ensemble des acteurs de la chaîne.

Le projet de Vallée Numérique du Végétal est né sur la base des actifs présents sur le territoire orléanais et d'un pôle d'excellence en construction. Cette Vallée ambitionne d'être la référence nationale de la thématique numérique au service du végétal.

L'objectif est de réunir autour des technologies numériques et d'une approche globale « cycle de vie du végétal », l'ensemble des acteurs utilisateurs, offreurs de technologies, de services ainsi que des acteurs académiques, pour concevoir, diffuser et exploiter les technologies les plus innovantes et faire d'Orléans la vitrine internationale du savoir-faire national dans ce domaine.

Afin de fédérer les actifs et d'animer l'écosystème des différents acteurs de la filière du végétal, l'association « Agreen Tech Valley » a été constituée rassemblant d'ores et déjà Axéreal, John Deere, Kuhn, Sofiprotéol, Cybeletech, l'université d'Orléans, Orléans Métropole, la Région Centre, la chambre régionale de l'agriculture... qui seront soutenus par les compétences des chercheurs de l'INRA, du CRNS et du BRGM.

Sept hectares de terrain au nord du campus du CNRS ont été cédés par l'agglomération d'Orléans à l'association. Dès 2015, l'association a pour objectif de créer sur ce terrain un campus, dédié aux acteurs souhaitant développer le numérique du végétal, regroupant des serres expérimentales, des bureaux et à terme un projet de serre du futur. Il s'agit par cette initiative de conforter notre positionnement national dans le domaine du végétal et de créer une nouvelle plateforme technologique et innovante permettant la mise en place d'actions transverses entre industriels, chercheurs, le milieu agricole et le domaine universitaire.

Deux projets de recherche, mobilisant des financements privés conséquents (plus de 6M€), sont d'ores et déjà labellisés au plan national (Projets SAS et PALM).

***AgreenTech Valley - Vallée Numérique du Végétal***

***Crédits réservés : 1 200 000 €***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer et animer l'écosystème des différents acteurs de la filière du végétal, utilisateurs et offreurs de technologies numériques,</li> <li>• Créer une dynamique économique afin de contribuer à créer de la valeur économique,</li> <li>• Attirer de nouveaux partenaires (technologies, compétences métiers, utilisateurs ...),</li> <li>• Développer les relations et la collaboration entre les entreprises de toutes tailles, les organismes de Recherche, les établissements de formation et d'enseignement supérieur,</li> <li>• Communiquer sur les technologies numériques pour la filière du Végétal, la promotion de leurs usages ainsi que sur leurs impacts sociétaux et économiques,</li> <li>• Mettre en place des filières de formation technologique innovantes &amp; d'excellence,</li> <li>• Initier de grands projets structurants collaboratifs.</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>L'Association AgreenTech Valley, composée de grandes entreprises, TPE, PME, ETI, organismes de recherche et d'enseignement supérieur, collectivités locales a été créée pour fédérer les acteurs locaux au sein d'un pôle d'excellence dédié aux technologies numériques pour la filière du végétal. Dès 2015, cette association va contribuer au développement d'un Campus High Tech de 7ha situé sur le Campus du CNRS d'Orléans La Source, regroupant des serres expérimentales des bureaux et à terme un projet de serre du futur.</p> <p>La Région soutiendra, au taux de 22%, sur la base du reste à charge pour la Métropole (déduction faite des recettes prévisionnelles issues des éventuels loyers / cessions de terrains et des autres subventions publiques) la 1<sup>ère</sup> phase de réalisation du Campus AgreenTech Valley. La Métropole assure la maîtrise d'ouvrage pour les acquisitions foncières, viabilisations et travaux de réseaux permettant l'accueil des bâtiments ultérieurs (serres expérimentales, cité AgreenTech, serre du futur...).</p> <p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire.</li> <li>- Acquisition du terrain lié au bâtiment / acquisition immobilière, aménagements (VRD, aménagements paysagers), travaux de réhabilitation / dépollution de sites orphelins / démolition, travaux de construction et d'aménagement</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Orléans Métropole
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>22 % (du reste à charge)</b></li> <li>✓ <b>Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2015</b></li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération</li> <li>✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur.</li> <li>✓ Cumul d'aides publiques ne devant pas conduire à un enrichissement sans cause de la collectivité.</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Dont Nb emplois transférés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb d'entreprises accueillies</li> <li>• Nb d'organismes de recherche accueillis</li> </ul>

## AXE B1 : Services à la population

**Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Enrayer la désertification médicale
- Développer l'offre de services pour l'enfance et la petite enfance

Le territoire de la métropole orléanaise est composé de villages, bourgs et villes, aux spécificités marquées par la géographie et l'histoire. Cette diversité est porteuse de sentiments d'appartenance, de fierté, de « qualité de vie »... La poursuite du développement s'inscrit dans cette logique de proximité, en préservant les particularismes locaux, conçue autour d'unités de ville, de village ou de quartiers, dans lesquels tous les habitants trouvent toujours, à faible distance, les services et équipements de leur vie quotidienne.

Les services à la population sont au cœur de l'évolution du territoire dont ils sont les éléments structurants. La croissance démographique de la métropole et l'arrivée de familles d'actifs vers les communes périurbaines et rurales introduisent ainsi de nouvelles attentes et donc de nouveaux besoins en matière d'accueil petite enfance, enfance et adolescence.

Par ailleurs, compte tenu de la désertification médicale constatée sur notre territoire, cet axe est vital et doit bénéficier de la libération de locaux sur le campus de la Source du fait de la création du Campus Madeleine et de l'ouverture récente des deux nouveaux pôles de santé que sont le nouvel hôpital d'Orléans (NHO) et le regroupement de cliniques privées au nord (polyclinique Oréliance). Les coopérations et liens entre territoires dans ce domaine sont encouragés, afin d'adopter une démarche coordonnée entre les différents bassins de patientèle. Les projets de Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) feront l'objet d'une attention particulière pour être répartis de façon équilibrée sur l'ensemble du territoire.

Deux MSP ont déjà été réalisées à Fleury les Aubrais et à Saint Jean de Braye. Deux autres sont identifiées dans ce contrat comme opération nouvelle : La Chapelle Saint Mesmin et Orléans (quartier Saint Marceau).

Enfin, le maintien de commerce de proximité dans des secteurs de la métropole où l'initiative privée est défaillante contribue à développer une stratégie locale de développement en lien avec les besoins spécifiques du territoire.



## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 19

Création d'une structure d'accueil petite enfance regroupée sur un lieu unique			Opération abandonnée
Maître d'ouvrage : Semoy			
Dépense subventionnable : 399 600 €	Taux : 15%	Subvention : 59 900 €	
La halte-garderie « Les Petits Princes » est située dans les locaux du centre de loisirs sans hébergement. Créée en octobre 1994, son activité a suivi la progression de la population de Semoy.			
Afin de répondre aux exigences de la CAF, il convient de trouver des locaux permettant d'une part la fourniture des repas en liaison froide, et d'autre part permettre de coucher les enfants dans un dortoir dédié et adapté. Le projet ne prévoit pas d'augmenter le nombre de places de la structure (14 enfants accueillis actuellement).			
La commune souhaite donc construire des locaux permettant d'accueillir à la fois la halte-garderie et regrouper dans un lieu unique, le Relais des Assistants Maternels qui se réunit actuellement dans un lieu trop petit, et un lieu d'accueil pour les 2 associations d'assistantes maternelles de la commune qui se réunissent régulièrement chaque semaine.			
La commune dispose du foncier au centre bourg nécessaire à l'opération. Le projet consiste donc à créer les surfaces d'accueil des 3 entités (halte-garderie-, RAM et associations d'assistantes maternelles) dans un lieu unique en mutualisant les locaux. Le bâtiment projeté, d'une surface de 300 m², devrait être mis en service en 2018.			
Calendrier prévisionnel : début des travaux en 2017			



## Mesure 20

Création d'un local périscolaire			Opération terminée
Maître d'ouvrage : Saran			
Dépense subventionnable : <b>250 000 € HT</b>	Taux : <b>20 %</b>	Subvention : <b>50 000 €</b>	Coût total supérieur aux prévisions. Subvention prévisionnelle à engager : 86 300 €
La salle polyvalente du groupe scolaire des Sablonnières est actuellement utilisée pour l'accueil périscolaire. C'est un espace partagé avec de multiples intervenants, qui n'est pas adapté à cet usage (taille insuffisante manipulation de mobiliers ...). La confidentialité des échanges avec les familles est difficilement réalisable et la trop grande proximité entre les enfants est source de conflits. Aussi il est nécessaire de construire un local dédié à l'activité d'accueil périscolaire, permettant la mise en place d'espaces d'activités différenciés et d'un bureau pour le personnel, au sein du groupe scolaire des Sablonnières pour permettre un accueil de qualité pour les enfants et les parents, un lieu de travail adapté pour les agents, un meilleur accueil des enfants et des familles. Son accès pour les familles sera facilité de par son positionnement à proximité des voies d'accès à l'école.			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			
Début des travaux prévu fin 2015			

Construction d'un accueil périscolaire			Opération terminée
Maître d'ouvrage : Chanteau			Credits engagés : 107 000 €
Dépense subventionnable : <b>365 000 € HT</b>	Taux : <b>30%</b>	Subvention : <b>109 500 €</b>	
Le service de centre de loisirs sans hébergement (créé en 2014) et les temps d'activité périscolaires sont aujourd'hui réalisés dans les locaux de l'école. La construction d'un bâtiment modulaire en extension de l'école actuelle s'avère donc nécessaire afin de disposer de locaux adaptés, de regrouper la garderie périscolaire de l'école maternelle et de l'école élémentaire sur un lieu unique et permettre la réalisation des ateliers dans le cadre des TAP dans de meilleures conditions.			
Démarrage prévisionnel des travaux : janvier 2016			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			

Création d'une maison des jeunes			Opération abandonnée
<b>Maître d'ouvrage : Saint-Hilaire-Saint-Mesmin</b>			
Dépense subventionnable : <b>100 000 € HT</b>	Taux : <b>30%</b>	Subvention : <b>30 000 €</b>	
<p>Dans la continuité de la politique enfance-jeunesse active développée par la municipalité, l'ouverture d'une maison des jeunes complètera l'offre de loisirs proposée à destination des adolescents qui ne disposent actuellement d'aucune structure d'accueil et d'échanges sur la commune.</p> <p>Les travaux consisteront en l'aménagement intérieur d'un bâtiment municipal existant, aujourd'hui non utilisé d'une surface d'environ 100m<sup>2</sup> sur deux niveaux. La majeure partie des travaux sera consacrée à la réhabilitation du bâtiment, ainsi que l'acquisition de mobiliers et de jeux. L'accueil des jeunes se fera sous la responsabilité d'un animateur qualifié, recruté par la municipalité, dans le cadre d'un projet pédagogique établi par la commune.</p>			
Démarrage prévisionnel des travaux : début 2016			

Création de l'aire d'activités périscolaires			Opération réalisée
Maître d'ouvrage : Combleux			Travaux terminés en mars 2018
Dépense subventionnable : 285 000 € HT	Taux : 39 %	Subvention : 110 300 €	
La mairie de Combleux prévoit de réaliser une extension de l'école actuelle de sa commune, pour accueillir le service de garderie périscolaire et un dortoir. Un plateau de jeux de plein air sera également réalisé pour les temps périscolaires. L'ouverture du projet est prévue en septembre 2017.			
La subvention régionale portera uniquement sur la partie du projet dédiée aux activités périscolaires. Une dérogation de taux pour cet équipement est accordée .			
Démarrage des travaux prévu en 2016			



## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Extension pôle accueil périscolaire

**Maître d'ouvrage : Saint-Hilaire-Saint-Mesmin**  
**Opération nouvelle**

Dépense subventionnable : <b>807 415 € HT</b>	Taux : <b>20%</b>	Subvention prévisionnelle: <b>161 400 €</b>
---	----------------------	--

L'évolution démographique de la commune ces dernières années ainsi que son développement urbain ont fait émerger le besoin d'agrandir le pôle accueil garderie existant, bâtiment contigu à l'école maternelle des Vergers situé Chemins des Écoliers.

Le site du Carolus sud comprend plusieurs équipements publics liés aux domaines scolaire, éducatif et sportif. Certains sont aussi ponctuellement utilisés par des associations à vocation de loisirs ou de culture. D'autres équipements et services collectifs (école de musique, médiathèque, ...) se situent à proximité immédiate. Cette concentration d'équipements constitue l'un des deux grands pôles d'animation du centre-bourg – l'autre étant l'offre commerciale. La commune souhaite renforcer cette attractivité.

Le projet viendra en extension de l'école maternelle des Vergers, bâtiment réalisé en 2013.

Le projet comprend un pôle accueil garderie qui pourra être utilisée en ALSH (accueil loisirs sans hébergement). Par ailleurs, certaines dispositions ou certains éléments d'équipement de l'école seront mutualisables avec le projet d'extension.

Le pôle accueil s'adresse à la fois aux élèves de maternelle et aux élèves de primaire. Les équipements, notamment sanitaires, seront donc traités en conséquence. Il devra aussi avoir accès au préau et à la cour.

L'ensemble des locaux sera installé en rez-de-chaussée.

L'aménagement des abords et des espaces extérieurs devra également être intégré à l'étude.

Démarrage prévisionnel des travaux : juillet 2018

## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Réhabilitation de la Maison pour tous Jean Vilar

**Maître d'ouvrage : Fleury-les-Aubrais**

Dépense subventionnable : <b>550 000€ HT</b>	Taux : <b>20%</b>	Subvention prévisionnelle: <b>110 000 €</b>
--	----------------------	--

Cet établissement recevant du public a pour mission d'assurer le lien social et l'animation du quartier des Ormes du Mail-Andrillons avec le développement de loisirs et d'activités tels que cuisine du monde, alphabétisation, accueil du R.A.M (Relais d'Assistants Maternelles), gym tonic.

De plus cette structure a obtenu l'agrément centre social auprès de la CAF. Or, selon la circulaire CNAF N°2012-013 (20 juin 2012) le centre social doit être :

- un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale ;
- un lieu d'animation de la vie sociale.



Viennent s'ajouter à ces attributions cinq missions qui sont les suivantes :

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants ;
- assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant, leur proposer un accompagnement adapté ;
- développer des actions d'interventions sociales adaptées aux besoins de la population et du territoire ;
- organiser la concertation et la coordination avec les professionnels.

Ces nouvelles missions se matérialiseront par l'ajout de deux bureaux de confidentialité et une augmentation de la surface de la structure.

Le bâtiment de la maison pour tous Jean Vilar est vieillissant et victime de dégradations, il s'en suit des désordres significatifs.

En effet, la couverture en ardoises n'assure plus sa fonction d'étanchéité et de nombreuses fuites ont été constatées. C'est pourquoi, un programme a été rédigé, qui a pour objectif de définir le cadre de réflexion portant sur sa réhabilitation et son agrandissement. La configuration des locaux d'origine sera repensée par ce projet et devra être en adéquation avec les us et pratiques de fonctionnement actuels et futurs.

Démarrage prévisionnel des travaux : 2019

## Mesure 21

Extension du commerce de proximité			Opération terminée
Maître d'ouvrage : Marigny-les-Usages			Coût total supérieur aux prévisions Crédits engagés : 87 000 €
Dépense subventionnable : 250 000 € HT	Taux : 30%	Subvention : 75 000 €	
<p>Propriétaire d'un local commercial en centre bourg depuis une vingtaine d'année, la commune s'est toujours efforcée de maintenir un commerce de proximité type épicerie afin de palier l'éloignement de la commune des grandes surfaces commerciales, et ainsi offrir à ses habitants, dont les plus âgés, un commerce de proximité permettant de satisfaire les besoins en produits de base. La libération d'un bâtiment mitoyen occupé par les services techniques doit permettre l'extension du commerce existant.</p> <p>Les travaux consisteront donc à réhabiliter le bâtiment libéré par les services techniques, et à revoir la configuration de l'ensemble du commerce, en augmentant notamment sa surface de stockage, permettant ainsi un maintien, voire une diminution des prix proposés, et le maintien de l'emploi créé dans l'épicerie depuis 2 ans.</p>			
Démarrage prévisionnel des travaux : 2016			



***Maisons de Santé Pluridisciplinaires  
et autres structures d'exercice regroupé (hors QPV)  
Crédits réservés : 1 161 900€***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>En application d'un des volets du Plan Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes</li> <li>- améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé</li> </ul> </li> <li>• Accompagner les mutations en matière de pratique médicale</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015-2020</b>	<p>Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé</p>
<b>Contenu</b>	<p>L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.</p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	<p>Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux)</p>
<b>Financement régional</b>	<p><b>Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.</b></p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>



<b>Modalités</b>	<p><b>Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée</li> <li>- DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. <u>Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.</u></li> <li>- RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...)</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé</li> </ul>

## NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES

### **MSP Saint-Marceau à Orléans**

Subvention prévisionnelle : 293 000 €

Ouverture prévue en fin 2018

### **MSP La Chapelle-Saint-Mesmin**

Subvention prévisionnelle : 272 000 €

Ouverture prévue en 2019

**« Projets locaux de santé »**

**Crédits réservés : 20 000€**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes</li> <li>- améliorant l'accès aux soins</li> <li>- améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé</li> </ul> </li> <li>• Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé</p> <p>2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS)</p> <p>3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional</p> <p>4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI</p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Collectivité territoriale, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), structure porteuse d'une CPTS
<b>Financement régional</b>	<p>1/ Financement à 50% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration</p> <p>2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS</p> <p>3/ Taux de 30%</p> <p>4/ taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation.</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<p>1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS)</p> <p>2/ Validation de la CPTS par l'ARS</p> <p>3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support.</p> <p>4/ l'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p>



CADRE SPECIFIQUE

**Construction d'une salle d'activités  
pour la Maison des Sourds du Loiret**

**Crédits réservés : 56 000 €**

**Opération terminée**

Contenu	<p>La Maison des Sourds du Loiret a pour mission d'accueillir des personnes malentendantes, sourdes et malvoyantes. Les besoins importants de l'association nécessitent l'investissement dans une salle polyvalente entièrement adaptée à la norme HANDICAP et BBC dans le cadre des activités culturelles et sociales.</p> <p>L'association compte environ 165 membres et la salle actuelle, d'une capacité de 40 personnes seulement est trop réduite et elle n'est pas prévue pour permettre l'accueil des personnes en fauteuil.</p> <p>La salle construite permettra notamment l'organisation de spectacles à l'attention des publics malentendants,</p>	
Maîtres d'ouvrage	Maison des Sourds du Loiret	
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : études techniques, travaux de construction, aménagement intérieur</p> <p>Taux : 20%</p> <p>Montant estimatif du projet : 280 000 €</p> <p>Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2014</p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nb d'emplois créés</li> <li>Nb d'emplois confortés</li> </ul>	INDICATEURS SPECIFIQUES

CADRE SPECIFIQUE

**Restructuration du Relais Orléanais**

**Crédits réservés : 350 000 €**

<b>Contexte et enjeux</b>	<p>Le Relais Orléanais dispose de 22 salariés et 80 bénévoles qui tentent de répondre aux besoins fondamentaux des personnes en difficulté.</p> <p>Le Relais Orléanais a accueilli 13 655 personnes en 2016, sert 40 000 déjeuners à l'année et ces locaux ne sont plus adaptés en termes d'accueil, de sanitaires mais aussi d'espace.</p>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter une aide immédiate aux personnes en difficulté via un accueil de jour et l'accès à un restaurant social</li> <li>- Apporter un soutien en matière d'hygiène et de santé, de suivi social...</li> </ul>
<b>Contenu</b>	L'ensemble des dépenses liées à la restructuration du Relais Orléanais, des études préalables (opportunité, faisabilité ...), à la livraison de l'équipement.
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Relais Orléanais
<b>Financement régional</b>	<p>Taux d'intervention : 20%</p> <p>Subvention : 350 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>- Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb emplois confortés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> </ul>



CADRE SPECIFIQUE

**Création d'une maison pour les parents d'enfants hospitalisés  
(MOME)**

**Crédits réservés : 150 000€**

Contenu	<p>La construction d'une maison de 12 chambres et lieux de vie pour accueillir et accompagner les parents d'enfants hospitalisés répond à une attente et aux besoins forts des familles confrontées à la maladie d'un enfant. Il est prévu d'y accueillir un millier de familles par an.</p> <p>La plupart des CHU sont dotés d'un tel lieu d'accueil géré dans la majorité des cas par des associations.</p> <p>Ce projet, à vocation humaine et sociale sera géré, dans le cadre de l'association MOME, par une cinquantaine de bénévoles qui reçoivent une formation spécifique.</p> <p>Le CHR reste propriétaire du bâtiment avec toutes les charges qui s'y rattachent.</p> <p>3 emplois à temps partiel seront créés pour les tâches d'entretien.</p> <p>Les prix de nuitée seront abordables. Ce tarif sera susceptible de bénéficier d'une prise en charge de l'assurance maladie de 25% à 75% en fonction des revenus de la famille.</p>
Maîtres d'ouvrage	CHR Orléans
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : études techniques, travaux de construction, aménagement intérieur, maîtrise d'œuvre</p> <p>Taux : 20%</p> <p>Montant estimatif du projet : 750 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>- Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb de nuitées</li> </ul>

### Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux habitants de disposer des services de base</li> <li>- Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme)</li> <li>- Contribuer au lien social</li> <li>- Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale)</li> <li>- Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales,...)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM) Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, Communes, associations
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et Immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier et équipements (lié à la création de places)</p> <p><b>Taux de subvention :</b></p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 30% pour les projets permettant la création de places nouvelles</li> <li>- 20% pour les projets permettant le maintien de places existantes</li> <li>- Bonification de 10 points (non cumulative) pour les structures : <ul style="list-style-type: none"> <li>• dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS)</li> <li>• disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés</li> <li>• disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, weeks end, jours fériés);</li> <li>• dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...);</li> <li>• en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent)</li> </ul> </li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les projets publics :</li> <li>❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>





<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avis de la CAF</li> <li>- Pour la bonification gestion écoresponsable : présentation de la démarche et attestation de label ecolocrèche ou équivalent</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux</li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de places de garde créées</li> <li>• Nombre de places de garde maintenues</li> <li>• Nombre de places pour les enfants handicapés</li> </ul>


## Accueil extrascolaire et locaux jeunes

**Crédits réservés : 575 800€**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux habitants de disposer des services de base</li> <li>- Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme)</li> <li>- Contribuer au lien social</li> <li>- Offrir des activités de loisirs aux jeunes</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, communes, associations
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b> Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p><b>Taux de subvention :</b> 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :                 <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié</li> <li>- Avis de la CAF</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la</li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de places créées en ALSH</li> <li>• Nombre de places maintenues en ALSH</li> </ul>

## **Soutien au commerce de proximité**

**Crédits réservés : 87 000€**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux habitants de disposer des services de base</li> <li>- Maintenir des emplois non délocalisables</li> <li>- Contribuer au lien social</li> </ul>
<b>Pré-requis inscrits au SRDEII</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un projet local de développement économique durable l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans</li> <li>• Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre</li> <li>• Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	En cas de carence de l'initiative privée : Acquisition, réhabilitation, construction, équipement de commerce de proximité en vue de maintenir ou recréer un commerce
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communes ou leurs groupements Associations
<b>Financement régional</b>  	30% de la dépense 40% dans le cas d'une épicerie sociale ou d'un café associatif Subvention minimum 2 000 € <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	Avis de la chambre consulaire sur la viabilité économique et l'absence de concurrence avec des entreprises existantes  <b>Pour tout projet immobilier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

## AXE B2 : Développement de l'accès à la culture

### ***Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***

- Soutenir la constitution d'un maillage d'équipements culturels et sportifs de proximité
- Amplifier le rayonnement métropolitain d'Orléans

La Métropole n'exerce pas la compétence culturelle. Aussi, les opérations présentées au titre du contrat régional de solidarité territoriale sont réalisées sous maîtrise d'ouvrage communale.

La culture est un atout de développement et un facteur d'identité. Parce que la participation à la vie culturelle représente une composante majeure du lien social, il convient de s'impliquer dans l'irrigation et l'aménagement culturel de notre territoire. Consciente de ces réalités, les communes de l'agglomération d'Orléans encouragent l'existence et l'accès à toutes les formes, pratiques et initiatives culturelles. L'enjeu est de conforter la richesse et l'offre culturelle et de renforcer l'identité que ces équipements culturels confèrent aux communes qui composent l'agglomération.

Signe de la forte vitalité du territoire, la culture participe à son attractivité. Cela peut donc être un facteur non négligeable de valorisation de l'image du territoire et de développement démographique. Il s'agit de réaliser une offre culturelle attractive et équilibrée qui favorise la création, la diffusion, le rayonnement ainsi que l'accueil de nouvelles populations.

Afin de garantir le pluralisme artistique et culturel, les interventions portent sur le spectacle vivant, le cinéma et l'audiovisuel, le livre et la lecture, l'art contemporain, les équipements culturels, les actions culturelles à l'international, ainsi que la valorisation de son patrimoine dans toute sa dimension.

Pour conforter l'attractivité de la capitale orléanaise, un soutien est apporté aux équipements d'envergure tels que la transformation du muséum des sciences naturelles en musée des sciences et de la biodiversité (MOBE), la rénovation de la salle de l'Institut, le déménagement du conservatoire à rayonnement départemental et la réhabilitation du Conservatoire.

En raison du nouveau projet de cité des arts vivants, la réhabilitation du Conservatoire est reportée. En revanche, afin de contribuer au rayonnement culturel d'Orléans, la valorisation du théâtre est programmée, notamment l'aménagement de son parvis (mesure 23 : espaces publics).

Par ailleurs, le soutien au MOBE est conforté en proposant de subventionner également les dépenses liées à la biodiversité (mesure 31) et à l'isolation (mesure 35).



## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 16

Réhabilitation de la salle culturelle d'Yvremont			Projet maintenu - réévalué
<b>Maître d'ouvrage : Olivet</b>			
Dépense subventionnable : <b>2 620 000 € HT</b>	Taux : <b>20%</b>	Subvention : <b>524 000 €</b>	Dépense subventionnable : 3 267 000 € Taux : 30% Subvention prévisionnelle : 980 000 €
<p>La réhabilitation et la modernisation de la salle culturelle Yvremont, datant de 1981, très sollicitée, est aujourd'hui nécessaire notamment en termes de confort et de modularité. L'accent sera mis sur la performance énergétique et le confort des usagers en toute saison (étude prévue de solutions innovantes). Compte tenu de l'offre privée et publique au Sud de la Loire et sur le territoire olivetain, la ville d'Olivet considère que le maintien et le développement de cette salle est indispensable. Le public visé est composé des Olivetains et des habitants de l'agglomération orléanaise à l'occasion des manifestations de grande audience dans le domaine culturel (concerts, théâtre, expositions, danse...).</p> <p>Le projet prévoit d'intégrer un système de chauffage par géothermie, donnant lieu à une bonification de 10 points de la subvention (ligne 35-2 du présent contrat).</p> <p>La livraison des travaux est projetée fin 2018</p>			<p>Le projet a évolué, entraînant une réévaluation du montant de l'opération.</p> <p>La nouvelle salle, de 308 places assises ou 860 places debout, sera équipée d'un large espace scénique et permettra l'accueil de spectacles professionnels d'envergure régionale et nationale.</p> <p>La ville d'Olivet intégrera dans sa programmation au minimum huit spectacles professionnels par an avec une qualité de prestation contribuant au rayonnement du territoire et à la diffusion de l'accès à la culture.</p> <p>Le nouveau Centre culturel d'Yvremont comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le conservatoire ;</li> <li>- une esplanade pour accueillir des manifestations en extérieur ;</li> <li>- la salle polyvalente réhabilitée pour recevoir des événements publics, associatifs ou d'entreprises ;</li> <li>- deux salles de réunion ;</li> <li>- une salle de spectacle ;</li> <li>- un hall d'accueil, avec billetterie et espace bar</li> </ul> <p>Par rapport au projet initialement arrêté, plusieurs éléments supplémentaires sont intervenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De nouvelles exigences en matière de performance thermiques et énergétiques ;</li> <li>- Une salle de spectacle adaptée aux ambitions de la programmation.</li> </ul>
Démarrage des travaux : septembre 2017			

## Mesure 17

Construction d'une médiathèque			Opération abandonnée
Maître d'ouvrage : Saint-Jean-le-Blanc			
Dépense subventionnable :	Taux :	Subvention :	
908 900 € HT	30%	272 600 €	
La bibliothèque municipale existante, équipement vieillissant datant de 1987, ne répond plus aux besoins actuels de la population. Par ailleurs, la configuration des locaux inadaptée, offre peu de commodités et ne permet pas une accessibilité complète.			
La médiathèque, située dans le centre bourg de la commune, aura pour vocation d'être un équipement structurant majeur du Sud-Est de l'agglomération Orléanaise.			
Elle fonctionnera en réseau avec d'autres bibliothèques et notamment en lien avec la Bibliothèque Départementale de Prêt. La construction de la médiathèque sera réalisée à l'emplacement de l'actuel restaurant scolaire, qui sera démoli une fois le nouveau restaurant scolaire mis en service. Le bâtiment disposera d'une surface comprise entre 500 et 600 m². Un concours de maîtrise d'œuvre sera engagé pour désigner l'architecte en charge du projet.			
Démarrage prévisionnel des travaux : début 2017			

Création d'une médiathèque			Opération terminée
<b>Maître d'ouvrage : Saint-Hilaire-Saint-Mesmin</b>			
Dépense subventionnable : <b>123 000 € HT</b>	Taux : <b>30%</b>	Subvention : <b>36 900€</b>	Crédits engagés : 33 000 €
Le projet comprend le déménagement de la bibliothèque actuelle dans les locaux plus spacieux de l'ancienne école maternelle afin d'optimiser les besoins en surface suggérés dans le cadre d'une évolution de la bibliothèque en médiathèque.			
Cette médiathèque, accessible aux PMR, se trouvera ainsi idéalement positionnée autour des écoles et des locaux associatifs avec pour objectif de devenir un centre de rencontre intergénérationnelle (partenariat avec les associations et les écoles : animations, expositions). L'offre multimédia sera développée et des expositions seront proposées.			
Les travaux porteront sur les aménagements intérieurs et extérieurs rendus nécessaires pour accueillir la médiathèque, et l'acquisition de mobiliers et l'équipement informatique.			
Echéancier prévisionnel des travaux : 2015 Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			



Requalification de la médiathèque			Opération réalisée
<b>Maître d'ouvrage : Saran</b>			
Dépense subventionnable : <b>585 000 € HT</b>	Taux : <b>30%</b>	Subvention : <b>175 500€</b>	Coût total inférieur aux prévisions Subvention prévisionnelle 141 600 € Travaux terminés en 2017
<p>La médiathèque, installée dans les locaux actuels depuis 1994, est vieillissante et nécessite des travaux de réhabilitation. L'agencement des espaces, l'éclairage et le mobilier actuels ne sont plus adaptés à l'accueil des publics notamment en situation de handicap. Le projet de réaménagement de cette structure tiendra compte des nouvelles technologies, de l'évolution des missions des bibliothèques, des nouveaux usages et attentes du public avec pour objectifs de proposer une médiathèque comprenant une organisation plus moderne des collections en pôles thématiques. L'accent est mis sur la création d'un véritable espace d'animation modulable et adaptable à toutes formes d'actions culturelles.</p> <p>Une étude sera menée pour déterminer si une extension doit être ajoutée au réaménagement de la médiathèque.</p> <p>Les travaux devront permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'améliorer l'accessibilité des services (jours et horaires d'ouverture ...)</li><li>- de mettre en place une organisation sous forme de pôles thématiques (jeunesse, BD ...)</li><li>- de prévoir un espace Pré Ados – Ados</li><li>- d'intégrer un espace modulable de 120 m², adapté pour des animations</li><li>- de créer un véritable espace d'accueil et de renseignement</li><li>- d'adapter l'aménagement à la circulation des PMR</li><li>- d'augmenter le nombre de places assises</li><li>- inclure un espace de travail en groupe</li></ul>			
Démarrage prévisionnel des travaux : mi 2016			

NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN		
Aménagement d'une médiathèque		
<b>Maître d'ouvrage : Saint-Pryvé-Saint-Mesmin</b>		
Dépense subventionnable : 400 000€ HT	Taux : 30%	Subvention prévisionnelle: 120 000 €
La ville de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin a racheté des locaux situés place Clovis pour créer et aménager un nouvel espace dédié à la lecture publique, en remplacement de l'ancienne bibliothèque devenue trop exiguë.		
Ce projet vise à doter la commune d'un outil spacieux et moderne destiné à la lecture publique. Il s'inscrit également dans la volonté de la municipalité de soutenir l'activité sur la place Clovis en y développant une centralité de services publics.		
Démarrage prévisionnel des travaux : avril 2019		

## Mesure 18

Construction d'une école de musique			Opération abandonnée
Maître d'ouvrage : Ingré			
Dépense subventionnable : 2 724 000 € HT	Taux : 10%	Subvention : 272 400 €	
La construction d'une école de musique, en remplacement de locaux devenus exigus et vétustes, doit permettre la mise en œuvre du projet pédagogique établi par l'école de musique. Les objectifs de pratiques collectives avec de grands studios, de musique actuelle à l'aide d'une acoustique adaptée, d'apprentissage pour divers publics seront atteints.			
Démarrage prévisionnel des travaux : 2015 (tranche 1)			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			

Construction d'une école de musique			Opération réalisée
Maître d'ouvrage : Ormes			Travaux achevés 1 <sup>er</sup> semestre 2018 Subvention sollicitée 195 300 €
Dépense subventionnable : 1 770 000 € HT	Taux : 10%	Subvention : 177 000€	
L'école de musique municipale occupe actuellement plusieurs locaux inadaptés et non conformes à l'accessibilité PMR, nuisant au fonctionnement optimal du service culturel. La construction d'un bâtiment BEPAS (bâtiment à énergie passive) de plain-pied répondra aux besoins du pôle culturel en prenant en compte les objectifs de performance énergétique préconisés dans l'Agenda 21 de la commune.			
Démarrage prévisionnel des travaux : 2016			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> mars 2015			



Construction d'un équipement culturel			Opération réalisée
Maître d'ouvrage : Saint-Cyr-en-Val			Subvention prévisionnelle : 165 000 €
Dépense subventionnable : 1 650 000 € HT	Taux : 10%	Subvention : 165 000€	
<p>Face à une forte évolution démographique prévisible de 300 habitations supplémentaires, la construction d'un véritable pôle culturel adapté aux pratiques avec une capacité d'accueil adéquate devient incontournable.</p> <p>L'acquisition de la propriété de la Jonchère doit permettre de regrouper l'école de musique, la chorale, la société historique d'archéologie et la bibliothèque municipale dans des conditions optimales. Le parc sera utilisé pour l'organisation de diverses manifestations. Le développement de projets interculturels sera privilégié. Une attention particulière sera apportée aux conditions acoustiques afin d'assurer à la fois le confort d'utilisation des locaux du rez-de-chaussée du château et de l'école de musique et le respect pour l'environnement.</p> <p>L'équipement est éligible à la subvention régionale à l'exception des surfaces dédiées aux associations.</p>			
Démarrage des travaux prévu à l'automne 2015			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			

Réhabilitation du Conservatoire du théâtre, musique et danse et rénovation de la salle de l'Institut			Opération abandonnée
Maître d'ouvrage : Orléans			
Dépense subventionnable : 2 250 000 € HT	Taux : 20%	Subvention : 450 000 €	
<p>Le conservatoire d'Orléans est implanté en plein cœur de ville dans 2 bâtiments historiques, l'Institut musical datant de 1840 et l'hôtel des Créneaux du XVI<sup>ème</sup> siècle. Il accueille 1200 élèves chaque année dans les disciplines de musique, d'art dramatique et de danse. Ces locaux anciens, voire vétustes, ne sont plus adaptés au projet pédagogique et au nombre d'élèves. La salle de concert « salle de l'Institut » au décor et à l'acoustique exceptionnels nécessite une restauration, les décors ayant été fragilisés par le temps et présentant un risque de disparition. Une étude du bâti et des fonctionnalités sera engagée dès le 2<sup>ème</sup> trimestre 2015. Des travaux pluriannuels seront réalisés pour répondre au mieux aux besoins exprimés par les enseignants, les élèves et les parents.</p>			

Ces travaux viseront la sécurité des déplacements dans les bâtiments, la santé par la protection acoustique des salles, de meilleures fonctionnalités pour répondre au développement des pratiques collectives, l'équipement en technologies numériques des salles de cours, et la restauration de la salle de l'Institut.

Le conservatoire classé à rayonnement départemental poursuivra sa mission d'enseignement artistique et de formation pré-professionnelle. Il accueillera prioritairement les enfants, mais développe dès aujourd'hui des parcours pour les adultes amateurs. Il a vocation à travailler en liens étroits avec les grandes institutions culturelles du territoire et les établissements d'enseignement. Il développe également des partenariats nationaux et internationaux.

La salle de l'Institut accueille une trentaine de concerts par saison dans tous les genres musicaux portés par les artistes professeurs mais également de grands noms de la scène musicale.

Echéancier prévisionnel des travaux : 2016-2020, en plusieurs phases

***Salles de spectacles support  
d'une programmation culturelle significative***  
***Crédits réservés : 980 000€***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre</li> <li>• Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire</li> <li>• Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration préalable d'un <b>projet culturel</b> en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu ...</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Création ou amélioration de salles de spectacles Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage,....)
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, structures privées
<b>Financement régional</b>	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes : -</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'implication financière des collectivités,</li> <li>- L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence)</li> <li>- Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs,</li> <li>- la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.</li> </ul>







<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter <b>une analyse acoustique et scénographique</b></li> <li>- Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation)</li> <li>- Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter <b>au minimum un équivalent temps plein</b></li> <li>- Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC)</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet public ont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

### ***Equipements de lecture publique***

***Crédits réservés : 294 600€***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires</li> <li>• Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages</li> <li>• Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Aménagement de locaux, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI
<b>Financement régional</b> 	<p>Taux de subvention de 30 %  Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes</li> <li>- Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés</li> </ul> <p><b><u>Pour tout projet immobilier</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>

**Équipements liés à l'enseignement artistique :  
écoles de musique, de danse et d'art dramatique**  
**Crédits réservés : 360 900€**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compléter le maillage du territoire en matière d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique</li> <li>• Améliorer l'offre et son accessibilité sur le territoire régional tout en favorisant un rayonnement intercommunal de l'équipement</li> <li>• Favoriser la mise en réseau de ces équipements culturels sur le territoire</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
<b>Contenu</b>	Projets immobiliers et équipements liés à la pratique
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, établissements publics
<b>Financement régional</b> 	taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 € <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<b>Pour tout projet immobilier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>



CADRE SPECIFIQUE

**Transformation du muséum de sciences naturelles  
en musée des sciences et de la biodiversité (MOBE)**

**Crédits réservés : 800 000 €**

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploiter la connaissance acquise et les collections et assurer la transmission au public. A travers une muséographie innovante et des rapports repensés avec ses publics variés, le muséum devient un outil de valorisation et de découverte des sciences et de la biodiversité.</li> <li>- Faciliter la médiation culturelle et permettre la sensibilisation du public aux sciences, au développement durable et à la biodiversité.</li> <li>- Garantir l'échange entre générations sur la réflexion et les gestes quotidiens de préservation de l'environnement.</li> <li>- Devenir un lieu de convergence et de rayonnement participant ainsi à conforter la ville comme destination touristique, le MOBE est un espace ouvert sur la ville, dédié aux échanges, outil de dialogue et de partage autour des grands enjeux scientifiques et environnementaux de notre société.</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>Travaux de restructuration, d'aménagement et équipement du musée (muséographie, accueil...).</p> <p>Sont exclus les travaux liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'amélioration du bâti existant en termes de consommation énergétique (mesure 35-1)</li> <li>• l'aménagement des espaces en répondant aux objectifs scientifiques et pédagogiques (mesure 31)</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Ville d'Orléans
<b>Financement régional</b>	<p>Projet global estimé à 5 M € HT</p> <p>Financement régional : 1 705 000€</p> <p>Dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 800 000€ au titre des aménagements culturels (mesure 18-1)</li> <li>- 375 000€ au titre de l'isolation (mesure 35)</li> <li>- et 530 000€ au titre de la biodiversité (mesure 31)</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis de la DRAC</li> <li>• Labellisation du musée « Musée de France »</li> <li>• Projet scientifique et culturel du futur musée</li> </ul> <p><b>Pour tout projet immobilier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> <li>- Les projets de <b>construction neuve</b> sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)</li> <li>- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être <b>majorée de 10%</b> en cas de :             <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution</i></p>



	<p><i>des normes nationales et européennes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nombre d'entrées au musée</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> </ul>

## AXE B3 : Sport

**Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Soutenir la constitution d'un maillage d'équipements culturels et sportifs de proximité
- Amplifier le rayonnement métropolitain d'Orléans
- Encourager l'organisation d'événements d'envergure nationale et internationale et renforcer les événements existants

La Métropole, selon les principes de spécialité et d'exclusivité, n'exerce pas la compétence sportive. Aussi, les opérations présentées au titre du contrat d'agglomération sont réalisées sous maîtrise d'ouvrage communale.

Le sport est un secteur important de la vie sociale et économique du territoire. L'agglomération orléanaise dispose d'un tissu associatif particulièrement riche et vivant, de clubs qui possèdent une grande vitalité, d'un mouvement sportif qui se structure et évolue.

Les activités physiques et sportives occupent une place croissante et de plus en plus diversifiée. C'est un mouvement de profondeur qui concerne aussi tous les âges et toutes les catégories de population. La pratique sportive constitue un facteur important d'équilibre, de santé et d'épanouissement des citoyens. Faciliter, favoriser l'accessibilité de tous à la pratique sportive, répondre aux aspirations de chacun, quels que soient sa condition sociale, son âge, sa situation géographique ou ses capacités physiques, c'est participer à la cohésion sociale à laquelle tous aspirent.

La volonté de soutenir non seulement le sport de haut niveau mais également l'accès de tous aux activités sportives est réaffirmée.

Pour optimiser le niveau de prestation de tous les utilisateurs, une maintenance et une rénovation du patrimoine sportif existant sont nécessaires. Par ailleurs, les projets d'extension ou de création d'un certain nombre de complexes sportifs sont autant d'indices qui démontrent l'intérêt que portent les communes de l'agglomération orléanaise à une pratique sportive performante et réactualisée.

Dans le cadre du bilan à mi-parcours du contrat, il est apparu un besoin croissant, de la part des communes, de modernisation ou de création d'équipements sportifs pour répondre à une demande forte des habitants. Ainsi, il a été proposé de soutenir cette politique d'accès à la pratique sportive et de loisir pour tous, en rehaussant le taux de subvention de 20% à 25%.

*Nota Bene : l'équipement sportif dédié au Handball en projet à Fleury les Aubrais bénéficiera d'un soutien régional à hauteur de 500 000 € dans le cadre de la politique sportive de la Région Centre – Val de Loire.*



## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 22

Création d'un terrain de football synthétique			Projet maintenu - réévalué
Maître d'ouvrage : Fleury-les-Aubrais			Ampleur du projet réévaluée (2 terrains)  Dépense subventionnable : 1 500 000 € Taux : 25% Subvention prévisionnelle 375 000 €  Travaux terminés en 2018
Dépense subventionnable : 900 000€ HT	Taux : 20%	Subvention : 180 000 €	
La ville de Fleury-les-Aubrais soutient un tissu local actif d'associations sportives représentant plus de 4 800 licenciés. La ville compte 7 équipements de plein air ainsi que 12 équipements et salles de sports couverts, tous homologués pour la pratique des disciplines exercées. Le projet de création d'un terrain synthétique en lieu et place d'un terrain en herbe actuel a pour objectifs :			
<ul style="list-style-type: none"><li>• Recentrer la vie du club de football autour du club house.</li><li>• Donner la possibilité à toutes les équipes du club de jouer sur cette nouvelle surface.</li><li>• Donner un avantage technique non négligeable en réalisant les entraînements et les matchs sur la même surface.</li><li>• Renforcer l'attractivité du club pour enrichir les effectifs notamment.</li><li>• Partager la surface avec la pratique du rugby lors des intempéries d'hiver.</li><li>• Permettre la continuité de la pratique du rugby</li><li>• Maintenir une surface jouable et de qualité toute l'année.</li></ul>			
Économiser la ressource en eau et réduire les coûts liés à l'entretien.			
Démarrage prévisionnel des travaux : 2019			

Rénovation du stade Paul Bert, création d'un terrain de football synthétique			Maintenu
Maître d'ouvrage : Saint-Jean-de-la-Ruelle			Travaux en cours de finition, réalisés pour un coût inférieur aux prévisions 388 000 € (dépense engagée selon le taux prévu initialement)
Dépense subventionnable : 2 085 000 € HT	Taux : 20%	Subvention : 417 000€	
En 2010, la commune de Saint de la Ruelle a cédé au centre commercial Auchan le stade de football des Trois Fontaines comprenant trois terrains de sport. Cet équipement sportif a été déconstruit et le groupe Immochan y réalise actuellement une extension de la zone commerciale des Trois Fontaines. La ville a par ailleurs le projet de réaliser un nouveau stade dans la future ZAC d'Alleville à l'horizon 2020.			
			Fin prévue mi 2018

Des problèmes de fonctionnement croissants sont apparus pour le club de football. Ce dernier éprouve des difficultés à organiser les entraînements et les matchs au vu du nombre de terrains actuellement disponibles. La difficulté réside dans le fait que la ville de Saint Jean de la Ruelle ne possède que des terrains gazonnés. Ces derniers ne peuvent pas être utilisés plus de 15 heures par semaine sous peine d'être gravement dégradés.

L'objectif est donc de transformer le terrain de football gazonné du stade Paul Bert et de créer une nouvelle surface de jeux synthétique. Ce futur terrain pourra être utilisé plus de 30 heures par semaine dans des conditions de sécurité et de confort adéquates.

Ces travaux seront accompagnés de la construction de nouveaux vestiaires.

L'ensemble de ces travaux seront soumis aux instances fédérales en vue de classer ce stade et de permettre l'accueil des compétitions de football.

Par ailleurs, les dimensions du terrain actuel ne respectent pas les normes fédérales. L'orientation du terrain sera modifiée afin d'obtenir les bonnes dimensions.

Des travaux importants de soutènement, de terrassement et de mise à niveau des plate-formes seront nécessaires car le stade présente une configuration particulière : différence d'altimétrie importante entre les deux terrains actuels et talus prononcé en partie nord.

Les vestiaires actuels sont très vétustes. Ils seront remplacés par un nouveau bâtiment respectant les différentes normes en vigueur.

Démarrage prévisionnel des travaux : 2016

Date d'éligibilité des dépenses : 1er janvier 2015

## Construction du gymnase

### Maître d'ouvrage : Chécy

Dépense subventionnable :	Taux :	Subvention :
1 408 500 €	20%	281 700€

La construction d'un nouveau gymnase à Chécy correspond à une demande forte des associations sportives et répond à un manque constaté de locaux adaptés pour la pratique sportive.

Ce nouveau gymnase devrait permettre une diversification des activités et la pratique de haut niveau rendue possible par le respect de certaines normes. Ce nouvel équipement viendra compléter ceux qui existent déjà dans le « Val sportif » de Chécy au sud du canal

## Maintenu

Dépense subventionnable

1 408 500 €

Taux : 25%

Subvention prévisionnelle

352 100 €

Démarrage travaux : 2018

Fin prévisionnelle : décembre 2019



<p>d'Orléans où sont concentrés d'autres équipements.</p> <p>Le public visé est constitué des adhérents des associations sportives, des écoliers et des collégiens.</p> <p>Le nouveau gymnase sera adossé à un gymnase existant venant d'être rénové pour former un ensemble cohérent composé d'une grande salle sportive polyvalente avec une tribune, un club house, des vestiaires, sanitaires, douches, locaux pour arbitres et locaux de rangement.</p> <p><i>Le gymnase ayant vocation à être utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux.</i></p>
Démarrage prévisionnel des travaux : 2016
<b>Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>

Création d'un complexe sportif			Maintenu - retardé
<b>Maître d'ouvrage : La Chapelle-Saint-Mesmin</b>			
Dépense subventionnable : <b>1 549 000 €</b>	Taux : <b>20%</b>	Subvention : <b>309 000 €</b>	Dépense subventionnable revue à la baisse : 800 000 € Taux : 25% Subvention prévisionnelle 100 000 €
<p>La commune de La Chapelle Saint Mesmin accueille au sein de diverses structures un nombre toujours croissant d'associations sportives.</p> <p>La commune compte trois écoles maternelles et trois écoles élémentaires ainsi qu'un collège qui accueillent au total environ 1 600 élèves.</p> <p>Compte tenu de ce tissu associatif d'un part et de la demande du secteur scolaire d'autre part, la configuration actuelle des structures existantes ne suffit plus à répondre à la demande.</p> <p>Aussi, la ville a décidé de la création d'un nouveau complexe sportif afin de répondre dans les meilleurs délais aux attentes des usagers (scolaires, collège, tissu associatif...).</p> <p>L'équipement étant utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable correspond au coût du projet forfaitairement divisé par 2.</p>			<p>La priorité a été donnée à la construction d'un autre équipement sur la commune : la Maison de santé pluridisciplinaire.</p> <p>Le projet de complexe sportif a été retardé.</p> <p>Les études ont eu lieu au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Les appels d'offres devraient être lancés au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018.</p> <p>Equipement utilisé par des collégiens : dépense subventionnable divisée par deux</p>
Démarrage prévisionnel des travaux : 2016			

Construction d'un équipement dédié à la gymnastique polyvalente			Projet maintenu - évolution
<b>Maître d'ouvrage : Saint-Denis-en-Val</b>			
Dépense subventionnable : <b>1 263 000€</b>	Taux : <b>20%</b>	Subvention : <b>252 700 €</b>	Dépense subventionnable : <b>1 200 000 €</b> Taux : 25% Subvention prévisionnelle : <b>300 000 €</b>
<p>La réalisation d'un équipement sportif polyvalent dédié aux activités de gymnastiques et activités sportives des écoles et du collège (<i>dépense subventionnable divisée forfaitairement par deux</i>) répondra aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire face à la demande grandissante de pratique d'activités physiques, de loisirs ou de compétitions</li> <li>- Organiser des compétitions homologuées par les différentes fédérations</li> <li>- Désengorger les installations du Village sportif et le gymnase Montjoie</li> <li>- Mettre à la disposition du monde scolaire un équipement sportif spécifique pour découvrir les disciplines de gymnastique</li> </ul> <p>Les trois associations de gymnastique présentes sur la commune pratiquent leur activité dans les locaux vétustes, exigus et non adaptés du gymnase Montjoie ainsi qu'au village sportif mais avec un problème de disponibilité de créneaux horaires d'occupation.</p> <p>Les choix techniques seront orientés vers des solutions privilégiant un bâtiment économe en énergie. La qualité de l'éclairage naturel sera favorisée et devra permettre de limiter l'utilisation de l'éclairage artificiel.</p>			<p>Démarrage des travaux en septembre 2018. Fin prévisionnelle des travaux : septembre 2019</p> <p>Depuis 2015, le projet a évolué. Ce nouvel équipement devait initialement être mis à disposition du collège Val de Loire (outre l'association utilisatrice). L'association craint un non-respect du matériel et des lieux comme parfois on peut le voir dans les gymnases 1 et 2 du village sportif (hors gymnase Montjoie). Pour éviter cela, il a été pris la décision de mettre ce futur équipement à l'usage exclusif de la seule association.</p>
Démarrage prévisionnel des travaux : fin 2016			



Création d'un pôle sportif et de loisirs sur le site du Pâtis			Projet abandonné
Maître d'ouvrage : Saint-Hilaire-Saint-Mesmin			
Dépense subventionnable : 120 000 € HT	Taux : 20%	Subvention : 24 000 €	
La réalisation d'un pôle sportif et de loisirs doit permettre de renforcer l'attrait et la fréquentation du site remarquable du « Pâtis » et d'accéder à la demande renouvelée des habitants en forte augmentation de disposer d'équipements adaptés aux loisirs et aux sports intergénérationnels y compris les scolaires et associations sportives hilairoises.			
Les travaux projetés consistent à : <ul style="list-style-type: none"><li>- Créer un terrain multisports (city-parc)</li><li>- Aménager un espace de fitness</li><li>- Réhabiliter deux cours de tennis</li></ul> Créer une aire de jeux et de loisirs pour les 0 à 12 ans intégrant un mur d'escalade			
Echéancier prévisionnel des travaux : 2015 Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			

Equipements sportifs de la Valinière			Maintenu
Maître d'ouvrage : Semoy			
Dépense subventionnable : <b>380 000 € HT</b>	Taux : <b>20%</b>	Subvention : <b>76 000 €</b>	Dépense subventionnable : <b>600 000 €</b> Taux : 25% Subvention prévisionnelle : <b>150 000 €</b>
<p>Pour répondre aux besoins croissants des associations sportives existantes sur le territoire de Semoy, la commune a d'ores et déjà construit en 2012 un nouvel équipement sportif pour compléter le gymnase existant. Les équipements sportifs accueillent les enfants des écoles, du collège Condorcet et des accueils de personnes handicapées.</p> <p>Le programme d'aménagement global du site sportif de la Valinière comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la construction de 2 terrains de tennis extérieurs pour remplacer les terrains supprimés avec la construction du nouvel équipement,</li><li>- la construction d'un terrain multisports</li><li>- la construction d'un city-stade</li><li>- l'aménagement des terrains de boules pour les familles</li></ul>			Réévaluation du projet à la hausse suite à l'étude de diagnostic de 2016 Démarrage travaux en juin 2018
Démarrage prévisionnel des travaux : fin 2016			

Réfection des courts de la Trésorerie			Projet maintenu
<b>Maître d'ouvrage : Saint-Pryvé-Saint-Mesmin</b>			
Dépense subventionnable : <b>109 000 € HT</b>	Taux : <b>20%</b>	Subvention : <b>21 800€</b>	Dépense subventionnable : 109 000 € HT Taux : 25% Subvention prévisionnelle : 27 200 €
<p>Le Domaine de la Trésorerie comprend plusieurs équipements sportifs auxquels peuvent accéder les pryvatains : une piscine extérieure, un boulodrome ainsi que dix courts de tennis. Les quatre courts extérieurs en terre battue vétustes ne permettent plus aujourd'hui une pratique sportive dans des conditions satisfaisantes.</p> <p>Le dynamisme de cette discipline justifie un programme pluriannuel de réfection des courts sans lequel le maintien de l'activité serait menacé à moyen terme. Par ailleurs, la perspective de la réfection des courts constitue un argument fort de la municipalité pour inciter les deux clubs à fusionner. Les infrastructures pourraient ainsi être mutualisées au bénéfice des adhérents des deux clubs.</p> <p>Le caractère pluriannuel de l'opération permet, d'une part de lisser la dépense, d'autre part de maintenir l'activité pendant les travaux.</p> <p>Le programme est décliné de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2015 : reconstruction complète du court n°1</li> <li>- 2016 : réfection du court n°2</li> <li>- 2017 : réfection du court n°3</li> <li>- 2018 : réfection du court n°4</li> </ul> <p><i>La subvention pourra être engagée en deux tranches (1 appel d'offres pour le court n°1 et un autre pour les trois autres courts)</i></p>			Action démarrée (3 courts réhabilités) Fin prévisionnelle : 2020
<p>Echéancier prévisionnel des travaux : 2015-2018 Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2015</p>			

Réhabilitation du complexe nautique de La Source			Projet maintenu mais demande de subvention présentée au titre de l'énergie (mesure 35)
<b>Maître d'ouvrage : Orléans</b>			
Dépense subventionnable : <b>10 000 000 € HT</b>	Taux : <b>13%</b>	Subvention : <b>1 300 000 €</b>	
<p>Le projet consiste à déconstruire le bâtiment actuel en préservant les équipements dédiés à la natation et à le reconstruire en apportant les améliorations thermiques, d'accès et de redistribution intérieure.</p>			Travaux démarrés Fin prévisionnelle : septembre 2019



Les 3 bassins seront reconditionnés et doublés d'un revêtement inox, les traitements d'eau et d'air remplacés pour une optimisation des coûts et un meilleur confort intérieur.

L'acoustique des lieux sera améliorée. Les façades pourront être amovibles.

L'accueil, les bureaux, un club house, les vestiaires sanitaires seront reconstruits avec des locaux techniques nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

Echéancier prévisionnel des travaux : 2017-2019

## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Réhabilitation du gymnase de la Montjoie

**Maître d'ouvrage : Saint-Denis en Val**

Dépense subventionnable : **317 600 € HT**

Taux :  
**25%**

Subvention prévisionnelle : **79 400 €**

Il est envisagé, outre la création d'une salle de gymnastique sur le stade de Chemeau dans une approche de performance énergétique, la réhabilitation du gymnase de la Montjoie sis rue des Ecoles à Saint-Denis-en-Val, qui fait partie intégrante de la salle de la Montjoie.

Ce dernier est mis à disposition de l'association de la Gymnastique Volontaire de Saint Denis en Val, utilisatrice de l'équipement, à destination de ses adhérents.

Utilisé depuis près de 30 ans, l'équipement nécessite aujourd'hui une opération de réhabilitation, de restructuration et redistribution des espaces communs (hall d'accès, sanitaires et vestiaires) avec la salle polyvalente, ainsi qu'une mise à niveau et amélioration thermique.

Démarrage prévisionnel des travaux : avril 2019

## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Extension du tennis couvert à Ingré

**Maître d'ouvrage : Ingré**

Dépense subventionnable : **938 682 € HT**

Taux :  
**25%**

Subvention prévisionnelle :  
**234 600 €**

Le projet consiste en la création d'un court de tennis couvert permettant de répondre aux besoins du club et de développer la pratique « libre » du tennis (hors club). Il est également envisagé l'ajout de 2 terrains de type « padel », dont la pratique est encouragée par la Fédération Française de Tennis (FFT). L'équipement envisagé se situera à côté des terrains existants, dans la plaine de Bel Air.

Démarrage prévisionnel des travaux : mars 2019



NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN		
Création d'un parcours de santé		
Maitre d'ouvrage : Saint-Cyr en Val		
<p>Le projet a pour objectif de compléter l'offre déjà mise à disposition des administrés, des écoles, des clubs sportifs et des sociétés saint-cyriennes sur le thème du bien-être et de la pratique sportive. Le site retenu pour l'implantation de cet équipement est le parc de Miorchène, situé à proximité du centre bourg de la commune.</p>	Démarrage prévisionnel des travaux : fin 2018	
<p>Depense subventionnable : 35 000 € HT</p> <p>Taux : 25%</p> <p>Subvention prévisionnelle : 8 700 €</p>		

NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN		
Mise aux normes de l'éclairage des gymnases		
Maitre d'ouvrage : Ormes		
<p>Mise aux normes de l'éclairage de 2 gymnases Ormois (Seigneuret et Dotremont)</p> <p>L'objectif est de favoriser la pratique sportive dans des conditions optimales et de répondre aux objectifs de développement durable de la commune.</p>	Démarrage prévisionnel des travaux : 2018	
<p>Depense subventionnable : 30 000 € HT</p> <p>Taux : 25%</p> <p>Subvention prévisionnelle : 7 500 €</p>		

NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN		
Création d'un city stade		
Maitre d'ouvrage : Saran		
<p>Le quartier du centre-bourg présente le plus grand nombre de logements de la commune, une population jeune, avec un besoin identifié de pouvoir disposer d'un espace en libre accès pour des activités de plein air. Un équipement de type « city stade » permettra d'y répondre et de canaliser les pratiques sportives familiales et entre amis sur un espace dédié plutôt que sur les lieux de promenade.</p> <p>En outre, l'équipement est aussi une réponse à la demande d'espaces sportifs et de jeux extérieurs pour le groupe scolaire (activités périscolaires).</p>	Démarrage des travaux : 2018	
<p>Depense subventionnable : 113 000€ HT</p> <p>Taux : 25%</p> <p>Subvention prévisionnelle : 28 200 €</p>		

**NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN****Création d'un équipement sportif à la Cerisaille****Maître d'ouvrage : Saint-Jean le Blanc**Dépense subventionnable : **1 100 000 € HT**Taux :  
**25%**Subvention prévisionnelle :  
**275 000 €**

Afin de s'adapter à l'évolution démographique, mais aussi la nécessaire rationalisation des besoins en équipements publics, la construction d'un nouvel équipement sportif adapté aux nouveaux besoins devient incontournable.

Démarrage prévisionnel des travaux : 2019



Avec adaptations

**Equipements sportifs et de loisirs****Crédits réservés : 2 325 700€**

<b>Sens de l'action régionale</b>	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
<b>Pré-requis</b>	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
<b>Contenu</b>	<p>1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues.</p> <p>2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, communes, associations
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b> L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p><b>Taux de subvention : 25%</b> Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul> <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux.</li> <li>- La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre</li> </ul> <p><b>Pour tout projet immobilier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'aide régionale pour les projets de <b>réhabilitation</b> de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B; à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la <b>classe énergétique C après travaux</b>.</li> <li>✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>



**Équipements nautiques**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>Proposer un maillage du territoire régional en équipements nautiques ouverts toute l'année, accessibles en moins de 20 min, et en bon état afin de répondre aux besoins des habitants en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'apprentissage de la natation</li> <li>- de santé / bien-être (bébés nageurs, gymnastique aquatique, rééducation...)</li> <li>- de sport loisirs</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre du <b>Plan piscine régional</b> relatif à la complétude du maillage en équipements nautiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ouverts toute l'année (couverts, découvrables, bassins nordiques ...)</li> <li>- et dans des secteurs carencés en termes d'équipement nautique couvert (absence d'équipement ou niveau de vétusté compromettant le maintien d'un équipement)</li> </ul> </li> <li>• Autres équipements nautiques (vocation tourisme, loisirs, équipement de plein-air)</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<p><b>Maitres d'ouvrage :</b> EPCI, communes</p> <p><b>Dépenses éligibles :</b> L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible.</p> <p><b>Taux de subvention :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 30% pour les équipements relevant du Plan piscine régional</li> <li>- 20% pour les autres équipements nautiques</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li> <li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p><b>Conditionnalité énergétique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En construction neuve, l'équipement doit être classé en Etiquette B (&lt;2800 kWep/m² bassin/an)</li> <li>- En réhabilitation, les travaux doivent permettre d'atteindre, après travaux, l'étiquette énergétique C (&lt;4 000 kWep/m² bassin/an)</li> </ul> <p><b>Conditionnalité sociale :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une tarification sociale</li> <li>- Équipements permettant une mixité d'usage : scolaires, clubs, pratiques libres</li> <li>- Conventionnement avec le lycée le cas échéant pour la mise à disposition le cas échéant de créneaux horaires à l'usage des lycéens</li> <li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>

## AXE CO : Paysage

L'identité ligérienne de notre territoire, de même que la connaissance de nos espaces naturels tels que la forêt d'Orléans, les bords du Loiret ou encore les portes de la Sologne, ont fait l'objet de nombreuses interventions ces dernières années.

Ces actions ont permis de redonner à l'ensemble de nos espaces naturels la place qui leur manquait depuis de nombreuses années. Il convient dorénavant d'asseoir ce travail en poursuivant au maximum les actions engagées par des interventions s'inscrivant dans une logique de complémentarité par rapport aux projets achevés.

Aussi, le Projet Loire Trame Verte a pour objectifs de :

- Réconcilier la métropole avec la Loire en permettant aux habitants de redécouvrir le fleuve, ses quais et ses berges
- Se réapproprier les espaces naturels, et en particulier les espaces ligériens (la Loire classée au patrimoine mondial de l'humanité)
- Promouvoir l'image de l'agglomération orléanaise, porte d'entrée du Val de Loire
- Valoriser les enjeux paysagers, urbains, environnementaux, sociaux et économiques

**Mesure 22-3 Poursuite de l'aménagement des bords de Loire à Saint Jean de la Ruelle**  
Maître d'ouvrage : Saint Jean de la Ruelle  
Crédits réservés : 40 000 €

**Projet abandonné**

### *Mise en valeur des Paysages du Val de Loire*

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir la qualité des paysages et la préservation d'un patrimoine naturel et culturel vivant</li> <li>Préserver et mettre en valeur les paysages du Val de Loire et la Valeur Universelle et Exceptionnelle (VUE) UNESCO</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Association en amont du Conseil régional et de la Mission Val de Loire pour la conduite de l'étude (validation du cahier des charges) et son suivi et pour l'élaboration du projet d'aménagement / de travaux</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes paysagères, missions de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage menées à l'échelle de l'ensemble de l'axe ligérien du territoire visant à préserver et mettre en valeur les paysages</li> <li>Aménagements destinés à préserver et/ou valoriser les paysages remarquables et identitaires du Val : co-visibilités, patrimoine, espaces publics, cheminements, ...</li> <li>Les actions concourant au maintien des paysages ouverts : insertion paysagère des exploitations agricoles, élimination des points noirs ...</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes et EPCI du Val de Loire
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes stratégiques menées en amont, à l'échelle du Val de Loire sur le territoire de contractualisation : 80%</li> <li>Investissements : 40%</li> <li>Subvention minimum 2 000 €</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les communes du périmètre UNESCO doivent adhérer à la charte d'engagement - Val de Loire patrimoine mondial de l'UNESCO</li> <li>Les investissements paysagers doivent avoir un réel impact sur le paysage et être visibles depuis le domaine public</li> <li>Une attention particulière devra être portée aux besoins en matière d'aménagements liés aux itinérances touristiques douces fluviales, pédestres, cyclables et équestres</li> <li>Avis de la Mission Val de Loire sur le projet</li> <li>Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>



## AXE C1 : Aménagement d'espaces publics

### **Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- L'utilisation optimale du foncier nécessaire à l'urbanisation et le développement de l'innovation dans les formés urbaines
- Encourager le développement des coopérations internes au bassin de vie en matière de planification territoriale
- Préserver la valeur patrimoniale et paysagère de l'identité des territoires du bassin de vie

Structurer et aménager le territoire est l'un des enjeux majeurs de la Métropole. La politique d'aménagement d'espaces publics s'inscrit dans un contexte de développement durable, avec pour ambition l'amélioration du cadre de vie des habitants et des visiteurs, la contribution au développement économique de l'agglomération et l'intégration d'éléments de qualité dans les projets de requalification des centralités à différentes échelles (cœur de ville, centre-bourg, place de quartier).

Ces opérations d'aménagement prennent en considération toute la dimension humaine des problématiques et s'adaptent à l'évolution des modes de vie et des préoccupations sociales et environnementales.

La qualité de vie au quotidien passe par la présence de la nature dans la ville. L'objectif étant d'inscrire pleinement le « vert » dans l'image et le fonctionnement de la ville la nature et le paysage seront intégrés comme éléments de programme de tout projet urbain.

## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 23

Requalification et redynamisation du centre-bourg			Projet réalisé (1 <sup>ère</sup> tranche)
Maître d'ouvrage : Boigny-sur-Blonne			
Dépense subventionnable : <b>88 550 € HT</b>	Taux : <b>30%</b>	Subvention : <b>146 500 €</b>	Crédits engagés et soldés à hauteur de 47 000 € au titre du CRST.  La suite du projet sera réalisée sous maîtrise d'ouvrage Métropole, hors CRST, dans le cadre du transfert de la compétence voirie.
En prévision de l'augmentation de la population de Boigny sur Blonne à travers la réalisation d'une nouvelle ZAC d'habitat au Nord de la commune, il devient incontournable de réhabiliter l'ensemble du centre bourg avec pour objectifs de le rendre plus attrayant, de redynamiser le pouvoir attractif de nos commerces et d'en attirer de nouveaux. Il convient également de favoriser les déplacements doux et pacifier la circulation des véhicules traversant le Centre Bourg. Dans cette optique, l'opération serait composée de plusieurs tranches de travaux : <ul style="list-style-type: none"><li>- Place du Centre Bourg :<ul style="list-style-type: none"><li>o Usage uniquement piéton,</li><li>o lieu de marché,</li><li>o manifestation publique.</li></ul></li></ul>			

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ lieu de rencontre ....</li> <li>- Place des Chevaliers de Saint Lazare : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Restructuration des espaces de vie piétonne pour accès aux commerces et accès à l'annexe mairie,</li> <li>○ Manifestations et cérémonies et lieu de détente.</li> </ul> </li> </ul> <p>Le réaménagement du centre bourg doit refléter l'image du dynamisme de Boigny sur Bionne par un esprit et une image paysagère correspondant à l'identité de la commune au travers de ses clairières, sa rivière et son univers forestier. Il s'agit également de pacifier et sécuriser les déplacements urbains à proximité du Pont et de la Place des Chevaliers de saint Lazare.</p> <p>Démarrage prévisionnel des travaux : 2017</p>	
---	--

Aménagement de la place de l'église			Projet maintenu
Maître d'ouvrage : Bou			
Dépense subventionnable : <b>298 500 € HT</b>	Taux : <b>40%</b>	Subvention : <b>119 300 €</b>	
Actuellement, la place située devant l'église est utilisée comme parking. La commune souhaite aménager cet espace en créant une véritable place de village. Pour cela, l'acquisition d'une propriété privée, et d'entrepôts ayant appartenu à une coopérative de négoce agricole est envisagée. Le cas échéant, les bâtiments présentant de l'amiante et constitués de chambres froides seront démolis.			
Démarrage prévisionnel des travaux : Début 2019			
			Portage par l'Etablissement Public Foncier Interdépartemental Cœur de France pour le compte de la commune
			Etudes en cours
			Démarrage des travaux fin 2018



Création d'un espace public aux abords de la salle polyvalente			Projet abandonné
Maître d'ouvrage : Marigny-les-Usages			
Dépense subventionnable : 125 000 € HT	Taux : 40%	Subvention : 50 000 €	
La salle polyvalente de Marigny les Usages est située en centre bourg. un grand terrain dont la commune est propriétaire se situe à l'arrière de cette salle, qui n'est actuellement pas aménagé. l'objectif est de créer sur cet espace un véritable espace public pour tous favorisant le lien social (aire de jeux, jardin public, théâtre de verdure). Les travaux paysagers de ce projet seront réalisés sous forme de chantiers d'insertion via le PLIE de l'Agglo. Une étude d'aménagement de cet espace libre sera lancée.			
Echéancier prévisionnel des travaux : 2016			

Requalification de la place Clovis			Projet abandonné
Maître d'ouvrage : Saint-Pryvé-Saint-Mesmin			Réalisation <del>fin</del> CRST  Réattribue a Orléans Métropole dans le cadre du transfert de compétence
Dépense subventionnable : 390 000 € HT	Taux : 30%	Subvention : 115 000 €	
<p>Inaugurée en 1983 avec l'émergence de nouveaux quartiers, la Place Clovis constitue l'un des pôles de centralité de la commune de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin. Cette place, par son positionnement dans le réseau viaire de la ville, joue un rôle de connexion entre le centre ancien et administratif de la Ville au Nord, avec l'axe fort de la RD 951, et les quartiers plus récents du sud.</p> <p>Si le tissu commercial de la ville s'étend sur l'ensemble de l'Avenue de Saint-Mesmin, la Place Clovis concentre plusieurs commerces de proximité, dont une « superette », ainsi que des services publics (CCAS, bibliothèque) et privés (pharmacie, cabinet médical).</p> <p>Certains de ces commerces seront amenés à rejoindre en 2016 la galerie marchande du futur centre commercial des Quinze Pierres. L'évolution de cette place est donc une préoccupation de la municipalité qui souhaite qu'elle demeure un lieu de vie et d'échanges.</p> <p>Or, la conception de la Place ne répond plus aux attentes actuelles. Son aspect trop minéral est en décalage avec les aspirations des citoyens qui souhaitent voir davantage d'espaces verts au sein des villes.</p>			
<p>La circulation automobile et le stationnement occupent aujourd'hui une emprise trop grande sur cette place pour y développer des espaces de convivialité (jeux pour enfants, fontaines...etc).</p> <p>De plus, le mobilier urbain constitue parfois un obstacle à l'accessibilité.</p> <p>Enfin, l'aspect architectural des bâtiments qui ceignent cette place devrait être retravaillée. Ces trois immeubles appartiennent à des</p>			



bailleurs sociaux.

Une étude a été conduite par l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Orléanaise qui a proposé un programme de requalification prévoyant :

- La reprise de l'éclairage
- La mise en valeur du point de vue vers l'église
- La réorganisation du stationnement
- La modification du plan de circulation en privilégiant les liaisons douces
- Le remplacement des revêtements de sol et de certains mobiliers urbains
- L'intégration d'un espace vert de type prairie et d'une pergola
- La création d'un parvis ludique et d'une aire de jeux pour enfants

*Au vu du programme des travaux présentés par la ville, la dépense subventionnable est estimée à 390 000 €.*

Echéancier prévisionnel des travaux : 2019

## NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN

### Requalification du parvis du théâtre

Maître d'ouvrage : Ville d'Orléans

Dépense subventionnable : 1 000 000 € HT	Taux : 40%	Subvention prévisionnelle : 400 000 €
--	------------	---------------------------------------

Dans le cadre d'une opération associant rénovation du bâti et requalification de l'espace public, les abords du théâtre d'Orléans doivent être remaniés. L'objectif est d'améliorer le cadre de vie des usagers à travers le cheminement piéton et vélo, le traitement du talus planté permettant une mise en scène de cinq sculptures monumentales de l'artiste Roger Toulouse (« La Volonté Humaine »).

De plus, à l'occasion de ces travaux sur les abords et de la rénovation de la façade nord du théâtre, l'entrée principale sera valorisée par la création d'un sas d'entrée qui constituera un signal tout en respectant l'esprit de l'écriture architecturale du bâtiment, l'installation d'un écran géant de communication et d'une nouvelle signalétique.

Les travaux concernent :

- La reprise des revêtements dégradés et l'homogénéisation des sols ;
- La gestion apaisée des circulations (piétonnes, cyclables, automobiles...) ;
- L'accessibilité des PMR ;
- La végétalisation de l'espace public ;
- La reprise de l'éclairage public ;
- La pose de mobilier et signalétique.

Démarrage des travaux : Juin 2018

# NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN

## Création d'un jardin public aromatique

Maitre d'ouvrage : Saint Jean le Blanc

Dépense subventionnable : 27 000€ HT	Taux : 40%	Subvention prévisionnelle : 10 800 €
--------------------------------------	------------	--------------------------------------

Création d'un jardin aromatique en entrée de ville, partagé pour les citoyens, en usage libre.

Situé au croisement des rues Général de Gaulle et Adèle Lanson-Chenault, ce jardin est un lieu de partage de plantes aromatiques et médicinales, cultivées sans aucun pesticide. Il rassemble plus de 80 variétés différentes ainsi que des végétaux fruitiers. Chacun peut se servir librement, avec parcimonie, en respectant le cycle de cueillette.

Echéancier des travaux : 2017-2018

**Crédits réservés : 577 100€**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres</li> <li>- Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages</li> <li>- Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux,...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.
<b>Contenu</b>	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les espaces publics <b>favorisant le lien social</b> : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux.</li> <li>- Les espaces supports d'une <b>animation commerciale</b> : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées.</li> <li>- Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communes</li> <li>• EPCI</li> <li>• Syndicats d'électrification</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ».</li> <li>• Traitement végétal des surfaces</li> <li>• Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...)</li> <li>• Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public</li> <li>• Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public</li> <li>• Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité,...)</li> <li>• L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée)</li> <li>○ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Taux de subvention : 40%</b>  Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>



### *Requalification de friches urbaines*

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>En cohérence avec les objectifs du SRADDT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maîtriser l'étalement urbain afin de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Limiter l'artificialisation des sols</li> <li>- Préserver la trame verte et bleue et les espaces agricoles</li> <li>- Ralentir les émissions de GES par diminution des déplacements</li> <li>- Diminuer les coûts de VRD liés à l'étalement</li> </ul> </li> </ul> <p>Améliorer la qualité paysagère et architecturale des espaces urbains</p>
<b>Contenu</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Acquisitions et études préalables</li> <li>2. Investissements liés au recyclage foncier :</li> </ol> <p>La phase de recyclage foncier (proto-aménagement) est définie comme étant celle qui permet de rendre des terrains et immeubles utilisables pour d'autres affectations que celles qui étaient les leurs auparavant. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'usage. Elle inclut les travaux de démolition des superstructures, de fondations, de réseaux divers, le terrassement et le pré-verdissement voire le paysagement des sites concernés par la requalification urbaine, ainsi que les travaux de dépollution des sols et bâtiment (désamiantage...) quand ils ne peuvent être mis à la charge du pollueur (sites orphelins, pollueurs non solvables ou en liquidation ...)</p> <p><i>NB : La phase de recyclage foncier est suivie d'une phase de revalorisation définie comme celle qui permet de redonner aux sites correspondants une nouvelle attractivité vis-à-vis d'investisseurs, d'occupants ou d'utilisateurs. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'échange monétaire, une valeur urbaine.</i></p> <p><i>Son financement régional pourra être le cas échéant étudié selon la nature des investissements au titre des cadres de référence correspondant (ex : zone d'activités économique, espace public, réhabilitation de bâtiments en fonction de la destination finale du bâtiment...).</i></p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, communes, délégataires
<b>Financement régional</b>	<p>Taux de subvention : 40 % (ramené à 25% en cas de mobilisation d'autres dispositifs régionaux)</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Production d'une note sur les scénarios d'évolution du site après « remise à niveau »</li> <li>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> </ul>

### ***Revitalisation des centre villes et centre bourgs***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer l'attractivité du centre-ville pour favoriser le lien social et la dynamique touristique le cas échéant</li> <li>• Favoriser les démarches globales en faveur de la dynamisation des centres urbains qui renforcent différentes fonctions urbaines (logements, commerces, espaces publics, activités économiques, services au public,...)</li> <li>• Accompagner les solutions adaptées au tissu urbain : reconquête du bâti existant, renouvellement urbain,...</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer d'un programme urbain global et partenarial sur le centre-ville conçu par une ingénierie qualifiée (urbanistes,...)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>Ingénierie externalisée</b> pour construire un projet urbain global du centre-urbain</p> <p><b>Reconquête du « foncier » :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisitions foncières/immobilières destinées à la démolition</li> <li>• Démolitions</li> <li>• Reconquête de friches (selon le cadre de référence 23-1)</li> </ul> <p><b>Aménagement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagement d'espaces publics (selon les modalités du cadre de référence 23)</li> <li>• Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux</li> </ul> <p><b>Renforcement de l'attractivité du bâti existant :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisition-réhabilitation de logements sociaux (selon les modalités des cadres de référence 24 voire 24-1 acquisition-réhabilitation pour des meublés pour jeunes)</li> <li>• Réhabilitation thermique de logements sociaux selon le cadre de référence 27</li> </ul> <p><b>Dynamisation commerciale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervention publique sur le commerce de proximité (selon cadre de référence 21) ou pour créer des boutiques éphémères</li> <li>• Développement d'outils numériques nouveaux et collectifs pour rendre visible l'offre commerciale, artisanale ou alimentaire (mobilisation du dispositif A VOS ID)</li> </ul> <p><b>Solutions alternatives à la voiture</b> (cadre de référence 30-1)</p> <p><b>Réintroduction d'activités économiques ou sociales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Expérimentation/lancement de tiers lieux (mobilisation du dispositif A VOS ID)</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, SEM, EPFL, Organisme HLM,...
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ingénierie externalisée : 80 %</li> <li>• Acquisitions foncières, immobilières : 40 %</li> <li>• Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux : 30 %</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du projet global (note technique et plan)</li> <li>• Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>

## AXE C3 : Habitat - Logement

### **Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Développer une offre de logements permettant le parcours résidentiel des ménages
- Diversifier l'offre de logements
- Poursuivre la requalification des quartiers d'habitat social

### **Les trois enjeux du PLH 2016-2021**

Trois enjeux sont issus de la réflexion conduite dans le cadre de l'élaboration des orientations du PLH 3 d'Orléans Métropole.

- L'attractivité du territoire,
- Les mixités sous toutes leurs formes (sociales, fonctionnelles, architecturales, etc.),
- L'animation de la compétence Habitat partagée entre les communes et la Métropole.

### **Enjeux et constats partagés à l'origine de cette orientation**

Il existe une convergence entre la volonté des communes de conserver leur population et le souhait des habitants de rester sur la commune.

Les mixités (fonctionnelles, sociales, générationnelles, typologiques, etc.) sont reconnues comme facteur de réussite des opérations d'urbanisme.

Il importe de développer une offre en adéquation avec les capacités financières de certains ménages afin d'éviter des phénomènes accentués de vacance : candidats modestes à l'accession et demandeurs de logements sociaux sous plafonds PLAI.

Les stratégies foncières pourraient être coordonnées pour organiser et planifier le développement des zones d'habitat sur le territoire.

La production d'une offre d'habitat diversifiée et flexible permettra d'anticiper les évolutions de la demande des habitants : typologie, taille, prix, mode d'occupation, etc.

Il existe une nécessité à sécuriser le parcours résidentiel des ménages : accédants à la propriété, locataires fragiles, propriétaires bailleurs.

### ***Maintenir et développer une offre équilibrée de logements sociaux***

Si le développement de l'accession à la propriété est un enjeu du PLH pour répondre aux désirs des ménages et les accompagner dans la constitution d'un patrimoine immobilier, l'offre de logement locatif, privé ou social, est nécessaire pour la dynamique du territoire et la fluidité du marché. En effet, le logement locatif répond au besoin de mobilité des salariés pour commencer un parcours résidentiel ou pour soutenir les ménages à faibles ressources.

La Métropole poursuivra donc son soutien financier aux bailleurs sociaux qui construisent des logements adaptés à la demande des ménages. Les objectifs de production de logements sociaux sont déclinés par commune et prennent en compte leur situation propre, vis-à-vis notamment de la loi SRU. L'objectif annuel global est de 389 logements sociaux dont 30% de logements très sociaux (PLAI). Tout au long du PLH, la Métropole organisera un suivi continu de cette action menée dans le cadre de sa délégation des aides à la pierre, avec l'ensemble de ses partenaires, communes, État, bailleurs.



### ***La requalification thermique du parc social, du parc privé et des copropriétés***

L'engagement de La Métropole pour l'amélioration du parc social existant sera poursuivi.

Au-delà des obligations des bailleurs en matière de rénovation thermique, La Métropole les soutiendra dans leur politique d'amélioration qualitative des logements sociaux, notamment l'adaptation des logements au vieillissement de la population du parc social et l'amélioration de l'attractivité du parc.

En appui à la rénovation thermique, La Métropole encouragera les actions d'information et d'accompagnement des ménages afin qu'ils tirent le plus grand profit de leur logement réhabilité (suivi des consommations, bon usage des nouveaux dispositifs, etc.)

### ***Poursuivre le renouvellement des quartiers retenus au titre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain***

L'investissement important de la communauté dans les quartiers les plus fragiles de l'agglomération a été une des marques fortes du précédent PLH. Les résultats obtenus montrent la pertinence de cet engagement.

Le nouveau PLH entend pérenniser les résultats de ces actions conduites en concertation avec l'ensemble des partenaires et maintenir l'effort pour que ces investissements soient confortés et que ces quartiers retrouvent ou préservent leur attractivité.

### ***Articuler objectifs et actions de la Politique de la Ville avec ceux du PLH***

Le nouveau contrat de ville retient 10 quartiers prioritaires sur lesquels une intervention plurielle (sociale, économique, urbaine) sera pilotée par l'agglomération pour les requalifier durablement. Ainsi, le PLH souhaite anticiper les besoins des 7 autres quartiers identifiés au titre de la politique de la ville, qui, n'ayant pas fait l'objet d'une intervention lourde (de type renouvellement urbain), doivent néanmoins être pris en compte dans le traitement de leurs fragilités urbaines ou sociales et leur insertion dans la ville. Ainsi la métropole pilotera des études urbaines préalables afin de définir un programme de requalification complet de ces quartiers et de mobiliser les partenaires pour leur traitement.

Enfin, la Métropole développe une nouvelle approche de ses interventions de rénovation du parc ancien, comprenant le parc social et le parc privé : il s'agit de délimiter en concertation avec les communes, des périmètres resserrés permettant une coordination renforcée des moyens pour plus d'efficacité et de rapidité de mise en œuvre.

## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 26

Etudes pour l'éco-quartier du Champ Prieur			Projet réalisé
<b>Maître d'ouvrage : Semoy</b>			Achievé en juillet 2017 Subvention prévisionnelle 28 100 €
Dépense subventionnable : <b>65 800 € HT.</b>	Taux : <b>50%</b>	Subvention : <b>32 900 €</b>	
<p>Semoy a su préserver son caractère semi-rural tout en favorisant un développement dynamique et harmonieux dans le respect de l'environnement. L'habitat y est essentiellement résidentiel et accueille au 1<sup>er</sup> janvier 2015, 3320 habitants.</p> <p>Au cœur du village, un centre bourg s'est reconstitué depuis une vingtaine d'années avec des commerces de proximité, des résidences et des équipements municipaux d'architecture moderne tout en respectant une démarche environnementale.</p> <p>Au cours des 10 dernières années, le développement de l'offre de logement s'est structuré autour de la réalisation de la ZAC du Prieuré qui comporte 130 logements, individuels et collectifs.</p> <p>La volonté de la municipalité de Semoy est de développer un urbanisme qui préserve la qualité de vie des Semeyens tout en favorisant une croissance harmonieuse. Pour cela, un objectif de croissance de la population de 1 à 1,5% par an est fixé sur la durée du mandat 2014-2020.</p> <p>Aussi, le projet d'Eco-quartier du Champ Prieur sera la seule opération d'aménagement importante durant ce mandat.</p> <p>Le projet se situe aux lieudits Champ Prieur et Les Varennes, à proximité immédiate du Centre Bourg. Classé en zone 1AU dans le PLU de 2011, il comporte une surface d'environ 12 ha.</p> <p>Espaces auparavant dévolus à l'arboriculture, ces deux lieudits sont aujourd'hui entourés par des habitations individuelles.</p> <p>La volonté de la commune de Semoy est de trouver dans la ZAC du Champ Prieur des secteurs innovants respectant les principes de développement durable d'un éco quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création en plusieurs phases pour une croissance maîtrisée de la population, en commençant l'opération du centre bourg vers l'extérieur</li> </ul>			

- Respect des principes de développement durable dans toutes ses dimensions
- Limiter l'empreinte écologique
- Mixité sociale et générationnelle :
- Logements sociaux répartis sur l'ensemble du projet à hauteur de 30% de la totalité de l'opération accessibles aussi aux primo-accédant
- Logements permettant de répondre aux besoins du parcours résidentiel des habitants (jeunes, familles, personnes âgées ou handicapées)
- Respect des caractéristiques urbanistiques entourant ce secteur : habitations individuelles en y intégrant des petits collectifs
- Favoriser les projets innovants, diversifiés tout en respectant les milieux naturels et insérés dans le tissu urbain et relié aux équipements publics par des liaisons douces et des accès automobiles à partir des voies existantes
- Préserver les cônes de vue sur la cathédrale d'Orléans, le centre-bourg et l'église depuis le chemin du Champ Prieur et la zone d'activités des Châtelliers,
- Créer une coulée verte orientée nord-sud en appui de l'axe viaire structurant menant au centre-bourg et accompagner le second axe viaire structurant menant au Prieuré. par un traitement paysager,
- Assurer la gestion des eaux pluviales de manière à conserver l'alimentation naturelle des mares situées dans la zone et en dehors.

Un marché avec le Cabinet SIAM conseils de Tours a été signé en janvier 2015 pour une assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur ce projet afin d'aider la commune dans ses choix d'aménagement.

- la tranche ferme permet d'établir le diagnostic et la faisabilité du projet (4 mois)
- la tranche conditionnelle 1 vise à définir le projet d'aménagement (18 mois)
- la tranche conditionnelle 2 visera à accompagner la ville dans la consultation des aménageurs (6 mois)

Lancement de l'étude : janvier 2015

**Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2015**



# **MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL** **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du** **développement durable**

24

## **Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs** **publics sociaux-**

**Crédits réservés : 700 000 €**


<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative.</li> <li>- Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain</li> <li>- Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande.</li> </ul> <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les logements économes en énergie</li> <li>➤ la mixité sociale</li> <li>➤ l'emploi dans le bâtiment</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, organismes HLM
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation</li> <li>• Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation</li> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• Le taux de subvention régionale peut être <b>majoré de 10 points</b> en cas de : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*,</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.</li> </ul> </li> <li>• Subvention minimum 2 000 €</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<p>✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p> <p><b>Mixité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits</li> <li>➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires</li> </ul> <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p><b>Performance énergétique</b></p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m<sup>2</sup>/an après travaux à défaut gain de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements réhabilités</li> <li>• Nombre de logements en PLUS ou PLA I</li> <li>• Classe énergétique après travaux des logements financés</li> </ul>

# **MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL** **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du développement durable**

25

## **Construction de logements locatifs publics sociaux**

**Crédits réservés : 2 045 000 €**


<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les logements économes en énergie</li> <li>➤ la mixité sociale</li> <li>➤ l'emploi dans le bâtiment</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
<b>Maitre d'ouvrage</b>	Organismes HLM
<b>Financement régional</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 €</li> <li>➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 €</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</li> <li>• La subvention régionale peut être doublée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li> <li>○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf),</li> <li>○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).</li> </ul> </li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</li> <li>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul> <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits</li> <li>➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires</li> </ul> <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nombre de logements neufs construits</li> <li>• Nombre de logements en PLUS ou PLA I</li> <li>• Performance énergétique des logements</li> </ul>

# **MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL** **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du développement durable**

26

## **Aménagement de quartiers d'habitat durable accueillant du logement social (ex renouvellement urbain)**

**Crédits réservés : 28 100 €**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<p>La Région entend stimuler et accompagner le développement de quartiers d'habitat durable qui doivent préfigurer la ville de demain en articulant l'ensemble des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Proposer des logements pour tous, participant à la mixité sociale</li> <li>✓ Offrir une mixité de fonctions (habitat, espaces économiques, lieux de loisirs et de détente,...)</li> <li>✓ Proposer des formes urbaines compactes et présentant une diversité et une innovation architecturale</li> <li>✓ Limiter l'usage de l'automobile</li> <li>✓ Encourager des aménagements urbains respectueux de l'environnement et de la biodiversité et favorisant une gestion économe des ressources</li> <li>✓ S'inscrire harmonieusement dans le tissu urbain existant (aménager « un morceau de ville »)</li> <li>✓ Mettre en place une concertation de la population tout au long du processus</li> <li>✓ Optimiser les ressources existantes : humaines, paysagères, historiques</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<p>Association de la Direction de l'Aménagement du territoire en amont de l'élaboration du projet</p> <p>Justification du besoin en logement social</p> <p>La localisation du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• reconquête d'une friche urbaine ou</li> <li>• dent creuse en centre bourg ou centre-ville ou</li> <li>• quartier en proximité immédiate de gares ferroviaires (dans un rayon d'un km autour d'une gare)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ingénierie : frais d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'animation de la concertation.</li> <li>✓ Acquisitions foncière et immobilière, dépollution, démolition et aménagement</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Collectivités ou aménageurs
<b>Financement régional</b>	<div>  </div> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ingénierie : 50 % du coût</li> <li>✓ Acquisitions, dépollution, démolition et aménagement : 30 %, au prorata de la surface de foncier du quartier dédiée au logement social (PLAI, PLUS, PSLA)</li> <li>✓ Bonification de 10 points dans le cas du recours à un système de chauffage bois pour l'ensemble des équipements et logements prévus au programme.</li> </ul> <p>Dans la limite de 500 000 € de subvention régionale par opération et sur la base d'un bilan faisant apparaître les recettes issues de la vente du foncier à un prix compatible avec le marché local. Cette aide est cumulable avec le soutien accordé aux organismes HLM s'agissant de la création de logements sociaux.</p>
<b>Modalités</b>	Recours à une équipe pluridisciplinaire réunissant des compétences liées à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (paysage, biodiversité, énergie...). L'association des acteurs du bâtiment (bailleurs, promoteurs,...) est également à rechercher.



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une concertation adaptée au contexte et aux habitants est organisée à chaque étape de la vie du projet</li> <li>• La Région s'appuiera sur une grille d'analyse intégrant les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mixité sociale et fonctionnelle (part des logements sociaux,...)</li> <li>- qualité urbaine et compacité (densité bâtie,...)</li> <li>- préservation et valorisation de la biodiversité (prise en compte de la TVB, gestion différenciée des espaces publics,...)</li> <li>- encourager l'infiltration des eaux de pluie sur place (revêtements perméables,...)</li> <li>- faciliter le tri des déchets et leur valorisation sur site</li> <li>- inciter le recours aux modes doux de déplacement</li> <li>- garantir la sobriété énergétique (éclairage public économe, conception bioclimatique, développement des ENR, recours à des MBS,...)</li> </ul> </li> <li>• Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées</li> <li>• % de logements sociaux, dont PLAI</li> <li>• Densité bâtie</li> <li>• Performance énergétique prévisionnelle moyenne des logements</li> <li>• Linéaire de voies prévues pour les circulations douces</li> </ul>


## **Rénovation thermique du parc public social**

**Crédits réservés : 405 000 €**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020)</li> <li>• Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire</li> <li>• Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation</li> <li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li> </ul>	
<b>Contenu</b>	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énérgivore	
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Organismes HLM	
<b>Financement régional</b>  	Montant forfaitaire de base	2 000 € /logement
	<b>Bonifications :</b>  Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m²/an  Installation d'un poêle à bois  Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles  Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.	+ 500 € /log  +1000€ /log  + 1000 € /log
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travaux doivent permettre :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux</li> <li>- à défaut un gain de 100.Kwh/m²/an et <b>classe énergétique C après travaux</b></li> </ul> </li> <li>• L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques)</li> <li>• Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nombre de KWh économisés /an</li> <li>• Nombre de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements rénovés</li> <li>• Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale</li> </ul>	

## **Rénovation thermique du parc locatif privé**

**Crédits réservés : 50 000 €**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020)</li> <li>• Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements</li> <li>• Diminuer la quittance de loyers pour le locataire</li> <li>• Améliorer la qualité et le confort des logements</li> <li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Accompagnement des dispositifs locaux de type OPAH, PIG,... permettant le financement des travaux de rénovation thermique du <u>parc locatif privé</u> énergivore,
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<p>Communes ou leurs groupements dans le cadre d'opérations programmées type OPAH, PIG bénéficiant d'une intervention de l'ANAH.</p> <p>La Région fléchera son intervention sur les travaux engagés <u>par les propriétaires bailleurs</u>.</p>
<b>Financement régional</b> 	<p>Montant forfaitaire de 2 000 € par logement</p> <p>Bonifications cumulatives de 500 € dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consommation d'énergie inférieure ou égale à 80 kwh/m<sup>2</sup></li> <li>• Installation d'un poêle à bois</li> </ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logements conventionnés</li> <li>• Les travaux doivent permettre                             <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'atteinte de la classe C après travaux conjuguée à un gain minimum de 100 kwh/m<sup>2</sup>/an</li> </ul> </li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de KWh économisés /an</li> <li>• Nombre de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements rénovés</li> <li>• Nombre de logements atteignant l'étiquette B après travaux</li> <li>• Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux conjugués à un gain de 100 kwh/m<sup>2</sup>/an</li> </ul>



## AXE C4 : Rénovation urbaine

### ***Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***

- Poursuivre la requalification des quartiers d'habitat social

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (dite loi Lamy) a réformé le mode d'intervention des pouvoirs publics pour la mise en œuvre de cette politique. Elle a notamment réformé la « géographie prioritaire<sup>2</sup> » qui désigne son périmètre d'actions. Ainsi, de nouveaux « quartiers prioritaires » remplacent les ZUS et quartiers CUCS actuels, pour constituer le périmètre unique de la politique de la Ville.

Cette politique s'inscrit depuis 2015 dans un nouveau cadre contractuel, le contrat de Ville, dont le pilotage stratégique revient à l'EPCI en lien étroit avec les villes et les signataires.

Quatre communes de la Métropole comportent des quartiers rentrant dans la nouvelle géographie prioritaire (10 au total sur l'agglomération) : Fleury-les-Aubrais, Orléans, Saint-Jean-de-Braye et Saint-Jean-de-la-Ruelle. Par ailleurs, deux quartiers d'Orléans, La Source et l'Argonne<sup>3</sup>, font partie des 200 nouveaux quartiers ANRU et bénéficieront donc du NPNRU (nouveau programme national de renouvellement urbain). Un quartier bénéficiera aussi de crédits ANRU, puisqu'il est classé d'intérêt régional (Les Chaises à Saint Jean de la Ruelle).

La liste des 10 quartiers prioritaires de la politique de la ville est donnée ci-dessous :

Quartier	Commune
L'Argonne	Orléans
La Source	Orléans
Dauphine	Orléans
Les Blossières	Orléans
Lignerolles	Fleury-les-Aubrais
Andrillons-Ormes du Mail	Fleury-les-Aubrais
Clos de la Grande Salle	Fleury-les-Aubrais
Les Chaises	St-Jean-de-la-Ruelle
Trois Fontaines	St-Jean-de-la-Ruelle
Pont Bordeaux	St-Jean-de-Braye

Outre le nouveau rôle de pilotage stratégique confié à la Métropole, trois grands principes prévalent à l'élaboration du contrat de ville :

- La transversalité : c'est un projet intégré devant agir à la fois sur le développement économique, la cohésion sociale et le cadre de vie – développement urbain,
- La cohérence : reposant sur le principe de la complémentarité des politiques publiques, le projet doit définir la méthode de mobilisation (prioritaire) du droit commun,
- La concertation : le projet doit être co-construit à partir de la participation des habitants et du regard croisé des acteurs publics et partenaires

Le PLH prend en compte les objectifs et les actions définis dans le futur contrat de Ville. Ceux-ci devront également respecter les principes et orientations du PLH.

<sup>2</sup> La géographie prioritaire se base sur le critère unique de la pauvreté, c'est-à-dire la concentration des populations ayant des ressources inférieures à 60 % du revenu médian de référence. Localement, ce critère national est pondéré par le revenu fiscal médian de chaque agglomération.

<sup>3</sup> Liste arrêtée par le Conseil d'administration de l'ANRU du 15 décembre 2014.

6 des 9 quartiers prioritaires du CUCS 2007-2014 ont été (ou font) l'objet de programmes de renouvellement urbain (Argonne, La Source, Salmoneries, Clos de la Grande Salle, Clos des Epicéas et Pont Bordeau - Hauts de Saint Loup).

Même si l'ANRU n'a pas été mobilisée sur tous ces périmètres, les partenaires ont tenu à tendre vers l'application systématique du principe du 1 pour 1 édicté par l'Agence du fait d'un marché immobilier tendu. Les opérations de démolition / reconstruction qui seront décidées devront respecter ce principe, tout en portant une attention soutenue quant à la localisation des reconstructions.

En effet, si un regard attentif a été porté sur la localisation des reconstitutions qui se sont majoritairement faites en dehors du quartier initial (80 % sauf pour les Epicéas à Saint Jean le Blanc), les communes qui ont mené une opération de renouvellement urbain sur un ou plusieurs de leurs quartiers ont très largement supporté le poids des reconstitutions.

Certains des 10 quartiers du Contrat de ville 2015 - 2020 font aujourd'hui l'objet de programmes de renouvellement urbain à des stades plus ou moins avancés quant aux localisations des reconstitutions (Argonne, La Source, Dauphine) tandis que d'autres font l'objet de réflexions quant à d'éventuelles nouvelles opérations de démolition et donc de reconstitutions (Argonne, Chaises, la Source). Sur la période du PLH, il s'agira de s'assurer d'une répartition équilibrée de la reconstitution de l'offre à l'échelle de l'agglomération.

### **Projets envisagés dans le cadre du contrat de ville de l'Agglomération d'Orléans sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville**

#### **LA SOURCE**

Arrivant au terme de la convention signée avec l'ANRU, la Mairie d'Orléans a engagé en 2015 une démarche de Plan Stratégique Local permettant une évaluation du GPV et dessinant de nouvelles orientations. Ceci s'est poursuivi par la phase de protocole de préfiguration (2016-2018) permettant de déposer à l'ANRU en 2018 un projet ambitieux intégré et transversal. Une large concertation auprès des habitants et forces vives a accompagné cette démarche.

En effet, le quartier de la Source a été retenu parmi les 200 quartiers d'intérêt national, et bénéficiera ainsi du nouveau programme de renouvellement urbain 2014-2024.

Ce nouveau contexte réglementaire (préparation du contrat de ville et la classification de La Source en quartier prioritaire), conjugués à la volonté forte de la Mairie d'Orléans et de la Métropole de maintenir la dynamique de renouveau du quartier, conduisent à redéfinir et actualiser les orientations de poursuite de cette dynamique au-delà du temps de la convention G.P.V. avec l'ANRU.

#### **Objectifs :**

- Corriger les déséquilibres entre les secteurs de La Source qui ont bénéficié du programme de rénovation urbaine, et ceux qui n'en faisaient pas partie, et ainsi éviter la dévalorisation des secteurs non traités par le G.P.V.
- Renforcer le tissu économique sur les secteurs à enjeux
- Poursuivre le **décloisonnement** de La Source
- Conforter les résultats déjà obtenus en matière de tranquillité publique
- Développer l'attractivité du quartier en termes d'animation

Parallèlement des études stratégiques ou spécifiques sont actuellement menées :

- Un Plan Stratégique Local (P.S.L.) dont le rendu est prévu pour mi 2015
- Un diagnostic partagé mené dans le cadre de l'élaboration des contrats de ville

Les études urbaines et sociales sous maîtrise d'ouvrage Mairie d'Orléans en partenariat avec la Métropole et l'Etat doivent conforter ce programme.

Les publics visés directement sont les locataires ainsi que les bailleurs. Néanmoins, l'amélioration générale du cadre de vie bénéficiera aux associations, aux acteurs économiques.

Les différents travaux ont vocation à :

- Poursuivre la dynamique du développement urbain du quartier de la Source
- Régler les situations urbaines périphériques du Grand Projet de Ville
- Renforcer l'attractivité du quartier

**Compte tenu du calendrier du NPRU – le projet d'Orléans Métropole sera présenté en Comité national d'engagement de l'ANRU à l'automne 2018 – la phase opérationnelle ne sera effective qu'à partir de fin 2018. Ainsi, une grande partie des opérations sont reportées après 2021 et ne sont pas présentées dans le cadre de ce contrat.**

<b>Réhabilitation thermique du parc locatif social</b>	
Maître d'ouvrage : bailleurs	
Subvention : 1 000 000€ (en application des modalités du cadre de référence 27)	Subvention prévisionnelle : 945 000 €
La prise en compte du développement durable constitue un objectif majeur partagé par les partenaires locaux qui portent notamment l'ambition d'une intervention importante pour la réduction de la consommation énergétique des bâtiments. Hypothèse de 500 logements isolés sur la durée du contrat ?	Hypothèse de 500 logements isolés sur la durée du contrat
<b>Résidentialisations</b>	<b>maintenu</b>
Maître d'ouvrage : Pierre et Lumières	
Subvention : 800 000 € - Taux : 30% maximum	
Hypothèse de 300 logements résidentialisés sur la durée du contrat	
<b>Aménagements - espaces publics</b>	
Maître d'ouvrage : Ville d'Orléans	
Subvention : 600 000€ en application des modalités du cadre de référence 23	Subvention prévisionnelle : 305 500 €
Le développement durable et notamment la transition énergétique sont au cœur du nouveau programme de renouvellement urbain 2014-2020 tel qu'institué par la loi Lamy et figurent parmi les critères de conventionnement sur lesquels l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) sera particulièrement vigilante.	Priorités d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réhabilitation du centre commercial de la Bollère ainsi que le réaménagement des abords</li> <li>• Poursuite des aménagements sur le pourtour de la dalle (extension jardin de la Renaissance) et des abords</li> </ul>
Travaux à effectuer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménager les espaces à vocation publique sur les parties actuellement privatives mais ouvertes de la</li> </ul>	



dalle

- Pérenniser les aménagements existants
- Achèver l'aménagement/commercialisation de certains îlots
- Achèver le désenclavement du quartier et le maillage du secteur G.P.V. avec les secteurs périphériques (Université, secteur pavillonnaire, Hôpital, secteur BRGM etc...)
- Réhabiliter du centre Commercial de la Bolière
- Lancer des études sur le volet « équipements publics »

Des études urbaines et sociales sous maîtrise d'ouvrage Mairie d'Orléans, en partenariat avec la Métropole et l'Etat doivent conforter ce programme et définir plus précisément les travaux de désenclavement et d'espaces publics proposés à la subvention régionale.

## **L'ARGONNE**

L'ampleur des moyens mobilisés dans le cadre du premier programme de rénovation urbaine a permis de transformer le quartier de l'Argonne.

Toutefois, une deuxième phase de renouvellement urbain, initiée par la loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale, a été adoptée le 21 février 2015 pour continuer à mener des actions en faveur de ce quartier.

Le quartier de l'Argonne figure dans le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains, et a été en outre, retenu parmi les 200 quartiers, présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants, pour bénéficier du nouveau programme de renouvellement urbain 2018-2026. C'est dans le cadre de la phase de protocole de préfiguration qui vient de s'achever, qu'un certain nombre d'études urbaines et thématiques ont été menées, permettant de déposer à l'ANRU en 2018 un projet ambitieux intégré et transversal. Une large concertation auprès des habitants et forces vives a accompagné cette démarche.

Aussi, la transformation urbaine pour l'Argonne, dans le cadre d'un nouveau schéma directeur, passe par des actions complémentaires tant en termes d'intervention sur l'espace public (désenclavement, requalification de voirie et d'espace public) qu'en termes de création de nouveaux équipements publics ainsi que d'opérations à vocation économique.

Objectifs :

- Désenclaver le quartier : tant sur lui-même par l'amélioration de la lisibilité du maillage viaire, que sur l'extérieur par la création de nouvelles voies de désenclavement
- Améliorer le cadre de vie des habitants par des espaces publics requalifiés et embellis
- Créer de nouveaux équipements pour répondre aux besoins des habitants et notamment renforcer le lien social, l'ouverture du quartier sur la ville, l'offre culturelle et sportive, l'offre éducative...
- Créer des infrastructures permettant de renforcer l'activité économique au sein de ce quartier bénéficiant du dispositif Z.F.U. territoire entrepreneurs

Les publics visés directement sont les habitants. Néanmoins, l'amélioration générale du cadre de vie bénéficiera aux bailleurs, aux associations, aux acteurs économiques...

Ce projet permettra également d'améliorer l'image du quartier et ainsi d'en renforcer son attractivité.

La prise en compte du développement durable constitue un objectif majeur partagé par les partenaires locaux qui porte notamment l'ambition d'une intervention importante pour la réduction de la consommation énergétique des bâtiments.

<b>Réhabilitation thermique du parc locatif social</b>	
Maître d'ouvrage : bailleurs	
Subvention : 1 300 000€ en application des modalités du cadre de référence 27	Subvention prévisionnelle : 684 000 €
Hypothèse de 650 logements isolés sur la durée du contrat	342 logements
<b>Résidentialisations</b>	
Maître d'ouvrage : OPH Les Résidences de l'Orléanais	
Subvention : 400 000€ - Taux : 30% maximum	Subvention prévisionnelle : 360 000 €
Hypothèse de 270 logements résidentialisés sur la durée du contrat nombre de logements	
<b>Aménagements – espaces publics</b>	
Maître d'ouvrage : Orléans	
Subvention : 700 000€ en application des modalités du cadre de référence 23	Subvention prévisionnelle : 370 000 €
<p>Le développement durable et notamment la transition énergétique sont au cœur du nouveau programme de renouvellement urbain 2014-2020 tel qu'institué par la loi Lamy et figurent parmi les critères de conventionnement sur lesquels l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) sera particulièrement vigilante.</p> <p>Travaux à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de voies de désenclavements</li> <li>• Création d'une ou plusieurs infrastructures destinées à de l'activité économique (foncier disponible et pressenti pour recevoir ce type d'activités repéré à ce jour) afin de poursuivre la diversification des fonctions par de nouveaux programmes économiques (immeuble d'activités tertiaires...) et des équipements structurants</li> <li>• Requalification des voiries et espaces publics : poursuivre la clarification de la trame viaire et embellir le cadre de vie des habitants</li> <li>• Création d'un ou plusieurs équipements à destination des habitants du quartier : déterminé en fonction des besoins qui seront recensés par l'étude urbaine et sociale.</li> </ul>	<p>Priorités d'action</p> <p>Création et requalification des voiries et espaces publics</p> <p>poursuivre la clarification de la trame viaire et embellir le cadre de vie des habitants (jardins squares, parvis, liaisons douces)</p>



Restructuration du centre commercial Marie Stuart			Opération non maintenue
Maître d'ouvrage : Orléans			Opération programmée après 2021, non retenue dans le cadre de ce contrat
Dépense subventionnable : 1 000 000 € HT	Taux : 30% maximum	Subvention indicative : 200 000 € (base 20%)	
Avec 2.500 m² de commerces et services de proximité, le centre commercial Marie Stuart constitue un pôle pour les habitants du quartier. Sa nécessaire restructuration succède au réaménagement de la place Mozart, réalisé en même temps que les travaux du tramway.			
Echéancier prévisionnel des travaux : 2017			

<b>NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN</b>	
Création de locaux d'activités	
Maître d'ouvrage : Orléans Métropole ou délégataire	
Subvention prévisionnelle: 200 000 € (cadre de référence : mesure 3)	
Construction d'un ensemble immobilier d'activités économiques sur le site « César Franck » (friche)	
Echéancier prévisionnel : 2019-2020	

#### **DAUPHINE**

<b>Résidentialisations</b>	
Maître d'ouvrage : France Loire	Subvention prévisionnelle 445 000 €
Subvention : 400 000 € - Taux : 30% maximum	
Hypothèse de 600 logements résidentialisés sur la durée du contrat	

#### **PONT BORDEAU**

Le projet de requalification du quartier du Pont Bordeaux est né de concertations entre la Ville et les acteurs du quartier (habitants, bailleurs sociaux, associations...). Ce travail a débuté en 2011.

Une étude sur le quartier a également été menée. 4 domaines principaux ont été mis en avant :

- l'aménagement
- le lien social
- la réussite éducative
- l'emploi.

Les objectifs poursuivis :

- améliorer le cadre de vie du quartier,



- redonner une image positive du quartier dans la ville et dans l'agglomération d'Orléans par un projet de qualité sur l'espace public, l'habitat et le social.
- en termes d'aménagement, embellir l'espace public (espaces verts, les matériaux employés, le mobilier urbain et d'éclairage ainsi que sur les usages des espaces) tout en conservant un maximum d'éléments (arbres, matériaux et mobilier, aménagement existant) afin de préserver l'identité du quartier.

<b>Restructuration du centre social et de ses abords</b>			
Maître d'ouvrage : Saint-Jean-de-Braye			
Dépense subventionnable : 334 000 €.HT	Taux : 30% maximum	Subvention : 100 000 €	<p>Dépense subventionnable 1 083 500 € HT</p> <p>Subvention prévisionnelle 325 000 €</p> <p>Fin des travaux : avril 2017</p>
Un projet global pour 10 projets d'aménagement en trois tranches de travaux			
Tranche 1			
1) Le parvis du Centre social : Réaménagement du parvis pour une meilleure lisibilité de l'entrée et une occupation du parvis par des activités diverses. Reprise des revêtements des sols, réorganisation des espaces verts.			
2) Le parking du centre social : Réaménagement, agrandissement du parking pour le sécuriser			
3) Place Avicenne, entrée de la MAS Devinière : Reprise des revêtements de sols, suppression des parking pour une meilleure ouverture sur la plaine de loisirs			
4) Jardins partagés et d'ornements : Aménagement de jardins avec les habitants et pour créer une transition végétale entre l'urbain et la plaine de loisirs. Accessibilité PMR.			
5) Aire de jeux : Aménagement de trois espaces de jeux de zéro à 12 ans. Un espace de jeux 0/6 ans fermé et un espace de jeux ouverts de 6/12 ans. Éclairage public. Aménagement d'un WC public. Réhabilitation du City-Stade de la plaine de loisirs (sol synthétique et lattes de bois)			
Tranche 2			
6) La restructuration de l'avenue Kennedy avec la création d'un mail et d'espaces de convivialités, la reprise totale des revêtements des sols, de l'éclairage public et de la végétation.			
7) Aménagement du centre social du quartier : Réaménagement et équipement de la cuisine intérieure et cloisonnement de la grande salle pour optimiser l'accueil des différentes activités et publics.			
Tranche 3			

8) Espace de gradins, body-art: Création d'un espace de gradins autour d'une aire de représentation. Installation d'un équipement pour la pratique du Body-Art en lien avec une association abraysienne.

9) Aires de pétanques et de Boccia : Aménagement d'une aire de Boccia (PMR) et réfection du terrain de pétanque.

10) Cheminement PMR et éclairage du site : Complément de l'éclairage du site, réfection des cheminements pour faciliter la circulation des PMR.

**La Région pourra accompagner les travaux de réhabilitation du centre social du quartier et de ses abords, à l'exception du parking.**

Echéancier prévisionnel des travaux : 2015 – 2018

**Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2015**

## LES CHAISES

### Réhabilitation thermique du parc locatif social

Maître d'ouvrage : Vallogis

Subvention : 800 000€, en application des modalités du cadre de référence 27

Hypothèse de 400 logements isolés sur la durée du contrat

Subvention prévisionnelle : 520 000 €  
208 logements

### Aménagements des dessertes du Centre commercial des Chaises et des espaces d'agrément et de convivialité du quartier

Maître d'ouvrage : Saint-Jean-de-la-Ruelle

Dépense subventionnable :  
1 300 000 € HT

Taux : 30 %  
maximum

Subvention indicative : 260 000 €  
(base 20%)

Application des modalités du cadre de référence 23 « espaces publics »

Dépense subventionnable :  
375 000 € HT  
Taux : 40%  
Subvention prévisionnelle :  
150 000 €

Dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine, et anticipant les prescriptions d'une étude urbaine en cours, le projet porte sur l'aménagement des dessertes du centre commercial des Chaises (réorganisation des accès par dédoublement de la rue des Agates afin de ramener les usagers sur les entrées des commerces plutôt que sur l'arrière), et des espaces d'agrément et de convivialité (avec les cheminements menant à la bibliothèque et à la maison pour tous du quartier) en cœur de quartier.

Par cette modification de la trame viaire, l'objectif est de renforcer les atouts du pôle commercial de proximité afin d'en augmenter l'attractivité auprès des nombreux

Priorités d'action :  
Réalisation d'une voie douce connectée avec le groupe scolaire et la ZAC d'Alleville et d'une passerelle piétons/cycles au-dessus de la tangentielle.



usagers qui traversent le quartier pour rejoindre la rocade (échangeur « les ifs »).

Il s'agit aussi de créer une « entrée de quartier » adaptée au changement de morphologie urbaine marquée par l'arrivée sur les grands immeubles.

La rangée de commerces, les équipements publics (bibliothèque et centre social), l'immeuble des Tourmalines forment un îlot urbain auquel il manque une cohérence et une continuité, laissant l'espace public central sans fonction et sans qualité ; l'objectif est de réussir son appropriation comme lieu commun, intergénérationnel et actif ; un aboutissement concret sera d'y remettre en place un marché hebdomadaire.

Les investissements à réaliser seront principalement du génie civil (esplanade, chaussée, réseaux, piste cyclable et cheminements, stationnements dont stationnements adaptés et arrêts minute),

S'y ajouteront le verdissement et le mobilier urbain nécessaires à la requalification du quartier.

Le programme sera présenté aux habitants dans le cadre de la concertation locative animée par le bailleur et dans le cadre du conseil citoyen ; préalablement, le projet d'aménagement (dans le périmètre de la vidéo protection existante) sera analysé par le référent « sécurité » de la DDSP.

Ce réaménagement d'espace public ne modifie pas l'actuelle imperméabilisation du sol ; l'entretien des espaces publics communaux relève d'ores et déjà de la mise en œuvre de la « Charte Zéro Phyto ».

Echéancier prévisionnel des travaux : 2017

### Maison de santé pluridisciplinaire

Maître d'ouvrage : Saint-Jean-de-la-Ruelle

Dépense subventionnable : 1 000 000€	Subvention : 200 000 €
---	------------------------

*Les modalités de financement prévues par le cadre de référence n°15 sur les MSP et autres structures d'exercice regroupé s'appliquent pour cette opération.*

Projet démarré

Fin des travaux prévue en mars 2019

Prenant appui sur l'étude urbaine et économique en cours, conduite par la CA Orléans et consacrée au quartier des Chaises (site d'habitat social confirmé dans la nouvelle géographie prioritaire), l'opération vise à accompagner l'initiative des professionnels de santé déjà présents sur site et porteurs d'un projet d'agrandissement de leur cabinet. Ce projet permettra d'étendre, et conforter pour l'avenir, l'offre médicale sur un quartier dense et populaire, en lien avec le nécessaire

Dépense subventionnable  
1 200 000 €

Subvention prévisionnelle  
240 000 €

Projet démarré

Fin des travaux prévue en mars 2019



soutien à apporter aux commerces de proximité existants (pharmacie, commerces de bouche, agence postale), dans une approche globale des espaces publics à requalifier afin de garantir l'attractivité d'un parc social de presque 1000 logements.

Dans la continuité du diagnostic en cours sur l'état des lieux de l'offre de soins, la ville sera assistée pour la constitution du projet médical et du dossier de labellisation.

Le projet comprend l'acquisition du cabinet médical existant (environ 250 m<sup>2</sup>), la réalisation d'un bâtiment neuf adjoint au cabinet médical existant rénové, la création d'un logement destiné à un praticien stagiaire, intervention(s) qui respecteront les objectifs de performance énergétique fixés.

La création du bâtiment supplémentaire représentera 125 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et permettra l'intégration de 4 praticiens supplémentaires ainsi que l'ajout d'une salle de réunion et d'un espace atelier.

L'opération inclut l'harmonisation du bâtiment existant et du nouveau bâtiment par un traitement adapté des façades afin de garantir la lisibilité du pôle de services, réduire les dépenses énergétiques globales, et mutualiser la production de chaleur et d'air frais.

Démarrage prévisionnel des travaux : mi 2016

### TROIS FONTAINES

#### Recomposition du plateau scolaire

Maître d'ouvrage : Saint-Jean-de-la-Ruelle

Dépense subventionnable : 2 048 000 € HT	Taux : 20%	Subvention : 409 600€
---	------------	--------------------------

Le projet s'inscrit dans la continuité de la rénovation du parc social des Salmoneries et de ses espaces publics, et complète la rénovation en cours de la copropriété de La Prairie. Il consiste à démolir les locaux de restauration et l'ancienne cuisine centrale, bâtiment énergivore et non adapté aux nouvelles normes, et sans destination depuis la réalisation de la cuisine centrale intercommunale. L'objectif est de ne pas laisser l'emprise ainsi libérée inutilisée et sans fonction au cœur du quartier : il est donc prévu de recréer un restaurant scolaire et de modifier l'insertion de l'enceinte scolaire dans le quartier, d'y associer un aménagement d'agrément pour les habitants, et d'y insérer un plateau sportif type City-Stade utile aux enfants du quartier et aux élèves fréquentant les équipements scolaires.

L'emprise du projet a été élargie précédemment grâce à la modification viaire inscrite dans le PRU ; en lien avec

Dépense subventionnable :  
270 000 € HT  
Taux : 40%  
Subvention prévisionnelle :  
108 000 €

Evolution du projet en « sécurisation du plateau scolaire »

- Le nouveau projet comprend :
- la démolition d'un préfabriqué
  - divers travaux de VRD pour traiter les abords
  - La pose de panneaux de barreaudage et d'un portail

la requalification de la rue de la Prairie, la commune a également créé un espace vert supplémentaire. Une aire de jeux pour les jeunes enfants est déjà utilisée par de nombreux parents.

L'installation d'un équipement supplémentaire en ce point central et mixte est préférable à l'installation de jeux dans l'emprise privée de la copropriété, et vise à consolider le lien entre des structures et des espaces ayant des vertus éducatives complémentaires.

Le plateau sportif sera utilisable par les enseignants et sera contigu à l'enceinte scolaire qu'il s'agit de redéfinir pour résoudre les problèmes d'intrusion et de trop grande proximité entre l'espace public et les salles de classe.

Le plateau sportif permettra la pratique du football mais aussi d'autres sports afin de ne pas en limiter l'usage aux seuls garçons.

L'équipement ne sera pas éclairé afin d'en limiter l'usage aux heures de journée et de ne pas étendre le dispositif d'éclairage public. Son entretien s'inscrit dans les objectifs de la convention de GUP, et s'appuie sur le partenariat avec la Régie de quartier Respire afin d'associer les objectifs d'entretien et les objectifs d'insertion.

Le projet comprend

- la démolition du bâtiment de la cuisine centrale : structure verre et béton pour l'essentiel, plus de nombreux aménagements intérieurs faïence et aluminium ; possible récupération des huisseries et armatures bois, des armatures armées du béton et des portes métalliques, et concassage du béton
- la création (achat/construction) d'une salle de restauration scolaire : 260m<sup>2</sup> de surface utile aux usagers et 300m<sup>2</sup> de locaux techniques et sanitaires ; les produits modulaires respectent la RT 2012 et permettent d'envisager un recyclage foncier à long terme ;
- la création d'un plateau sportif, i.e. le génie civil préalable et la pose de l'équipement (22x42m)
- divers travaux de VRD (pas d'imperméabilisation supplémentaire par rapport à l'existant) et Espaces Verts (charte zéro phyto) pour traiter les abords, stationnements, cheminements

Echéancier prévisionnel : lancement des travaux fin 2016

Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2015

<b>Réhabilitation thermique du parc locatif social</b>	<b>Maintenu</b>
Maître d'ouvrage : bailleurs sociaux	
Subvention : 68 000 € en application des modalités du cadre de référence 27	
34 logements isolés dans le cadre du plan de sauvegarde sur la copropriété de la Prairie	

#### **ANDRILLONS – ORMES DU MAIL**

<b>Réhabilitation thermique du parc locatif social</b>	
Maître d'ouvrage : IVL	Subvention prévisionnelle 526 000 € 263 logements
Subvention : 330 000 € en application des modalités du cadre de référence 27	
Hypothèse de 165 logements isolés sur la durée du contrat nombre de logements	Participation Orléans Métropole 1000 €/logement Total de l'opération : 5,2 M€  Debut des travaux : fin 2018



**Crédits réservés : 6 046 500 €**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participer à la réduction de la fracture territoriale qui affecte les quartiers urbains cumulant un certain nombre de handicaps en matière de pauvreté, d'accès à l'emploi, à la culture, à la santé ...</li> <li>• Répondre aux besoins des habitants des quartiers, en articulant le volet urbain des PRU avec le volet humain (accès à l'emploi et à la formation, offre de soins...)</li> <li>• Inscrire la rénovation urbaine dans une stratégie à l'échelle du bassin de vie (emploi, logement, mobilité, etc.)</li> <li>• Prendre en compte les principes de l'urbanisme durable dans la recomposition urbaine des quartiers</li> </ul>
<b>Pré-requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association en amont du Conseil régional à l'élaboration d'un projet global de recomposition urbaine co-élaboré entre les collectivités, les bailleurs sociaux, les associations, les habitants ... qu'il soit ou non soutenu par l'ANRU</li> <li>• Association de la Région en amont à la définition de la maquette financière du programme afin de faire valoir les priorités régionales et les modalités d'intervention régionales (cadres de référence quand ils existent)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>Dans le cadre d'un programme d'aménagement global, que le projet relève du PNRU, du NPNRU, ou d'aucun programme national, la Région finance prioritairement les projets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les études urbaines</b></li> <li>- <b>En matière de développement économique :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Projets immobiliers pour l'accueil d'entreprises (de type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services.</li> </ul> </li> <li>- <b>En matière d'habitat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>o réhabilitation thermique de logements locatifs sociaux</li> <li>o construction de logements locatifs sociaux, dans une logique de parcours résidentiel et de mixité sociale.</li> </ul> <p><i>Les projets de résidentialisation et de démolition, moins prioritaires, peuvent être soutenus en fonction du projet global. Concernant les démolitions, sous réserve de la démonstration du besoin (vacance structurelle avérée, obsolescence des logements au regard de la demande, démolition rendue nécessaire dans le cadre du programme d'ensemble de transformation du quartier ...).</i></p> </li> <li>- <b>En matière d'équipements publics :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <u>La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance (pour un accès facilité à l'emploi pour les parents)</u></li> <li>o Les Maisons de Santé (MSP, centres de santé ...)</li> <li>o Les équipements permettant le développement du lien social et une ouverture du quartier vers la ville (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...)</li> </ul> <p><i>Tout projet d'équipement devra démontrer son opportunité au regard du maillage existant.</i></p> </li> <li>- <b>En matière d'aménagements publics :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...)</li> <li>o Amélioration de la mobilité : transports en commun (aménagements liés à la</li> </ul> </li> </ul>

	<p>restructuration de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétonniers).</p> <p><i>Par ailleurs, pourront être examinés les projets de restructuration de trames viaires visant la transformation en profondeur du quartier (perçements nouveaux, avenues...).</i></p> <p><i>Les programmes de réfection de voirie ne sont pas finançables (hors aménagements permettant les modes de déplacements alternatifs à la voiture (réseaux cyclables, cheminements piétonniers ...))</i></p>
<b>Maitres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, bailleurs sociaux
<b>Financement régional</b>	<p>Subvention minimum 2 000 €.</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Les modalités de financement sont définies dans les cadres de référence quand ils existent (construction de logements, réhabilitation thermique, équipements publics, pistes cyclables, maisons de santé ...).</p> <p>Dans le cas contraire, elles seront définies au cas par cas selon les projets, dans le cadre du dialogue amont visé en pré-requis.</p> <p><b>I. <u>Concernant les projets relevant du PNRU et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager, la Région intervient selon la convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU et en application de la maquette financière telle que validée.</u></b></p> <p><b>II. <u>Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)</u></b></p> <p>Selon les modalités définies à la convention Etat/Région/ANRU signées en 2018.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant les quartiers d'intérêt national : selon la maquette élaborée conjointement, et, sauf cas particulier, à concurrence de 25% de l'intervention de l'ANRU</li> <li>- Concernant les quartiers d'intérêt régional : financement à parité avec l'ANRU, conformément au CPER</li> </ul> <p><b>III. <u>Autres quartiers d'habitat social</u></b></p> <p>La Région se prononcera au cas par cas lors de l'élaboration du programme global, principalement en application de ses cadres de référence.</p>
<b>Modalités</b>	✓ Pour les projets immobiliers : Atteinte de la performance étiquette B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an, et atteinte de l'étiquette C.
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Nombre de logements démolis</li> <li>• Nombre de logements créés</li> <li>• Nombre de logements réhabilités et performance thermique</li> <li>• Nombre de logements résidentialisés</li> </ul>

## AXE C5 : Mobilité

### Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Renforcer l'étoile ferroviaire d'Orléans
- Développer l'offre
- Améliorer l'accessibilité et l'attractivité des gares et haltes ferroviaires
- Développer les modes doux

La politique de mobilité doit accompagner les projets majeurs de développement de la Métropole qui permettront d'améliorer son attractivité et son rayonnement. La desserte de ces projets fait donc partie intégrante de leur conception.

Aussi, dans le cadre du projet Interives, la Métropole souhaite ouvrir la gare des Aubrais vers l'ouest, pour accroître son accessibilité et améliorer notablement l'attractivité du secteur.

Dans le même esprit, la desserte d'un nouvel équipement structurant du territoire sera améliorée avec la création d'une nouvelle station de tramway pour CO'Met.

Par ailleurs, en cohérence avec l'objectif de transition écologique, la mobilité durable sera favorisée par l'acquisition de bus électriques.

Compte tenu des récents transferts de compétence vers la Métropole, et de la mise en place des pôles territoriaux, l'ensemble des aménagements cyclables n'ont pas été retenus dans le cadre du bilan à mi-parcours. Ils seront cependant réalisés sous maîtrise d'ouvrage Orléans Métropole, hors CRST.

<b>Création et aménagement de pistes cyclables (Mesure 30)</b> Crédits réservés : 1 334 100€	<b>Non maintenu</b>  Les projets liés à la création et l'aménagement de pistes cyclables n'ont pas été maintenus dans le bilan à mi-parcours du contrat.  Ces aménagements seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage Orléans Métropole, dans le cadre des pôles territoriaux, hors CRST
<b>Ouverture de la gare de des Aubrais à l'ouest (30-3)</b> Maître d'ouvrage : Orléans Métropole Crédits réservés : 3 194 000€	<b>Opération décalée</b>  Compte tenu du calendrier et des incertitudes qui pèsent sur la réalisation du projet, une nouvelle répartition des 3,1 millions € prévus initialement est proposée: 2,1 millions en enveloppe foncible dans le contrat actuel, et 1 million dans le cadre du prochain contrat.
<b>Aménagement des futures haltes de la</b>	<b>Projet abandonné</b>



**ligne Orléans-Châteauneuf  
(mesure 30-3)**  
Maître d'ouvrage : Mardié  
Crédits réservés : 81 200€

En raison du report de projet de la ligne  
Orléans-Châteauneuf

## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 30

<b>Programme pluriannuel d'aménagement d'itinéraires cyclables</b>			<b>Projet non maintenu</b>
<b>Maître d'ouvrage : Agglo</b>			
Dépense subventionnable : <b>3 000 000 € HT</b>	Taux : <b>40%</b>	Subvention : <b>1 200 000 €</b>	
Orléans Métropole poursuit sa politique d'infrastructures à destination des vélos, en consacrant un budget annuel de 500 000 € HT au développement des pistes cyclables et à la mise à disposition de services (parcs de stationnement). En outre, l'impact de cette politique est mesuré par la mise en place de boucles de comptage.			
Les impacts attendus : <ul style="list-style-type: none"><li>- Assurer les continuités d'itinéraires cyclables,</li><li>- Augmenter la part modale des déplacements de la vie courante en vélo,</li><li>- Assurer un bon niveau de service et de sécurité aux usagers de la bicyclette.</li></ul>			
Les objectifs poursuivis : <ul style="list-style-type: none"><li>- Développer les mobilités actives pour le loisir, le tourisme et l'utilitaire,</li><li>- Réduire l'accidentologie des cyclistes,</li><li>- Favoriser l'inter modalité entre les différents modes de transport doux,</li><li>- Offrir une offre de stationnement et services adaptée aux lieux et usages.</li></ul>			
Echéancier prévisionnel des travaux : 2015 à 2020			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2014 (marché à bon de commandes lancé en 2014)			

<b>Création de pistes cyclables et d'espaces partagés</b>			<b>Projet non maintenu</b>
<b>Maître d'ouvrage : Saint-Hilaire-Saint-Mesmin</b>			
Dépense subventionnable : <b>129 000 € HT</b>	Taux : <b>40%</b>	Subvention : <b>51 600 €</b>	
<p>Le projet comprend la création d'une boucle cyclable et d'espaces partagé sur l'itinéraire de la Loire à Vélo traversant le territoire communal.</p> <p>Les objectifs de ce projet sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Offrir aux rando-cyclistes empruntant le tracé de la Loire à vélo l'accès aux commerces hilairois</li><li>- Renforcer l'attractivité du commerce de proximité dans le centre bourg.</li><li>- Canaliser et sécuriser le trafic des vélos et des piétons dans le cœur de village,</li></ul> <p>A ce jour, l'itinéraire de la Loire à Vélo emprunte la rue de Verdun sur toute sa longueur jusqu'à la sortie de la commune sur la levée de la Loire en direction de Mareau aux Prés.</p> <p>La boucle proposée débouchera de la rue de Verdun sur la Place du Marché, traversera la RD 951 via la création d'un plateau franchissant, longera l'ensemble des commerces du centre bourg jusqu'au nouveau giratoire. La liaison avec l'itinéraire Loire à vélo existant se fera à hauteur de la rue de la Croix et plus précisément du rond-point de l'Echafaud.</p> <p>L'espace partagé cycles/piétons sera matérialisé par un marquage au sol sur l'ensemble du tracé. Le parcours piétons sera réalisé en liaison avec le cheminement PAVE déjà existant rue de Verdun. Des bancs seront implantés sur l'ensemble du parcours.</p> <p>Afin d'offrir un espace de convivialité, cette réalisation sera accompagnée par la mise en place de matériels urbains :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- tables de pique-nique,</li><li>- stationnement vélos sécurisé,</li><li>- station gonflage vélos</li></ul> <p>sanitaires publics accessible PMR</p>			
Démarrage prévisionnel des travaux : 2016			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			

<b>Aménagement de pistes cyclables entre la gare et le centre-bourg</b>			<b>Projet non maintenu</b>
<b>Maître d'ouvrage : Mardié</b>			
Dépense subventionnable : <b>181 260 € HT</b>	Taux : <b>40 %</b>	Subvention : <b>72 500 €</b>	
Le projet concerne l'aménagement de pistes cyclables et piétonnières entre la gare, l'avenue de Pont aux Moines, le bourg de la commune et les différents lotissements (dont la ZAC du Clos de l'Aumône en cours de création).			
Démarrage prévisionnel des travaux : 2016			

Aménagement de cheminements cyclables			Projet non maintenu
Maître d'ouvrage : Chanteau			
Dépense subventionnable : 50 000 € HT	Taux : 40 %	Subvention : 20 000 €	
Le projet concerne l'aménagement d'un cheminement piétonnier et cyclable entre le Bourg et les équipements publics.			
Ce chemin, espace partagé pour piétons et cycles long de 515m environ, permettra de relier, en toute sécurité, le bourg de la commune aux équipements sportifs et culturels (gymnase, salle des Fêtes, skate-parc) et d'aménager ainsi un espace public en cœur de village.			
Echéancier prévisionnel des travaux : 2017			



### *Vélo utilitaire*


<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité</li> <li>- Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services</li> <li>- Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité,</li> <li>- Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie</li> <li>- Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé,</li> <li>- Acquisition de vélos,</li> <li>- Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.)</li> <li>- Supports de communication et de promotion</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI
<b>Financement régional</b>	40% Subvention minimum 2 000 €
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...)</li> <li>⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</li> <li>⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</li> <li>⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Linéaire à vocation utilitaire aménagé</li> </ul>

**CADRE SPECIFIQUE**
***Ouverture de la gare des Aubrais à l'ouest***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Franchissement des voies ferrées et ouverture à l'ouest de la gare des Aubrais</li> <li>- Intermodalité efficace entre tous les modes de transports en présence (son implantation permettra une connexion facile avec les quais SNCF et la station tram existante).</li> <li>- Valorisation du foncier du quartier Interives par une accessibilité facilitée à la gare</li> <li>- Optimisation des temps d'accès et de traversée : performance des télécabines en terme de temps de traversée et de confort de l'usager, éco-mobilité, coût d'investissement, faisabilité technique, facilité de maintenance du système, image innovante du quartier.</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>L'ouverture de la gare d'Orléans les Aubrais à l'Ouest des voies ferrées passe par la construction d'une liaison par câble aérien. Elle se traduit par une télécabine urbaine. Ses modalités de tarification ne sont pas arrêtées à ce jour.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Technologie : télécabine débrayable avec 1 câble unique et 2 pylônes sur la ligne</li> <li>- Débit : initial 1000 pphpd*, évolutif à 2000 pphpd*</li> <li>- Capacité des véhicules de 10 à 15 personnes en fonction du temps d'arrêt en station</li> <li>- Arrêt complet en station avec portes palières permettant d'éviter la présence d'une vigie pendant le service</li> </ul> <p>*pphd : personne par heure et par destination</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Orléans Métropole
<b>Financement régional</b>	<p>Projet estimé à 12 M€</p> <p>Taux de subvention régionale : 26,6 %</p> <p>Dépenses éligibles : études et travaux nécessaires à la création du mode de transports collectifs permettant d'ouvrir la gare des Aubrais et de traverser le faisceau ferroviaire</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Association des services de la région</li> <li>⇒ Transmission de l'étude de flux justifiant le choix du mode</li> <li>⇒ Intégration du nouveau mode au pôle d'échange multimodal des Aubrais avec une attention particulière à l'intermodalité</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Fréquentation de la liaison par câbles</li> </ul>

***Aménagement d'une nouvelle station de tramway pour desservir  
CO'Met***

***Crédits réservés : 500 000€***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager les congressistes et spectateurs à utiliser les transports en commun</li> <li>- Desservir la ZAC des chèvres noires au quotidien.</li> </ul> <p>Aujourd'hui, plus de 18 ans après son inauguration la ligne A évolue avec la création d'une nouvelle station, d'un terminus partiel et d'une voie de remisage au plus près de CO'Met, entre les stations « Zénith » et « Mouillère ».</p> <p>Les travaux de construction de la nouvelle station, l'aménagement d'un terminus partiel et d'une voie de remisage sont proposés à un cofinancement régional.</p>
<b>Contenu</b>	Travaux de construction de la station et de ses abords.
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Orléans Métropole
<b>Financement régional</b>	<p>Taux d'intervention : 10%</p> <p>Subvention : 500 000 €</p>
<b>Modalités</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Association de la Région au comité de pilotage du projet</li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en Insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>



**CADRE SPECIFIQUE**

***Acquisition de bus électriques pour les transports urbains  
d'Orléans Métropole  
Crédits réservés : 500 000€***

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Convertir progressivement l'ensemble de la flotte d'autobus de la métropole d'Orléans vers l'énergie électrique, à l'horizon 2025.</li> <li>- Favoriser les modes de déplacement innovants : transport à la demande.</li> <li>- Favoriser l'accès des personnes à mobilité réduite aux transports en commun.</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquérir une flotte de 42 véhicules de transports légers : 14 pour le transport de personnes à mobilité réduite ; 28 pour le transport à la demande.</li> <li>- Aménager des bornes de recharge.</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Orléans Métropole
<b>Financement régional</b>	<p>Projet estimé à 5 M€  Taux de subvention régionale : 10%  Dépenses éligibles : acquisition des véhicules, études et travaux nécessaires à l'aménagement des bornes rechargeables.</p>
<b>Modalités</b>	⇒ Association des services de la Région au projet et à la communication
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb d'emplois confortés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nombre de GES évités/an</li> </ul>

***Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture***

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire l'utilisation de la voiture individuelle</li> <li>• Augmenter la part modale du covoiturage et de l'auto-partage parmi les différents modes de déplacements</li> <li>• Accompagner les initiatives locales (pédibus, covoiturage spontané, etc.)</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude stratégique mobilité réalisée un cabinet spécialisé</li> <li>• Etudes de faisabilité de systèmes de déplacements alternatifs</li> <li>• Plate-forme de covoiturage ou d'autopartage</li> <li>• Initiatives liées au transport collectif à traction animale</li> <li>• Actions de communication et de promotion (supports de communication, plateforme, système d'auto-partage...)</li> <li>• Aménagements divers favorisant les alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre, équipements, aires dédiées au covoiturage, signalétique, cheminements autres que vélo utilitaire, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, ...)</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- EPCI/PETR, Syndicat Mixte de Pays, communes</li> <li>- Associations</li> </ul>
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes : 80%</li> <li>• Investissements : 40%</li> </ul> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Région se prononcera au cas par cas sur l'éligibilité des projets au vu si besoin d'une étude d'opportunité du projet</li> <li>- Accord du gestionnaire de la voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</li> <li>- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul> <p><u>Communication</u> : Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb d'Ha artificialisés</li> </ul>

## **PRIORITÉ TRANSVERSALE ACCOMPAGNER LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES**

Deux des défis les plus difficiles auxquels l'humanité doit s'attaquer en ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle sont le changement climatique et le pic pétrolier. Cet état de fait repose sur de nombreuses études et est de plus en plus médiatisé. Néanmoins le problème du pic pétrolier demeure sous-évalué par la majorité de la population. Annonçant l'ère du déclin des ressources en énergie fossile, le pic pétrolier est un défi pour la stabilité économique et sociale. Il est essentiel de le relever si nous voulons atténuer les menaces que le changement climatique fait peser sur nous.

Les Initiatives de Transition en cours actuellement, à l'échelle d'un territoire, d'une commune, d'un quartier... représentent une voie très prometteuse d'engagement des populations dans les actions ambitieuses que requière la réduction des effets du pic pétrolier et du changement climatique.

En outre, ces efforts de relocalisation sont conçus pour développer un cadre de vie plus épanouissant, aux liens sociaux plus forts et plus équitables.

Le Modèle de Transition est un ensemble de principes et de pratiques formées à partir des expérimentations et des observations des communes lorsqu'elles ont commencé à travailler sur la résilience locale et la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

La Région soutient les initiatives locales notamment citoyennes permettant d'expérimenter la mise en place de processus de transition économique, écologique et démocratique.

Il s'agit d'une priorité transversale qui concerne toutes les thématiques, en particulier les questions d'efficacité énergétique, de biodiversité, de préservation des terres agricoles, d'alimentation, de mobilisation citoyenne,... Réussir la transition passe par une compréhension des enjeux et des solutions, par un engagement fort des acteurs tant publics que privés.

Au sein du Contrat Régional de Solidarité Territoriale, les expérimentations peuvent être soutenues, par activation :

- de la fiche 30-6 « soutenir les territoires en transition », notamment en ingénierie
- des fiches relatives au Plan Climat Energie Régional, de la biodiversité, de la mobilité durable, aux démarches alimentaires de proximité ...
- du dispositif de soutien aux initiatives de développement : A VOS ID.





## TRANSITION ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES

30-6

### *Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »*

**Crédits réservés : 10 000€**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• réduire la consommation d'énergie d'origine fossile et les émissions de CO2 ;</li><li>• favoriser la relocalisation de l'économie (alimentation, énergies renouvelables, ...) ;</li><li>• renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire, dans une démarche de démocratie permanente.</li><li>• Favoriser l'émergence d'initiatives visant à augmenter la capacité d'adaptation des territoires face aux différentes crises et à mobiliser collectivement, acteurs et citoyens pour répondre aux défis économique, social et écologique.</li></ul>
<b>Prérequis</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Adhérer au mouvement des Villes et Territoires en Transition.</li><li>• Participer aux travaux du réseau régional « Oxygène - le lab des initiatives » pour contribuer à la capitalisation des expériences et des pratiques inspirantes.</li></ul>
<b>Contenu</b>	<p>Actions locales menées dans une approche globale, transversale et ascendante, visant à mettre en cohérence l'ensemble des stratégies d'un territoire liées à la transition écologique et associant les acteurs autour d'une démarche de co-construction :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ingénierie internalisée ou externalisée liée à l'élaboration ou à l'animation de stratégies territoriales de transition</li><li>• Accompagner la mise en œuvre de ces stratégies.</li></ul>
<b>Maître d'ouvrage</b>	Commune, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, Syndicat mixte de PNR ou Syndicat mixte portant le SCOT, Etablissement Public, association.
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 80 % pour les études stratégiques.</li><li>• 50 % pour l'animation.</li><li>• Mise en œuvre d'un plan d'action découlant de la stratégie : financement au cas par cas en fonction de la nature des opérations</li></ul>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- S'agissant des prestations externalisées à caractère stratégique, la Région est associée à la rédaction des cahiers des charges et au choix des prestataires.</li><li>- S'agissant des prestations internalisées confiées à un chargé de mission thématique, le financement ne peut concerner un poste permanent au sein d'un EPCI. Il est limité à une période de 3 ans non renouvelable.</li></ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le territoire définit dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie, les Indicateurs d'évaluation (en termes d'empreinte écologique, d'inclusion sociale, d'alimentation...) qu'il s'engage à renseigner.</li></ul>

**Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Préserver la valeur patrimoniale et paysagère de l'identité des territoires
- Restaurer la qualité des cours d'eau et des eaux souterraines
- Comprendre et agir en faveur de la protection de la biodiversité

Orléans Métropole rassemble 272 000 habitants dans 22 communes qui occupent 39 000 km<sup>2</sup>. Elle est constituée d'un cœur urbain fortement urbanisé entouré de cinq écopaysages : Beauce, zones viticoles et arboricoles des terrasses, Forêt d'Orléans, Sologne et Val de Loire qui abritent de nombreux secteurs naturels (36 % du territoire) et agricoles (32 % du territoire) dont certains reconnus d'importance communautaire ou par l'UNESCO.

Soucieuse de la conservation de la diversité du vivant et souhaitant promouvoir le bon fonctionnement des écosystèmes, la Métropole s'est dotée en 2009 d'un Agenda 21 avec pour objectifs de maintenir et développer la « trame écologique », conserver la diversité du vivant et promouvoir le bon fonctionnement des écosystèmes.

L'étude d'élaboration de la Trame Verte et Bleue et de son plan d'action constitue donc une continuité dans l'élaboration d'un Plan Biodiversité pour la Métropole. Au-delà de l'identification de la Trame Verte et Bleue sur le territoire de l'agglomération, il s'agit de mettre en cohérence les enjeux de biodiversité avec les enjeux du territoire. La Trame Verte et Bleue impactera les documents d'urbanisme puisque le rôle des élus et des collectivités est de la décliner à une échelle opérationnelle pour la préservation des milieux :

- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) : mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, dans un environnement préservé et valorisé.
- Plan Local d'Urbanisme (PLU) : exprimer les orientations prises par la commune quant à l'évolution de son territoire.

<sup>1</sup> : **Bonification matériaux perméables**

Une bonification de 10% des aides peut être allouée à des aménagements relevant des différents thèmes du contrat si une surface significative est couverte de matériaux perméables (en dehors des espaces publics pour lesquels cette condition est exigée).



## PROJETS IDENTIFIES

### Mesure 31

Inventaire de biodiversité communale			Projet terminé
Maître d'ouvrage : Semoy			Credits engages et soldes a hauteur de 18 000 € au titre du CRST
Dépense subventionnable : 25 000 €	Taux : 80%	Subvention : 20 000 €	
L'objectif est de réaliser un état des lieux de la biodiversité (faune, flore, habitats), sensibiliser les élus et les citoyens, intégrer les informations et les préconisations dans les documents d'urbanisme. L'étude porte sur l'ensemble du territoire communal avec des zones plus ciblées (Le Champ Prieur, le bois des 1000 lièvres), avec un livrable final sous forme de rapport. L'étude intègre un volet formation, sensibilisation des habitants et des écoles.			
Réalisation prévisionnelle de l'étude : 2015-2017			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			

Restauration et développement de la biodiversité sur la Plaine de Jeux de Belneuf			Projet terminé
Maître d'ouvrage : Orléans			Crédits engagés et soldés à hauteur de 147 600 € au titre du CRST  Subvention revue à la baisse au regard des critères d'éligibilité des dépenses
Dépense subventionnable : 500 000 € HT	Taux : 80%	Subvention : 400 000€	
<p>La Plaine du Belneuf est située dans la Quartier de L'Argonne à l'Est d'Orléans entre la rue Jean Falaize au Nord, la rue du Paradis au Sud. Elle est insérée entre une vaste zone industrielle à l'Est, une zone pavillonnaire à l'Ouest et quelques logements collectifs sociaux au Nord. Ainsi on y trouve des équipements réservés aux clubs sportifs (tennis, football, hockey sur gazon...) et des équipements accessibles au public et utilisés par les habitants, les écoles, les centres sociaux et les associations du quartier (aire de pique-nique, terrain de football synthétique, aire de jeux...).</p>			
<p>La plaine du Belneuf est située dans un contexte péri-urbain, où la biodiversité tend à s'éroder : le nombre d'espèces présentes diminuent au cours du temps, à cause de l'urbanisation de plus en plus dense du secteur. Il est cependant localisé à proximité des plus importants gîtes d'hibernation des chauves-souris, situés dans le Nord Est d'Orléans, ce qui en fait une zone de transit, voire de chasse pour les chiroptères.</p>			
<p>Le site présente quelques micro-habitats (boisements et bosquets, prairies, haies vives) à développer et favoriser</p>			



afin d'augmenter le potentiel d'accueil de la biodiversité locale.

Au titre de la Trame Verte et Bleue, le site a un rôle de relais du maillage vert urbain, sous forme de « pas japonais ». Il est en effet un maillon du continuum écologique entre la ville et la forêt communale d'Orléans Charbonnière située à l'Est de l'agglomération. Par ailleurs, la plaine du Belneuf est dédiée aux loisirs de plein air et accueille un public familial, ce qui en fait un lieu avec un fort potentiel pour sensibiliser le grand public à l'environnement et à la biodiversité.

En matière de biodiversité, la ville d'Orléans envisage les actions suivantes :

- Accueillir et favoriser la biodiversité : mise en place de nichoirs pour oiseaux et chauve-souris, hôtel à insectes, plantation de bosquets, semis de prairie fleurie...
- Sensibiliser le grand public à la biodiversité : mise en place de signalétique pédagogique.
- Des ateliers et parcours seront ensuite proposés aux centres de loisirs et écoles
- Exploiter les thématiques et résultats du Plan Biodiversité de la ville : mise en place d'un plan de gestion sur la plaine.

La ville souhaite aussi mettre en place une gestion alternative des eaux de pluies sur le site (récupération des eaux de toiture, création d'un jardin de filtration...).

Ces actions pourront être financées dans le respect des modalités prévues par le cadre de référence 31 du contrat (taux variable selon la nature des actions).

Démarrage prévisionnel des travaux : 2015

Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> janvier 2015

**Actions de préservation et de restauration de la biodiversité dans le Parc de Loire**

**Maintenu- réévalué**

**Maître d'ouvrage : Agglomération Orléans Val de LoireO**

Dépense subventionnable : 700 000 €	Taux : 80%	Subvention : 560 000€
-------------------------------------	------------	-----------------------

Dépense subventionnable : 1 250 000 €  
Subvention prévisionnelle : 1 000 000 €

Le projet d'aménagement du Parc de Loire, espace de 300ha de nature aux portes d'Orléans, a pour objet :  
Les principales actions envisagées sur la période 2015-2020 sont :

Ampleur du projet réévalué qui comprend notamment

- les études stratégiques et de faisabilité
- la mise en œuvre d'un plan de gestion écologique, avec éventuellement actions d'éco-pâturage pouvant permettre de la conservation de biodiversité

- L'élaboration d'une stratégie environnementale globale

<ul style="list-style-type: none"> <li>- domestique</li> <li>- des actions de restaurations des fonctionnalités écologiques du site</li> <li>- des actions à visée pédagogiques sur cet espace d'intérêt biologique (sentiers pédagogiques, restauration écologique de sentier en milieu humide (sentier des Tourelles notamment), travaux d'aménagement pour l'ouverture au public).</li> </ul>	<p>La conception d'une offre de formation et d'éducation à l'environnement</p> <p>La dépense subventionnable porte notamment sur la restauration hydro-écologique du plan d'eau</p>
Démarrage prévisionnel des travaux : 2016	

## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Nature en Ville

#### Maitre d'ouvrage : Orléans

Dépense subventionnable : 49 925€	Taux : 50%	Subvention prévisionnelle : 24 900 €
-----------------------------------	------------	--------------------------------------

La Ville d'Orléans s'est dotée d'un premier Plan Biodiversité en 2009-2014. Afin de poursuivre son action en faveur de la biodiversité, la collectivité s'est dotée d'une nouvelle stratégie Biodiversité (2017-2020), présentée en Conseil Municipal en avril 2017.

Les objectifs sont d'offrir aux habitants un cadre de vie agréable, une ville jardin(s), tout en favorisant et préservant une biodiversité fonctionnelle et un territoire résilient.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie Biodiversité de la collectivité.

#### Il vise à :

- réaliser un état des lieux et élaborer une cartographie des espaces végétalisés et des potentialités de végétalisation du territoire (espace public et espace privé),
- poser une stratégie, planifiée dans le temps et l'espace, de développement de la nature en ville qui préserve la biodiversité locale et favorise la diversité des jardins et des usages,
- organiser la participation citoyenne en mobilisant les acteurs de la société civile et en animant la démarche de concertation.

Echéancier prévisionnel : démarrage en juin 2017



## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### MOBE – Actions de préservation et de sensibilisation à la biodiversité

#### Maître d'ouvrage : Orléans

Dépense subventionnable :  
**1 060 000€ HT**

Taux : **50%**

Subvention prévisionnelle : **530 000 €**

Dans le cadre de l'aménagement du musée des sciences et de la biodiversité (MOBE), il s'agit des aménagements de préservation des collections, des aménagements pédagogiques et d'un espace spécifique de médiation.

La préservation des collections comprend le centre de conservation et d'études, à savoir 800 m<sup>2</sup> dédiés à la conservation, gestion et valorisation des collections.

Ces espaces nécessaires dans un Muséum constituent le pendant « conservation » au projet de rénovation, et permettent d'offrir aux collections toutes les conditions d'hygrométrie, de température et de lumière nécessaires à la préservation des collections, collections qui constituent la valeur d'un muséum dans leur contribution à la connaissance de la biodiversité, passée, présente ou future. Loin d'être un seul lieu de stockage, ces espaces sont un véritable outil de gestion et de conservation des collections, s'intégrant à l'activité du musée et à son projet scientifique et culturel.

Des espaces de travail y sont associés : recherche, inventaire, consultation ...

Echéancier prévisionnel : 2018 - 2019

## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Préservation de la faune sauvage

#### Maître d'ouvrage : Ingré

Dépense subventionnable : **22 500€**

Taux : **80% ;  
50% ; 40%**

Subvention prévisionnelle : **12 500 €**

Après la réalisation de son Agenda 21, Ingré s'est lancée dans un Inventaire de la Biodiversité Communale (IBC), accompagnée par Loiret Nature Environnement et soutenue par la Région Centre Val de Loire. Un certain nombre de préconisations ont été formulées par cet IBC, notamment la nécessité de préserver la petite faune de plaine et de restaurer la présence de la perdrix grise.

La demande de subvention au titre du CRST porte spécifiquement sur les missions d'inventaires et de référencement, et de préparation d'une charte de bonnes pratiques agricoles, sur la réalisation de panneaux d'information et de sensibilisation à la préservation de la petite faune sauvage de plaine agricole, sur les travaux d'aménagement de zones de refuge et de préservation pour la Perdrix grise.

Dépenses d'étude, de communication et d'aménagement.

Echéancier prévisionnel : de 2018 à 2020



## NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES AU BILAN

### Inventaires de biodiversité communale (IBC)

#### IBC à Olivet

Subvention prévisionnelle : 20 000 €

Réalisation prévisionnelle de l'étude : 2018-2020

#### IBC à Saint Jean de Braye

Subvention prévisionnelle : 20 000 €

Réalisation prévisionnelle de l'étude : 2018-2020

#### IBC à Saran :

Subvention prévisionnelle : 19 100 €

(crédits engagés)

Réalisation de l'étude : 2017-2019

### Mesure 31-1

Acquisition d'une miellerie mobile			Projet maintenu
Maître d'ouvrage : Saint-Jean-de-Braye			
Dépense subventionnable : 15 000 € HT	Taux : 40%	Subvention : 6 000 €	
Acquisition d'une miellerie mobile (équipement destiné à la récolte du miel) mutualisable avec les communes voisines. L'objectif est de développer la pollinisation et donc, renforcer la biodiversité sur le territoire communal et extra communal.			
Echéancier prévisionnel de réalisation : fin 2015			

Redécouverte de la prairie humide dans le futur éco-quartier			Projet maintenu
Maître d'ouvrage : Chécy			
Dépense subventionnable : 723 500 € HT	Taux : 40 %	Subvention : 289 400 €	
Le projet du parc paysager s'inscrit déjà dans un paysage préexistant du site, malgré une situation enclavée dans des extensions urbaines relativement récentes. Cette situation fait de la zone d'étude un espace peu ou pas visible, enchâssé dans des franges urbaines pavillonnaires et des cordons boisés.			
Ici, les aménagements envisagés ont plutôt comme objectif d'optimiser l'intégration paysagère du futur quartier. Les traitements porteront ainsi en priorité sur :			

Dossier de réalisation de ZAC approuvé au 1 <sup>er</sup> semestre 2018.		
Attente de l'approbation définitive du futur PLU pour le démarrage des travaux (janvier 2019).		
Lancement de l'appel d'offres travaux : 2018		
Ouverture prévue : début 2020		

- Préserver la lisibilité du vallon et son ambiance spécifique (notamment sonore).
- Atténuer l'impact fort du bassin d'orage (gommer son caractère trop technique).
- Travailler sur le désenclavement par le traitement des accroches, les covisibilités et les ruptures.
- Envisager un travail paysager avec les dynamiques existantes et naturelles à l'œuvre.

Pour la préservation et la mise en valeur de la biodiversité existante sur la partie sud aux abords du bassin où se développent une phragmitaie et un écosystème paludicole repéré par l'inventaire de biodiversité communale réalisé par l'association LNE ; il faut créer des pentes adoucies du bassin et de ses abords en prairies humides pour améliorer le potentiel écologique du site.

Des plantations de plantes hélophytes et amphiphytes seront réalisées pour végétaliser ces pentes adoucies et poursuivre en prairie humide. Une plantation de végétaux arbustifs (composée d'espèces locales) pourra être réalisée en périphérie du bassin afin de compenser la lande fruticée enlevée au nord du site. Cette dernière pourra notamment présenter un intérêt paysager, réduisant les covisibilités sur la voie ferrée et la coopérative agricole.

En matière de liaisons douces, des aménagements respectueux des lieux seront réalisés comme guides tels que des sentiers, des passerelles ou ponts en bois permettront de visualiser cette nature et ne pas la « piétiner ».

Aux abords du parc près de la voirie principale sera aménagée une aire de « stationnement-rechargement » solaire (panneaux solaires alimentant des bornes de rechargement pour véhicules écologiques) avec de l'evergreen ou une grave calcaire au sol.

La recherche d'un lieu et d'un équipement propices à l'observation de la biodiversité du milieu paludicole près du bassin pourrait être réfléchi. L'étude pourrait également mesurer l'évolution des micro-paysages « périurbains » du site dans le cadre d'une approche pédagogique par photographies juxtaposées dans des lieux et des périodes fixés préalablement.

Afin de permettre la permanence des continuités végétales entre le nord et le sud du site de l'écoquartier ; un maximum d'essences et d'habitats naturels à conserver sera primordial. D'où la volonté de préservation des différents boisements de la zone d'étude, de la strate arborée à la strate arbustive de la



fruticée et des différents milieux humides ou aquatiques. Les aménagements respecteront la période de nidification de l'avifaune.

L'urbanisation envisagée étant principalement localisée au nord de la zone d'étude, le principal corridor potentiel que représente la voie ferrée sera maintenu, voire renforcé par le réaménagement du bassin et la plantation de boisements au Sud-Est du projet. Un réaménagement de cette voie ferrée serait intéressant puisqu'elle permet le déplacement de certaines espèces entre le site du projet et les espaces ruraux et naturels situés à l'est de la commune (dont le Bois de l'Ormeteau).

Démarrage prévisionnel des travaux : 2016

## NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN

### Réhabilitation des mares et bois de l'Azin

**Maître d'ouvrage : Ingré**

Dépense subventionnable : <b>58 700€</b>	Taux : 80% ; 40%	Subvention prévisionnelle : <b>30 000 €</b>
--	---------------------	---

Après la réalisation de son Agenda 21, Ingré s'est lancée dans un Inventaire de la Biodiversité Communale (IBC), accompagnée par Loiret Nature Environnement et soutenue par la Région. Un certain nombre de préconisations ont été formulées par cet IBC, notamment la nécessité de préserver la petite faune de plaine et de restaurer la présence de la perdrix grise.

La demande de subvention au titre du CRST porte spécifiquement sur les études d'aménagement du site et de cohérence hydraulique des modifications envisagées sur les bassins de rétention d'eau, sur les travaux de valorisation du site en faveur de la biodiversité, ainsi que sur les travaux d'aménagement du fossé d'amené des eaux urbaines et des bassins.

Dépenses d'étude, de communication et d'aménagement.

Echéancier prévisionnel : de 2018 à 2020

## Mesure 32

Plan de gestion différenciée			Opération terminée
Maître d'ouvrage : Saint-Jean-de-Braye			
Dépense subventionnable : 24 000 €	Taux : 80%	Subvention : 19 200 €	
La mise en œuvre d'une gestion responsable a pour but d'organiser et de faire accepter, en interne comme en externe (vis-à-vis des habitants notamment), la mise en			



place de la gestion différenciée qui s'inscrit dans une démarche de développement durable par la recherche d'une plus grande biodiversité, d'un plus grand respect de l'environnement.

**Les enjeux :**

- Parvenir à un changement de paradigme (moins de fleurissement, pelouses moins rases, moins de gazons et plus de pelouses...) chez les particuliers comme chez les agents et partenaires de la ville.
- Faire accepter ces nouveaux paysages par les habitants, voire même d'amener les habitants à appliquer les principes de la gestion différenciée dans leurs espaces privés.
- Créer les conditions d'un paysage durable dépourvu de pesticide.
- Optimiser l'organisation de la collectivité pour mettre en œuvre le cadre de vie souhaité par les habitants.

**Les résultats attendus et objectifs du projet :**

Ils sont environnementaux (enrichir la biodiversité, limiter les pollutions...), culturels (identifier une nouvelle écriture paysagère partagée de tous, transmettre et valoriser le savoir-faire des agents municipaux), sociaux (améliorer le cadre de vie des habitants, éduquer le grand public à la gestion responsable des espaces...), économiques (optimiser les moyens humains, matériels et financiers ; favoriser la mutualisation des moyens avec les communes voisines).

Etude plan de gestion différenciée : 2015-2016

**Date d'éligibilité des dépenses : 1<sup>er</sup> juin 2015**

**Acquisition de matériels**

**Projet maintenu**

**Maître d'ouvrage : Saint Jean de Braye**

Dépense subventionnable : <b>75 000 € HT</b>	Taux : <b>40%</b>	Subvention : <b>30 000 €</b>
---	----------------------	------------------------------

A la suite de la réalisation du plan de gestion différenciée, la ville prévoit l'acquisition de matériels permettant une gestion des espaces publics plus respectueuses de l'environnement : économies d'eau, abandon des produits phytosanitaires, gestion extensive des surfaces enherbées, taille douce des haies, gestion et recyclage des déchets verts ... La mutualisation avec les communes voisines pourra être recherchée.

Acquisition de matériels à partir de 2016 jusqu'en 2020

Acquisition de matériels			Projet maintenu
Maître d'ouvrage : Orléans			
Dépense subventionnable : <b>250 000 € HT</b>	Taux : <b>40%</b>	Subvention : <b>100 000 €</b>	
Acquisition du matériel permettant l'entretien régulier des pelouses sans apport de produits : <ul style="list-style-type: none"><li>- aération</li><li>- scarification</li><li>- défeutrage</li><li>- décompactage</li></ul> L'utilisation de ces matériels favorise l'écoulement des eaux de pluie, protège le sous-sol et allège les réseaux d'eaux pluviales.			
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015			
Acquisition de matériels à partir de 2015 jusqu'en 2020			

Eco-pâturages			Projet réalisé
Maître d'ouvrage : Orléans			<p>Crédits engagés <b>et soldés</b> à hauteur de 14 700 € au titre du CRST</p> <p>Mise <b>en place</b> d'une moutonnerie Maître d'ouvrage : Orléans Métropole</p> <p>Les autres <b>actions</b> relèvent du fonctionnement (location) <b>et ne</b> sont pas éligibles</p>
Dépense subventionnable : 100 000 € HT	Taux : 40%	Subvention : 40 000 €	
<p>L'éco-pâturage est envisagé sur l'ensemble des berges de Loire (Nord et Sud) ainsi que sur les abords des lignes RFF.</p> <p>La prestation comprend la location des animaux, leur transport, la mise en place d'une clôture électrique, les soins prodigués, l'assurance et l'abreuvement.</p> <p>D'autres lieux pourraient être ciblés comme, par exemple, l'éco-quartier des Groues.</p> <p>Enfin, des opérations de communication sont envisagées notamment des échanges pédagogiques avec les écoles.</p> <p>Concernant le zéro phyto, la Ville d'Orléans, dans le cadre de son Agenda 21 et de son plan biodiversité, s'est engagée au travers d'une charte « objectif 0 pesticide dans nos villes et villages » signée en 2009 avec l'Association Loiret Nature Environnement, à ne plus recourir, à terme, à l'emploi de produits chimiques.</p> <p>Le travail réalisé, ces dernières années, a permis de constater une diminution, par les services municipaux de la Mairie d'Orléans, de 80 % des produits phytosanitaires utilisés.</p>			

L'emploi des animaux, dans le cadre de l'éco-pâturage, permet également de ne plus utiliser d'engins bruyants et nécessitant un entretien régulier et du carburant.

Echéancier prévisionnel : 2016

## **NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES AU BILAN**

### **Acquisition de matériels pour la gestion alternative des espaces publics**

#### **Opérations réalisées :**

- Acquisition de matériels à La Chapelle Saint Mesmin  
Subvention : 2 700 €
- Acquisition de matériels à Saran  
Subvention prévisionnelle : 11 300 €
- Acquisition de matériels à Fleury les Aubrais  
Subvention : 7 400 €

#### **Opération pressentie :**

- Acquisition de matériels à Saint Jean le Blanc  
Subvention attendue : 12 500 €



## Crédits réservés : 1 792 100 €

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales</li> <li>Maintenir et développer la biodiversité régionale</li> <li>Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Ingénierie permettant :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'élaboration d'études stratégiques</li> <li>l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets</li> <li>l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC)</li> <li>les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole)</li> </ul> </li> <li>➤ <b>Aménagements permettant :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...)</li> <li>l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage)</li> <li>la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature)</li> </ul> </li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
<b>Financement régional</b>	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Etudes : 80%</p> <p>Animation, communication : 50%</p> <p>Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles)</li> <li>Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €)</li> <li>Communes, EPCI, associations : 80% maximum</li> </ul> <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage</li> <li>➤ Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB.</li> <li>➤ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional</li> <li>➤ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'emplois créés</li> <li>Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>Nombre de KWh économisés /an</li> <li>Nombre de GES évités /an</li> <li>Surface (en km<sup>2</sup>) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus</li> <li>Surface (en km<sup>2</sup>) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés</li> </ul>

## CADRE SPECIFIQUE

### Autres actions en faveur de la Biodiversité

**Crédits réservés : 325 400 €**

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accueillir et favoriser la biodiversité</li> <li>• Sensibiliser le grand public à la biodiversité</li> <li>• Réaménager et mettre en valeur les espaces naturels, les rendre visibles et compréhensibles par le public</li> <li>• Conforter l'agglomération comme destination de tourisme nature en Val de Loire</li> </ul>
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Opérations permettant de redonner une place à part entière à la nature dans la ville et maintenir ou réintroduire de la biodiversité.</li> <li>➤ Préserver le patrimoine naturel et la biodiversité en s'appuyant sur trois principes indissociables : <ul style="list-style-type: none"> <li>➢ Les espaces naturels remarquables qui constituent les grands foyers de biodiversité et réservoirs d'espèces.</li> <li>➢ Les corridors écologiques et les espaces de fonctionnement qui garantissent le lien entre les sites remarquables et favorisent la continuité écologique des milieux</li> <li>➢ La nature ordinaire qui doit être intégrée dans les pratiques et les usages locaux</li> </ul> </li> <li>➤ Soutenir les initiatives innovantes visant à préserver la biodiversité en ville</li> </ul>
Maîtres d'ouvrage	Communes, Agglomération, Associations
Financement régional	<p>Etudes (études amont): 80%</p> <p>Acquisitions de matériels : 40%</p> <p>Etudes opérationnelles, aménagements et travaux : 40%</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Commune engagée dans une démarche de type « Zero Pesticides »</li> <li>➤ Cohérence avec le programme d'actions de la Trame Verte et Bleue</li> <li>➤ Etude écologique en amont du projet permettant de justifier les aménagements projetés</li> <li>➤ Association d'experts naturalistes à l'élaboration du projet</li> <li>➤ Mise en place d'un dispositif de suivi des espèces présentes sur le site une fois l'aménagement réalisé.</li> <li>➤ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional</li> </ul>

**Indicateurs  
d'évaluation**

- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nombre de KWh économisés /an
- Nombre de GES évités /an
- Surface (en km<sup>2</sup>) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus
- Surface (en km<sup>2</sup>) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés
- Nombre de communes bénéficiaires d'une ingénierie dédiée pour intégrer la trame verte et bleue dans une opération ou un document d'urbanisme



## Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

**Crédits réservés : 197 800 €**

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité</li> <li>• Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité)</li> <li>• Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>Acquisition de matériels</b> prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative):</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrosage économe : gestion informatisée,</li> <li>- Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts</li> </ul> <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique)</li> </ul> <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- débroussailleuse</li> <li>- animaux (ovin, bovin, caprin)...</li> </ul> <p><u>Taille douce de haies</u></p> <p>Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u></p> <p>Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p><b>Frais d'études :</b></p> <p>Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide</p> <p><b>Frais de communication auprès de la population</b> portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
<b>Financement régional</b>	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels, acquisition d'animaux : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> <li>• Volume de pesticides économisé</li> <li>• Volume d'eau économisé</li> <li>• Economies financières générées</li> <li>• Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services</li> </ul>

## Biodiversité domestique

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver la diversité génétique des espèces domestiques régionales</li> <li>- Pérenniser les races en voie de disparition par la maîtrise de la dérive génétique et de la consanguinité</li> <li>- Valoriser un élément d'identité patrimoniale régionale</li> </ul>
<b>Contenu</b>	Actions allant dans le sens de la stabilisation d'une variété ou d'une race à la valorisation économique et pédagogique dans le cadre de démarches individuelles ou collectives : études, frais de communication, matériels, animaux, collecte de semences, vergers conservatoires...
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Exploitants agricoles, structures agricoles collectives, associations, conservatoires, communes, établissements publics
<b>Financement régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Etudes, animation, communication</u> : 50%</li> <li>- <u>Investissements</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>o 25% : exploitants agricoles individuels, privés Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- nouvel installé depuis moins de 5 ans,</li> <li>- ou exploitants en agriculture biologique;</li> <li>- ou maîtrise d'ouvrage collective (regroupement d'au moins 4 exploitations) ... dans la limite de 40%</li> </ul> </li> <li>o 50% : associations, collectivités, établissements publics</li> </ul> </li> <li>- La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</li> </ul>
<b>Modalités</b>	Attestation de Certification AB le cas échéant
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb d'emplois créés</li> </ul>

## **Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau**

**Crédits réservés : 50 000 €**

<b>Régime d'aide</b>	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement »</li> </ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015</li> </ul>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau</li> <li>- Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles</li> </ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>Acquisition de matériels</b> permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herse étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait.</li> <li>- <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers, têtes de coupe à couteaux</li> <li>- Protection de la faune : effaroucheurs</li> <li>- <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
<b>Financement régional</b>	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- nouveaux installés (depuis moins de 5 ans),</li> <li>- ou exploitants en agriculture biologique,</li> <li>- ou structures collectives,</li> </ul> </li> </ul> <p>... dans la limite de 40%</p> <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum. pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>



**Priorités d'actions Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

- Accompagner la réduction des consommations énergétiques de l'habitat et des équipements publics

L'ensemble des collectivités locales travaille à une meilleure performance énergétique des bâtiments publics existants définie par des études de conseil et d'orientation énergétique (COEP) et qui se traduisent notamment par des travaux lourds d'isolation.

Ces initiatives publiques locales méritent d'être encouragées pour inciter le secteur privé à s'engager également dans la voie du développement durable.

**1 : Forfaits PCI**

Une enveloppe de 10.000€ est réservée au Conseil Régional pour le financement d'un marché d'études thermiques visant à accompagner les communes de moins de 1.000 habitants dans le choix techniques de travaux d'isolation.

**2 : Bonification climat-énergie**

L'enveloppe réservée est destinée à bonifier de 10% les projets de bâtiments dans les cas suivants :

- utilisation d'un système de chauffage au bois ou géothermique
- très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)
- intégration d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

Plan Isolation de Saint Jean de Braye	Maintenu – en cours de réalisation
Subvention : 300 000 €	<p>Opérations déjà réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la crèche Château Foucher (subvention : 68 000 €)</li> <li>- l'ancienne clinique des longues allées (subvention : 112 900 €)</li> <li>- centre de loisirs de la Godde (subvention : 92 900 €)</li> </ul> <p>dont bonification climat énergie (35-2) : 15 500 €</p>
La ville de Saint Jean de Braye s'engage en 2015 dans la réalisation d'un COEP, en lien avec l'ADEME, afin de formaliser un programme d'isolation de ses bâtiments communaux. En effet, son patrimoine bâti (126 bâtiments) représente 79.6 % des consommations énergétiques totales de la commune et 69.3% des dépenses.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2017	

Plan isolation de Saint Jean de la Ruelle	Abandonné
Subvention : 360 000 €	<p>Au profit d'une opération nouvelle : la réhabilitation de la salle de spectacle de la commune de Saint Jean de la Ruelle.</p>
La ville de Saint Jean de la Ruelle, après avoir mené des audits énergétiques sur l'ensemble de son patrimoine, a fait le choix de prioriser son intervention en matière d'isolation sur les écoles de la commune. Elle prévoit notamment l'isolation de l'école élémentaire Paul Bert.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2016	

Plan Isolation d'Orléans	
Subvention : 2 450 000 €	Subvention prévisionnelle : 850 000 €
La Ville d'Orléans réalise chaque année un programme d'investissement très important pour assurer la rénovation et restructuration de son patrimoine scolaire. Dans ce cadre, elle réalise des travaux d'isolation de son patrimoine bâti.	L'enveloppe du plan isolation a diminué. Elle comprend en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réhabilitation du Museum (MOBE)</li> <li>- la réhabilitation de l'école Romain Rolland.</li> </ul>
Par ailleurs, la commune prévoit la rénovation du Palais des sports.	Cependant, deux nouveaux projets d'ampleur de la Ville d'Orléans ont été ajoutés au titre de la mesure 35 du CRST : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le complexe nautique de la Source (subvention : 1 700 000 €)</li> <li>- les Vinaigreries (subvention : 700 000 €)</li> </ul>
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2015-2020	

Plan Isolation de Semoy	Terminé
Subvention : 75 000 €	
La ville de Semoy a engagé la réalisation de son COEP en lien avec l'ADEME. Celui-ci devrait être achevé début 2015. Elle envisage notamment la rénovation de son restaurant scolaire.	Crédits engagés et soldés à hauteur de 75 000 € au titre du CRST
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2015	

Plan isolation de Fleury les Aubrais	En cours de réalisation
Subvention : 610 000 €	Subvention prévisionnelle : 362 800 € dont bonification climat énergie (35-2) : 131 200€
La ville de Fleury les Aubrais a finalisé son COEP en 2014, avec l'accompagnement d'un bureau d'études et de l'ADEME. Cette étude a fait émerger 13 sites prioritaires pour l'isolation du patrimoine. La commune envisage, dans la durée du CRST, de réaliser l'isolation des bâtiments ayant fait l'objet d'un pré Diagnostic Conseil Isolation.	La commune a reportée certaines opérations prévues dans le plan Isolation. La subvention prévisionnelle est donc revue à la baisse.
Certaines structures nécessitent une rénovation des installations de chauffage pour permettre leur raccordement sur le réseau de chauffage urbain biomasse.	
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015	Opérations terminées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- salle Albert Auger</li> <li>- école Jules Ferry</li> </ul>
Echéancier prévisionnel des travaux : 2015-2020	Opération démarrée :



	Intégrés au plan d'investissement
<b>Plan Isolation de Saran</b>	<b>Maintenu</b>
Subvention : 175 000 €	Salle des sports Jean Moulin travaux en cours
Conformément aux orientations régionales, un Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine (COEP) sera réalisé pour analyser la performance énergétique des bâtiments. Le gymnase Jean Moulin pourrait être ciblé prioritairement.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2017	
<b>Plan Isolation de Saint Pryvé Saint Mesmin</b>	<b>Maintenu</b>
Subvention : 400 000 €	Réhabilitation du groupe scolaire Travaux en cours
Dès le 1 <sup>er</sup> semestre 2015, une étude Conseil en Orientation Energétique du Patrimoine (COEP) sera lancée et permettra de parachever le programme de réhabilitation du groupe scolaire Hervé Bazin.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2015-2016	
Date d'éligibilité des dépenses : 1 <sup>er</sup> janvier 2015	
<b>Plan Isolation de Saint Jean le Blanc</b>	
Subvention : 180 000 €	Subvention prévisionnelle : 155 000 €  Deux opérations fléchées : - Groupe scolaire primaire Jean Bonnet (55 000 €) - Gymnase de l'Armandière (100 000 €)
Dans un souci de gain énergétique et dans le cadre de la nouvelle réglementation en matière de construction énergétique (RT 2012), la Ville de Saint Jean le Blanc souhaite établir un programme de réhabilitation thermique de ses bâtiments communaux et notamment en matière d'isolation.	
Ce programme pourrait concerner l'isolation thermique des bâtiments du groupe scolaire Jean Bonnet, de la salle de sports de l'Armandière, de la salle de Montission.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2016	



<b>Plan Isolation d'Ingré</b>	<b>En cours de réalisation</b>
Subvention : 100 000 €	Subvention prévisionnelle attendue : 150 000 €  Projets identifiés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Isolation de l'école Emilie (travaux terminés)</li> <li>- Isolation du château de Bel air (études)</li> </ul>
La commune envisage la réhabilitation de l'école maternelle.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2016	

<b>Plan Isolation de Saint Hilaire Saint Mesmin</b>	<b>Projet non maintenu</b>
Subvention : 50 000 €	
La première étape consistera en la réalisation d'une étude Conseil en Orientation Energétique du Patrimoine (COEP) d'ici la fin de l'année 2015 - début 2016. Les travaux d'isolation pourraient être lancés et exécutés par la suite sur le bâtiment de l'école élémentaire.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2017	

<b>Plan Isolation de Saint Cyr en Val</b>	<b>Maintenu- en cours de réalisation</b>
Subvention : 200 000 €	Plan pluriannuel d'isolation des bâtiments scolaires  Travaux en cours 2018-2019
La ville s'engage depuis plusieurs années à agir sur les dépenses de gaz et d'électricité afin de réduire sa facture sur l'ensemble des fluides et son impact sur l'environnement. Ces bâtiments qui ont été construits il y a plusieurs années ne répondent plus aux normes requises dans le cadre du développement durable. Il est donc prévu d'engager des travaux d'isolation en premier lieu sur les écoles et la mairie.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2016-2018	

<b>Plan Isolation de La Chapelle Saint Mesmin</b>	<b>Maintenu</b>
Subvention : 112 100 €	Isolation de l'hôtel de ville Echéancier des travaux : 2018-2019
La commune souhaiterait engager une démarche de maîtrise de l'énergie concernant l'Hôtel de Ville.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2016 - 2020	

<b>Plan Isolation de Marigny les Usages</b>	<b>Maintenu</b>
Subvention : 50 000 €	Démarrage travaux fin 2018.
Engagée dans un agenda 21, depuis 2010, la commune compte parmi ses axes prioritaires les économies d'énergies. Est envisagée la réhabilitation de la salle polyvalente.	
Echéancier prévisionnel des travaux : 2017	

<b>NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN</b>		
<b>Isolation des Vinaigrieres à Orléans</b>		
<b>Maître d'ouvrage : Ville d'Orléans</b>		
Dépense subventionnable : 1 400 000 € HT	Taux : 50%	Subvention prévisionnelle : 700 000 €
<p>Les anciennes Vinaigrieres Dessaux, patrimoine emblématique pour la ville d'Orléans, vont être réhabilitées en un lieu culturel pour les arts plastiques et visuels, comprenant un pôle création dédié aux artistes et un pôle diffusion ouvert au public.</p> <p>Les travaux de réhabilitation des bâtiments porteront à la fois sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La création de surface et d'extension nécessitant la mise en œuvre ponctuelle de fondations et de structures dédiées.</li> <li>- L'amélioration de la performance énergétique de l'enveloppe permettant d'assurer le confort des occupants (isolation des murs, des cloisons et des planchers, menuiseries double vitrage faiblement émissif, ...).</li> <li>- L'aménagement intérieur conformément à la réglementation concernant les Etablissements Recevant du Public (ERP) (sécurité incendie, accessibilité des personnes à mobilité réduite, contrôle d'accès, ...).</li> <li>- Les équipements techniques nécessaires au fonctionnement du lieu (systèmes de ventilation et de chauffage, plomberie-sanitaire, installations électriques, traitement acoustique, ...).</li> </ul> <p>Il est à noter que les travaux de réhabilitation seront attentifs au bilan énergétique de l'équipement, tout en veillant à ne pas compromettre la valeur patrimoniale des bâtiments.</p>		
Démarrage prévisionnel des travaux : 1 <sup>er</sup> trimestre 219		



## **NOUVEAU PROJET IDENTIFIE AU BILAN**

### **Isolation du complexe nautique de La Source**

**Maître d'ouvrage : Ville d'Orléans**

Dépense subventionnable : <b>3 400 000 € HT</b>	Taux : <b>50%</b>	Subvention prévisionnelle : <b>1 700 000 €</b>
---	----------------------	---

Le complexe nautique de la Source est un bâtiment datant de 1972 dont la réhabilitation était nécessaire afin d'adapter l'équipement aux pratiques actuelles et aux standards actuels de confort d'accueil du public. La réhabilitation est également environnementale, par une enveloppe rénovée thermiquement et des équipements techniques performants afin d'optimiser l'exploitation et d'en assurer la durabilité.

L'équipement sera sobre en consommation énergétique et doté de technologies de recyclage des fluides. Il permettra des opérations de maintenance simples, limitant les temps d'indisponibilité de l'équipement pour interventions techniques.

La rénovation énergétique du bâtiment actuel inclura notamment :

- la réhabilitation lourde des couvertures, façades et plafonds, dont remplacement des menuiseries existantes et isolation ;
- la réfection complète des bassins permettant une meilleure isolation et l'arrêt des fuites d'eau ;
- la mise en place de modes de chauffage performants pour l'eau chaude sanitaire et le bâtiment ;
- la mise en place d'un circuit performant de gestion de l'eau, différencié par bassin et intégrant une boucle de réemploi, préchauffage de l'eau par récupération de chaleur et d'énergie fatale ;
- la mise en place d'un système performant de renouvellement de l'air.

Fin prévisionnelle des travaux : septembre 219



# NOUVEAU PROJET IDENTIFIÉ AU BILAN

## Réhabilitation thermique de la salle de spectacle à Saint Jean de la Ruelle

Maitre d'ouvrage : Saint- Jean de la Ruelle

Dépense subventionnable : 1 200 000 € HT	Taux : 50%	Subvention : 600 000 €
--	------------	------------------------

Cette salle de spectacles de Saint Jean de la Ruelle a été construite en 1977. L'âge de cet équipement est aujourd'hui source de difficultés de fonctionnement et d'accueil des usagers.

Le souhait est de restructurer lourdement l'équipement, techniquement et architecturalement, afin d'améliorer le confort sa fonctionnalité (accueil simultané d'événements, cloisonnement,...).

Il s'agira également de réduire de façon significative les consommations énergétiques du bâtiment et les charges de fonctionnement liées.

L'isolation complète du bâtiment sera revue ainsi que les modes de chauffage afin de réaliser des économies d'énergies.

Les travaux de réhabilitation thermique porteront notamment sur :

- Les menuiseries extérieures
- La couverture
- L'isolation des façades
- Les fluides et la ventilation

Echéancier prévisionnel des travaux : 2018-2020



## Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation énergétique (objectif PCER)</li><li>• Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations</li><li>• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie</li></ul>
<b>Prérequis</b>	<p>Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon le cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage <u>et effectivement mis en œuvre</u> correspond à la classe énergétique visée</p> <p><i>Les collectivités regroupées (EPCI, groupements d'EPCI, syndicat mixte ...) sont encouragées à porter un marché à bons de commande selon le cahier des charges régional afin de faciliter la réalisation de ces prestations, éligibles au financement régional.</i></p> <p><i>Le service d'un Conseil en Energie Partagé permettra d'optimiser le suivi de cette prestation.</i></p>
<b>Contenu</b>	<p><b>CHAMPS D'APPLICATION</b></p> <p>Tout le patrimoine des collectivités et des associations : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...</p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Etude thermique selon cahier des charges régional</li><li>- Dépenses d'isolation et de ventilation</li><li>- Travaux induits par l'isolation et la ventilation (qui n'auraient pas été nécessaires si les travaux n'avaient pas été réalisés), hormis les éléments de « remise en état / finitions » (peintures, carrelage...). »</li></ul> <p><b>Concernant les ouvrants (fenêtres, portes, volets...) : PVC exclu.</b></p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	EPCI, Communes, Associations
<b>Financement régional</b>	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>50% des dépenses éligibles</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,</li><li>o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),</li><li>o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)</li></ul>



<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an)</li> <li>• Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m<sup>2</sup>/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette C après travaux</li> <li>• Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li> <li>• L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de piscine est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette C (&lt;4000 kWh/m<sup>2</sup>bassin/an) et pour les projets de construction de piscine à l'atteinte de l'étiquette B (&lt; 2800 kWh/m<sup>2</sup>bassin/an)</li> <li>• La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux</li> </ul> <p>- Systèmes de type CTA (Centrale de Traitement de l'Air) : dans le cas de ces systèmes qui assurent le chauffage et la ventilation, si la part liée à la ventilation ne peut être définie, on considèrera que celle-ci représente 50% du coût total de l'équipement. La subvention portera alors sur cette partie.</p> <p>- Production d'eau chaude thermodynamique couplée à la ventilation : dans le cas de ces systèmes qui assurent la production d'eau chaude et la ventilation, la part liée à la ventilation sera découplée de la part liée à la production d'eau chaude sanitaire (ballon). La subvention portera alors sur la partie liée à la ventilation.</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>• Nb de KWh économisés /an</li> <li>• Nb de GES évités /an</li> </ul>





## Eclairage Public

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Objectif de réduction de la consommation en énergie et d'émission de gaz à effet de serre (- 40 % en 2020) sur le territoire régional exprimé dans le Plan Climat Energie Régional</li><li>- Suppression et remplacement de matériels énergivores (lampes à vapeur de mercure) et de luminaires de type « boule »</li><li>- Contribution à la préservation de la trame noire</li></ul>
<b>Prérequis</b>	Réalisation d'un audit «Eclairage Public» comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergies (changement de lampe, réducteur de tension/intensité,...) et précisant les préconisations concernant la trame noire
<b>Contenu</b>	<p>Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie en vigueur, dans le cadre d'un projet de rénovation globale du réseau d'éclairage (Extension de réseaux exclue)</p> <p><i>Il s'agit de supprimer et remplacer les matériels énergivores, par exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- luminaires (dont crosses et mats)</li><li>- horloges astronomiques</li><li>- rénovation d'armoire d'éclairage rendue nécessaire par la technologie employée</li><li>- système de variation de la puissance</li><li>- ...</li></ul>
<b>Maître d'ouvrage</b>	Commune, EPCI syndicats d'électricité ou d'énergie.
<b>Financement régional</b>	<p>Taux de subvention : 30 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Bonification de 10 % lorsque le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne entre 23 heures et 5 heures du matin.</p>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale</li><li>- Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible</li><li>- Attestation de justification du respect des préconisations du diagnostic</li><li>- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</li></ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li><li>• Nb de KWh économisés / an</li><li>• Nb de GES évités / an</li><li>• Nombre de points lumineux traités</li></ul>



## Filière Bois énergie (de la production, à la distribution)

<b>Régime d'aide</b>	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015.</p> <p>L'aide aux entreprises s'inscrit dans le cadre de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</li><li>• ou régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale</li><li>• ou à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</li></ul>
<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Structurer les filières bois énergie locales émergentes</li><li>• Favoriser une gestion durable et concertée de la ressource forestière et bocagère</li><li>• Stimuler l'émergence de la demande « bois »</li><li>• Renouveler la ressource bois</li></ul>
<b>Contenu</b>	<p><b>PRODUCTION</b> : Pour mémoire, biodiversité pour le financement de plantations</p> <p><b>TRANSFORMATION</b> : matériels permettant de couper, déchiqueter, transformer la matière première pour la production de bois bûche ou bois déchiqueté : lamiers, déchiqueteuses, broyeurs, cribleurs (calibrage), machine à fabriquer des granulés ...</p> <p><b>STOCKAGE - CONDITIONNEMENT</b> : Dalles/platformes, aires de stockage couvertes, matériels de manutention, ponts bascule, outils spécifiques ou matériels nécessaires pour le séchage ..., matériels spécifiques pour le conditionnement des plaquettes ou des granulés.</p> <p><b>DISTRIBUTION</b> : Caissons souffleurs pour le transport et la livraison des produits</p>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Collectivités, structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...), exploitants agricoles, entreprises, associations
<b>Financement régional</b>	Collectivités, associations : 40% (30 000 € de subvention maximum si l'association est adossé à une unité économique) Exploitants agricoles : 40% - 30 000 € de subvention maximum Entreprises : 35% Structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...) : 40% - 100 000 € de subvention maximum Subvention minimum 2 000 €
<b>Modalités</b>	<p>Les dispositifs sectoriels seront mobilisés en priorité quand ils existent.</p> <p>Tout demandeur devra :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- adhérer aux chartes de qualité concernées : Charte bois bûche, Charte bois déchiqueté, Charte qualité bois énergie ... ;</li><li>- préciser l'impact environnemental et économique sur le territoire ainsi que les acteurs mobilisés autour de la démarche (structuration de la filière attendue)</li><li>- transformer, stocker, conditionner, distribuer (selon les cas) uniquement du bois :<ul style="list-style-type: none"><li>➢ issus de massifs forestiers ou de bocage de proximité (région Centre-Val de Loire et départements voisins)</li><li>➢ et soumis à plan de gestion-Bois certifiés FSC et PEFC (80% à minima du volume traité)</li></ul></li></ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nb d'emplois créés</li><li>• Nb d'emplois confortés</li><li>• Nb de KWh économisés /an</li><li>• Nb de GES évités /an</li></ul>

## Géothermie sur sondes verticales

<b>Sens de l'action régionale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>objectif du SRCAE : diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments en 2020 et porter la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie finale régionale à 23% en 2020, (11% en 2014)</li> <li>Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement relatives au chauffage et rafraîchissement du patrimoine des collectivités et des associations</li> <li>Développer l'emploi local, la montée en compétences de la filière géothermie</li> <li>Stimuler la demande « géothermie sur sonde », énergie renouvelable sous exploitée en région Centre-Val de Loire</li> </ul>
<b>Prérequis</b>	<p>Réalisation d'une étude thermique simplifiée (selon outil et cahier des charges régional) du bâtiment mesurant les conséquences sur la performance énergétique après travaux (en réhabilitation, atteinte de l'étiquette énergétique B ou à défaut étiquette C conjuguée à un gain de 100 kwh/m<sup>2</sup>/an).</p> <p><i>Cette étude et attestation de performance, qui peuvent être réalisées par un bureau d'étude thermique ou par un installateur qualifié (exemple : RGE-QualIPAC), devront être vérifiées par le service de conseiller en énergie partagé ou, à défaut, par l'animateur régional géothermie (mission Géoqual).</i></p>
<b>Contenu</b>	<p><b>BATIMENTS ELIGIBLES :</b> tout type de bâtiments (construction, rénovation ou dans le cadre d'une réfection des équipements de chauffage et/ou rafraîchissement)</p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Etude thermique simplifiée selon cahier des charges Régional</li> <li>Pompe à chaleur géothermique présentant un COP nominal B0/W35 supérieur à 4 (NF PAC)</li> <li>Sondes géothermiques ou corbeilles géothermiques et matériaux annexes</li> <li>Collecteurs</li> <li>Raccordement à la pompe à chaleur</li> <li>Mise en glycol</li> <li>Emetteurs basse température, dont création du réseau de distribution réversible</li> <li>Matériels d'instrumentation de suivi énergétique</li> </ul>
<b>Maîtres d'ouvrage</b>	Communes, EPCI, associations, bailleurs sociaux
<b>Financement régional</b>	50% des dépenses éligibles
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Dans le cas d'un bâtiment existant, il doit présenter une performance correspondant à la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 kWh/m<sup>2</sup>/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette énergétique C après travaux</i></li> <li>L'installation doit prévoir une instrumentation selon cahier des charges régional</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb de kWh économisés /an</li> <li>Nb de GES évités /an</li> <li>Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées</li> <li>Puissance thermique installée en kwh</li> <li>Longueur de sonde posée en mètres</li> </ul>